

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

De l'Insaisissabilité
DES
BIENS DOTAUX

THÈSE DE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 23 Mars, à une heure du soir

PAR

GABRIEL SEGRET

Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. SALEILLES, Professeur
Suffragants } *MM. PLANIOL, Professeur*
 WEISS, Professeur

RIOM

ULYSSE JOUVET, Imprimeur-Editeur

Rue de l'Hôtel-de-Ville, 8.

—
1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

De l'Insaisissabilité
DES
BIENS DOTAUX

THÈSE DE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 23 Mars, à une heure du soir

PAR

GABRIEL SEGRET

Avocat à la Cour d'Appel



Président : M. SALEILLES, Professeur
Suffragants } *MM. PLANIOL, Professeur*
 WEISS, Professeur

RIOM

ULYSSE JOUVET, Imprimeur-Editeur

Rue de l'Hôtel-de-Ville, 8.

1901

La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

De l'INSAISSABILITÉ des BIENS DOTAUX

INTRODUCTION

La Dot en droit Romain

La dot est l'ensemble des biens que la femme apporte à son mari pour subvenir aux besoins du ménage.

La dot existait dans l'ancien droit Romain ¹, soit dans le mariage *cum manu*, soit dans le mariage *sine manu*. Dans le mariage *cum manu*, si la femme est *sui juris*, tout son patrimoine devient la propriété

1. Cf. Girard, *Manuel de Droit Romain*, p. 926 et suiv.

Accarias. *Précis de Droit Romain*. Gide, *Etude sur la condition privée de la femme*.

du mari, en vertu de la *conventio in manum*¹. Si la femme est *alieni juris*, la dot comprend les biens que son *paterfamilias* ou d'autres lui donnent en vue du mariage. La femme, par suite de son mariage *cum manu*, quitte sa famille paternelle pour entrer dans la famille de son mari, dont elle est considérée comme la fille (*loco filix*). Elle n'a par suite aucun droit dans la succession de son *paterfamilias* et c'est pour l'indemniser que celui-ci lui fait une donation entre vifs et lui constitue une dot. Mais il faut remarquer que jamais la femme n'acquiert la propriété de cette dot. C'est le mari² qui en devient immédiatement propriétaire par l'effet de la *conventio in manum*; et il en est propriétaire comme des autres biens qui composent son patrimoine. Il s'ensuit que, si la femme vient à prédécéder, les membres de son ancienne famille n'auront aucune prétention à élever sur sa dot. Celle-ci est acquise au mari pour toujours. Ce n'est que justice car le mari a toujours les charges du ménage.

Si, au contraire, la femme survit au mari, elle

1. *Cum mulier viro in manum convenit omnia quæ mulieris fuerunt viri fiunt dotis nomine.* (Cicéron, *Top.* 4, 23.

2. Si le mari est encore sous la puissance de son père, ce n'est pas lui qui recueille les biens dotaux, c'est son *paterfamilias*.

partage les biens, qui composent la succession, en concours avec ses cohéritiers, généralement ses enfants ; les biens qui constituaient la dot seront compris dans la masse partageable et, sur ces biens comme sur les autres, elle subira la loi du concours.

Dans le mariage *sine manu*, la femme reste dans sa famille et partant garde ses biens, si toutefois elle en a, et si elle est *sui juris*. Mais pour contribuer aux charges du ménage, l'usage s'établit que la femme (si elle est *sui juris*) ou son *pater* (si elle est *alieni juris*) donne au mari une dot. La propriété de la dot est transférée au mari par celui qui l'a constituée ; si le mariage se dissout par prédécès de la femme, le mari garde toujours les biens ; et si la femme survit au mari elle ne peut élever la prétention de reprendre sa dot. Celle-ci est recueillie par les héritiers du mari, ordinairement par les enfants issus du mariage. Cela paraît juste et naturel aux Romains des premiers siècles, car il ne faut point oublier que dans le mariage *sine manu* la femme n'est pas liée à ses enfants par la parenté civile, *agnatio*, la seule qui soit comptée pour établir les droits aux successions. Les enfants n'étant donc pas les parents de leur mère, n'ont aucun droit dans sa succession. Les seuls biens qui leur reviennent sont les biens qui composaient sa dot.

Telle était la dot pendant les six premiers siècles de Rome : un ensemble de biens destinés à l'entretien de la famille. C'était là son seul caractère et c'était, pour qu'elle remplît mieux son but, que les premiers Romains en avaient déclaré le mari propriétaire. Nous verrons par la suite restreindre de plus en plus ce droit de propriété et nous allons voir apparaître le droit de restitution accordé à la femme lors de la dissolution du mariage. A côté du caractère primitif, qui est l'affectation aux charges du ménage, un second caractère apparaît : l'inaliénabilité.

On combinera ainsi les droits du mari et ceux de la femme ; ils se limiteront l'un l'autre. C'est ainsi que la dot est devenue inaliénable entre les mains du mari, bien qu'il en reste toujours le propriétaire. Cette limite à ses pouvoirs vient de la reconnaissance des droits de la femme à la restitution de sa dot.

C'est au ^{vi}^e siècle de la fondation de Rome que l'usage s'établit d'insérer, dans le contrat de constitution de dot, une clause par laquelle le mari s'engage à restituer la dot.

« A cette époque, dit M. Gide, le luxe et la mollesse pénétraient dans Rome avec les riches

» dépouilles de Carthage. La censure devenait
» impuissante, les divorces se multipliaient, le
» mariage n'était parfois qu'un honteux trafic : le
» mari gardait la dot et répudiait la femme. Pour
» remédier à de tels abus, il fallait porter atteinte
» à l'autorité sacrée du chef de famille, et imposer
» au mari, qui répudierait sa femme, l'obligation de
» rendre la dot. Ce n'étaient pas seulement l'équité
» et l'humanité qui exigeaient impérieusement cette
» réforme, c'était encore l'intérêt de l'Etat. Il
» importe à la République, disaient les juriscon-
» sultes romains, que les femmes aient des dots et
» qu'elles les conservent, car c'est pour leur dot
» qu'on les épouse. C'est sous l'influence de cette
» maxime, inconnue évidemment aux Romains des
» premiers siècles, que s'introduisit dans la jurispru-
» dence l'obligation de restituer la dot. Cette obli-
» gation était utile pour faire obstacle aux divorces
» et consolider les mariages : à défaut de lien
» moral, c'était un lien d'intérêts qui unissait
» les deux époux ; et si ce frein était impuissant,
» du moins la femme répudiée trouvait-elle dans
» la dot, qui lui était rendue, les moyens de contrac-
» ter une nouvelle union ¹. »

1. Gide. *Du caractère de la dot en droit Romain*,
édition Esmein, page 511.

C'est la pratique qui inventa la restitution de la dot, et c'est après, que le législateur vint consacrer un usage général. Il pouvait arriver que la femme, par oubli, par erreur, ou pour toute autre cause, ait oublié de stipuler la restitution de sa dot. C'est pour parer à cet inconvénient que le législateur intervint. Désormais la restitution sera de droit et la femme aura comme sanction l'action *rei uxoriæ*. Cette action, établie d'abord à titre de peine¹ contre le mari qui répudie sa femme ou qui, par sa mauvaise conduite, a rendu le divorce nécessaire, ne tarda pas être étendue au cas de dissolution du mariage par prédécès du mari et ainsi disparut toute idée de peine.

La femme a, dès lors, deux actions, si elle a stipulé la restitution de sa dot : une action de droit strict née du contrat : action *ex stipulatu*, et l'action *rei uxoriæ*.

Le mari reste propriétaire de la dot, mais il naît au profit de la femme, un droit éventuel de restitution ; c'est pour concilier ces deux droits et pour mieux assurer la restitution, qu'Auguste dans la loi

1. La restitution ne comprend point alors la totalité de la dot, mais seulement une partie arbitrée par le juge.

Julia (*de fundo dotali*) interdit au mari d'aliéner le fonds dotal Italique sans le consentement de sa femme. Par le fait de cette loi, la créance en restitution devient singulièrement efficace.

Le mari cependant conserve encore la propriété des biens dotaux ; par suite, il peut toujours aliéner librement les meubles et les immeubles provinciaux que la loi *julia* n'atteint point.

S'il aliène, sans le concours de sa femme, un immeuble Italique, la nullité de l'aliénation n'est que relative. Elle disparaîtra par la ratification de la femme ou par son prédécès.

Du reste, à côté de l'action *rei uxoriæ*, subsiste toujours l'action *ex stipulatu* ; tandis que, par l'effet de cette dernière, le mari doit rendre la dot, quelle que soit la cause de dissolution du mariage et que la restitution doit comprendre la dot tout entière, selon les conventions qui ont été faites ; par l'action *rei uxoriæ*, au contraire, le mari n'est pas toujours tenu de la rendre. Si le mariage a été dissous par prédécès de la femme, le mari doit rendre la dot au *paterfamilias* de la femme, si c'est lui qui l'a constituée ; mais si le *pater* est lui-même décédé ou que la dot ait été constituée par un autre, le mari a le droit de la garder.

Il ne faut pas oublier, en effet, que la restitution de la dot a pour but de favoriser les seconds mariages.

Epoque de Justinien

Justinien a modifié complètement le régime de la dot.

Il a restreint les pouvoirs du mari et décidé que désormais l'aliénation de la dot serait interdite au mari, alors même que la femme y donnerait son approbation. Ce n'est point seulement le droit d'aliéner que Justinien enlève aux époux, c'est encore le droit d'hypothéquer, et ces prohibitions n'atteignent plus seulement les fonds Italiques, elles sont étendues aux fonds provinciaux. Justinien fait plus encore pour assurer la restitution de la dot. Il accorde à la femme une hypothèque privilégiée sur tous les biens du mari, primant toutes les autres hypothèques, mêmes antérieures au mariage. On peut dire dès lors que Justinien avait ruiné le

crédit des célibataires après celui des hommes mariés.

Justinien décida que la dot devrait toujours être rendue à la femme ou à ses héritiers.

Ces innovations sont dues à l'esprit nouveau qui animait la société Romaine à son déclin, et qui, selon l'expression de M. Gide, « allait faire sortir » du sein d'une société épuisée et mourante, une » législation si pleine de vitalité et d'avenir; cet » esprit qui régènerait en même temps les arts, » la littérature, la civilisation tout entière, l'esprit » de celui qui était mort pour donner la vie au » monde.

» L'inaliénabilité de la dot a, sous Justinien, un » tout autre fondement que sous Auguste; elle » n'est plus un privilège pour la femme; imposée à » la femme comme au mari, elle devenue un privilège pour les enfants. La dot, sous les empereurs » chrétiens, n'est plus seulement la propriété des » deux époux; c'est le *patrimoine commun du mariage*, c'est une sorte de réserve, que la loi » assure aux enfants et qu'ils retrouveront intacte » malgré les dissipations et la ruine de leur » famille ¹ »

1. Gide. *Etude sur la condition privée de la femme*, p. 186 et 189. (Edition Esmein).

Ces deux caractères du patrimoine dotal : subvenir aux besoins du ménage et constituer une réserve à la famille, sont les traits distinctifs du régime dotal sous Justinien, dans notre ancien droit et dans notre code civil. C'est pour subvenir aux besoins du ménage que la dot est remise au mari et que ce dernier a sur elle les pouvoirs les plus larges et les plus étendus (Justinien nous dit, en effet, que le mari est toujours propriétaire de la dot). C'est pour constituer une réserve à la famille que la dot est inaliénable.

Constituée dans l'intérêt de la famille, la dot doit atteindre le double but en vue duquel elle a été constituée. C'est là le vrai fondement de l'inaliénabilité¹

1. Justinien décida de plus que si le mauvais état des affaires du mari met la dot en péril, la femme pourra le contraindre à la lui restituer pendant la durée du mariage. V. la loi 20 au code *De Jure Dotium*, v. XII.

II

Le régime dotal dans l'ancien droit Français

Les pays de Droit écrit suivirent le droit Romain et acceptèrent le régime dotal avec ses deux caractères d'inaliénabilité et d'affectation de la dot aux charges du ménage.

Dans les premiers siècles, l'inaliénabilité n'est pas absolue : le mari peut aliéner le fonds dotal avec le consentement de sa femme. Ce n'est qu'après la renaissance du droit Romain, lorsque les écrits de Justinien se furent vulgarisés, que s'introduisit, dans les pays de Droit écrit, la règle de l'inaliénabilité absolue, telle que l'entendait Justinien.

On discutait beaucoup sur le point de savoir quel est le propriétaire de la dot. C'est qu'en effet les pouvoirs du mari sont plus étendus que ceux d'un usufruitier ; et cependant on ne peut dire qu'il est propriétaire, car il ne peut aliéner. Quant à la femme, elle a droit à la restitution de sa dot, mais là s'arrête son droit.

D'après Roussilhe, c'est le mari qui est propriétaire. C'est également l'avis de Pothier. « Quant » aux biens dotaux, dit Roussilhe¹, le mari en est » propriétaire, à charge de la restitution qui doit » être faite à la dissolution du mariage. Mais » pendant la durée, le mari en a la véritable » propriété, à l'exception qu'il ne lui est pas permis » d'aliéner les biens fonds qui composent la dot, » ni d'exercer aucune action qui tende à l'aliénation » des immeubles, ni les obliger ou hypothéquer, » même du consentement de la femme.

» Pendant le mariage, la femme est plutôt créan- » cière de la restitution de ses biens dotaux qu'elle » n'en est propriétaire. Si l'on appelle sa dot le » patrimoine de la femme, c'est par rapport à la » restitution qui doit lui en être faite² »

Doncaud³, au contraire, affirme le droit de propriété de la femme.

Cujas admet une copropriété des deux époux.

En Auvergne, l'inaliénabilité de la dot est absolue. D'après l'article 3 du titre xiv de cette Coutume :
« Les mary et femme, conjointement ou séparément

1. *Traité de la dot*, p. 6.

2. Roussilhe, loc. cit.

3. LXIV, ch. iv, nos 8 à 11.

constant le mariage ou fiançailles, ne peuvent vendre, aliéner, permuter, ne autrement disposer des biens dotaux de ladite femme au préjudice d'icelle ; et sont telles dispositions et aliénations nulles, de nul effet et valeur. »

Le commentateur de la Coutume rapporte un arrêt du mois de mars 1738, annulant une constitution de rente consentie sur le fonds dotal et déclarant nul un tel contrat, sans qu'il soit nécessaire pour la femme d'obtenir des lettres de rescision.

La Coutume de la Marche annulait de la même manière les aliénations et obligations de la femme en tant qu'elles avaient pour objet le fonds dotal.

La Coutume de Normandie avait aussi adopté le régime dotal ¹. Mais, cette coutume présentait des particularités qu'il nous faut signaler. Elle refusait au mari le droit d'aliéner les fonds dotaux, mais, si le mari avait enfreint cette prohibition, la femme devait se faire d'abord indemniser par son mari de la perte de son fonds dotal, et ce n'était qu'au cas d'insolvabilité du mari qu'elle pouvait s'adresser aux

1. Sur le point de savoir quelle est l'origine de l'inaliénabilité de la dot en Normandie, voir M. Glisson : *Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre*, tome II, ch. IV, § 58.

tiers acquéreurs et les sommer de déguerpir, si mieux n'aimaient lui payer le juste prix.

Dans toutes les Coutumes, l'inaliénabilité reposait sur l'affectation de la dot aux charges du ménage et aussi sur le principe que la dot doit constituer une réserve à la famille. Aussi, lorsque l'intérêt de la famille (en faveur de qui l'inaliénabilité avait été introduite) l'exigeait, les époux pouvaient vendre ou obliger la dot, à la condition toutefois d'en obtenir l'autorisation de la justice. La dot pouvait ainsi être aliénée pour tirer l'un des époux de prison, pour fournir des aliments à la famille, pour établir les enfants ¹.

Mais, comme l'inaliénabilité n'est pas suffisante pour protéger la dot, les anciennes coutumes des pays de Droit écrit avaient ajouté l'insaisissabilité des biens dotaux.

Les obligations de la femme ne sont point exécutoires sur la dot ².

Les créanciers du mari ne peuvent saisir les créances dotales ³.

1. Voir Tessier. *Questions sur la dot*, p. 32 et s.

2. Tessier, loc. cit., n° 110.

3. Tessier, loc. cit., n° 110.

La séparation de biens et la dissolution du mariage ne modifient point l'insaisissabilité à l'égard des créanciers contemporains du mariage.

Hors les cas d'exception, la femme, qui emprunte pendant son mariage, n'engage pas sa dot, même lorsque le mariage se dissout par prédécès du mari. Tessier¹ cite en ce sens des arrêts de Toulouse, Bordeaux, Aix, Grenoble².

Les obligations de la femme n'ont d'effet qu'à l'égard des paraphernaux. Cependant, d'après Roussilhe, les dépens auquel la femme a été condamnée à l'occasion de sa dot, peuvent être recouvrés sur le fonds dotal³.

Les obligations résultant des délits de la femme engagent les biens dotaux, parce que, dit Roussilhe, on ne doit pas laisser les forfaits impunis⁴. Quant aux délits et quasi délits civils de la femme, nous ne trouvons, dans les recueils de coutumes des pays de Droit écrit, aucune disposition à leur sujet, et la jurisprudence des Parlements refusait aux créanciers

1. Tessier, loc. cit.

2. Voir, dans le même sens, Roussilhe (*Traité de la dot*, p. 280), citant coutume d'*Auvergne*.

3. Loc. cit., n° 423.

4. Loc. cit., n° 426.

pour délits et quasi délits de la femme, le droit de saisir les biens dotaux.

Dot mobilière

Les Parlements de Droit écrit avaient une tendance assez générale à la déclarer inaliénable et insaisissable, tant à l'égard des créanciers du mari qu'à l'égard de ceux de la femme. Le mari pouvait bien aliéner les meubles corporels et l'aliénation était valable, en vertu de la maxime : *Mobilia non sequuntur per sequelam*. Mais, ces meubles étaient insaisissables¹, cependant, en cas de saisie opérée sans réclamation de la femme, cette dernière n'avait aucune revendication à exercer et cela en vertu de la maxime qu'il n'y a pas de droit de suite sur les meubles.

On admettait, du reste, la faculté d'aliéner les meubles dotaux avec autorisation de justice dans certains cas exceptionnels, les mêmes que nous avons vus à propos des immeubles.

1. V. Tessier, *Questions sur la dot*, n° 99.

Après la séparation de biens, la femme ne peut ni aliéner ses meubles dotaux, ni les affecter à l'exécution de ses obligations.

Enfin, la femme, pour sûreté de sa créance en restitution, a une hypothèque sur les biens de son mari, et, certaines Coutumes, entre autres celle d'Auvergne, lui interdisent formellement d'en donner mainlevée.

PREMIÈRE PARTIE

Fondement de l'insaisissabilité des Biens dotaux

Après quelques hésitations, semble-t-il, les auteurs du Code civil ont maintenu le régime dotal. Mais, ce régime n'est pas le régime de droit commun ; il doit être expressément stipulé par les époux. Il est réglementé dans le chapitre III du titre V du livre III du Code civil. Le Code ne s'est occupé que des immeubles dotaux et a laissé complètement de côté la dot mobilière. Ajoutons que les caractères de la dot sont restés les mêmes dans notre Droit que dans nos anciens pays de Droit écrit. Elle comprend l'ensemble des biens apportés au mari pour subve-

nir aux charges du ménage. La dot est inaliénable, comme elle l'était sous Justinien. Cependant, le législateur permet à la femme de stipuler, dans son contrat de mariage, qu'elle pourra aliéner ses immeubles dotaux avec le seul concours de son mari ; c'est le système de la loi Julia.

Sous le régime dotal, les biens dotaux sont inaliénables. L'article 1554 du Code civil le déclare expressément pour les immeubles ; et une jurisprudence, aujourd'hui bien assise, a étendu l'inaliénabilité à la dot mobilière. Mais, tandis que d'après le Code civil l'inaliénabilité frappe chaque immeuble séparément, d'après la jurisprudence, cette inaliénabilité n'atteint point les meubles dotaux individuellement ; ce qui est inaliénable, c'est l'ensemble de la dot mobilière, considérée dans les droits et les actions qui la représentent ; c'est la créance en reprise qu'a la femme contre son mari ; cette créance est garantie par l'hypothèque légale de la femme, hypothèque à laquelle la femme ne peut renoncer.

On a beaucoup critiqué cette jurisprudence et, dans la doctrine, on trouve bien peu d'auteurs pour l'approuver. Nous ne reviendrons point sur la controverse qui s'est élevée à ce sujet. Nous croyons devoir admettre comme constantes les règles posées

par la jurisprudence en matière de dot mobilière. Ces règles sont, en effet, tellement entrées dans la pratique de nos Cours et Tribunaux, qu'il semble inutile d'en faire la critique. Comme le fait remarquer M. Regnault¹, il ne faut point souhaiter un revirement dans cette jurisprudence; trop de contrats de mariage ont été rédigés en considération de la dot mobilière inaliénable pour, qu'équitablement, la jurisprudence puisse revenir sur les règles qu'elle a posées.

La dot, sous le régime dotal, est donc un patrimoine spécial frappé d'inaliénabilité. L'article 1554 édicte pour les immeubles une inaliénabilité spéciale et individuelle, mais une pratique, à peu près constante aujourd'hui dans les contrats de mariage stipulant le régime dotal, a introduit une clause qui permet aux futurs époux d'aliéner, échanger tous les biens meubles et immeubles, présents et à venir, appartenant à la femme, quelquefois à charge de remploi, souvent aussi sans remploi. Ce qui reste alors de l'inaliénabilité, c'est la créance en reprise de la femme contre son mari; c'est l'hypothèque légale à laquelle elle ne peut renoncer.

1. *Revue critique* 1896, p. 437.

Un autre caractère du régime dotal, c'est l'indépendance absolue du mari à l'égard de sa femme. Nous ne retrouvons plus ici la collaboration qui est la base du régime de communauté. L'article 1549 du Code civil donne au mari, sur les biens dotaux, les pouvoirs les plus larges et les plus étendus. Il a seul l'administration des biens dotaux. Il peut seul en poursuivre les débiteurs et les détenteurs, il a seul le droit d'en percevoir les fruits et les intérêts et de recevoir le remboursement des capitaux. Il a presque tous les droits du propriétaire, à part celui d'aliéner.

Le mari est-il usufruitier de la dot ? Nous ne le croyons pas, malgré les termes employés par l'article 1562 du Code civil. Les droits du mari sur la dot présentent, en effet, de telles particularités, qu'il est impossible de les comparer à ceux d'un usufruitier. Qu'il nous suffise de rappeler que le mari n'est point tenu de fournir caution, qu'il ne peut céder ni hypothéquer son droit de jouissance et qu'il acquiert les fruits d'une façon tout à fait spéciale. Les droits que lui confère l'article 1549 ne sont point ceux d'un usufruitier. Enfin, l'usufruit ordinaire est concédé dans l'intérêt propre et exclusif de l'usufruitier ; ce n'est point le cas pour le mari. Le

mari perçoit les fruits et revenus dotaux, mais, c'est pour les employer aux besoins du ménage, c'est là leur but et leur destination. La dot, dit l'article 1540, est le bien que la femme apporte au mari *pour supporter les charges du ménage*.

Cette destination de la dot est la même sous le régime dotal que sous les autres régimes matrimoniaux ; mais, à côté de ce caractère, il en est un autre absolument spécial au régime dotal la dot doit se retrouver intacte lors de la dissolution du mariage. Le législateur permet à la future épouse de se constituer un patrimoine de réserve, qu'elle retrouvera toujours à travers les vicissitudes de la fortune. Si les revers arrivent, il restera toujours à la famille une suprême ressource, un patrimoine intact, qui la mettra à l'abri du besoin. Ce patrimoine est le patrimoine dotal.

Pour qu'elle réponde au but en vue duquel elle a été constituée, pour qu'elle soit conservée à la famille il est de toute nécessité que la dot soit inaliénable ; mais, cette inaliénabilité ne serait point une garantie suffisante, si les obligations de la femme pouvaient être poursuivies et exécutées sur la dot. Il faut donc que sur l'inaliénabilité vienne se greffer l'*insaisissabilité*.

La dot constitue une universalité juridique

La dot constitue donc un patrimoine spécial, distinct du patrimoine paraphernal, non seulement en ce que les revenus ont une destination spéciale : subvenir aux besoins du ménage, en ce que le mari a l'administration des biens dotaux, mais aussi en ce que la dot est inaliénable et insaisissable. La femme ne peut aliéner la dot, et ses créanciers ne peuvent acquérir sur elle aucun droit de gage. Par conséquent, n'est-il pas juste de dire que la dot constitue un patrimoine séparé, doué, dans une certaine mesure de ce que l'on appelle la personnalité morale ? C'est un patrimoine d'affectation¹. Il est affecté aux charges du ménage et aussi à la prospérité de la famille, dans l'intérêt de laquelle il a été constitué. C'est un patrimoine de réserve.

« C'est pour assurer la conservation des biens,
» disait le tribun Duveyrier, pour assurer la fortune
» des enfants, la prospérité des familles et le lustre
» social que le législateur a institué le régime dotal. »

La dot est un patrimoine séparé avec des res-

1. M. Saleilles à son cours, 1899-1900,

sources, mais aussi avec des charges spéciales. C'est une véritable universalité juridique.

« D'après la théorie de la jurisprudence, dit M. Labbé ¹, « ce qui est véritablement inaliénable, et » par suite insaisissable, c'est la dot, c'est la valeur » affectée sous ce titre au soutien de la famille. Peu » importe que cette valeur soit mobilière ou immo- » bilière ; peu importe, par conséquent, que d'im- » mobilière elle devienne mobilière ; ce qu'il faut » considérer, pour arrêter les poursuites des créan- » ciers, ce n'est pas la nature du bien saisi, c'est son » *affectation* directe ou son origine. Lorsque, par » des transformations, l'origine est perdue, le créan- » cier ne rencontre plus d'obstacle, mais lorsque la » provenance est manifeste, lorsqu'il s'agit du prix » encore dû, moyennant lequel un immeuble dotal » a été vendu, la prohibition de saisir la dot ne doit » pas cesser. »

Il est, en effet, de principe, que dans toute universalité juridique, la subrogation réelle se produit de plein droit, sans qu'il soit besoin pour cela d'une disposition spéciale de la loi. Lorsque une chose comprise dans une universalité juridique est vendue, par une personne en ayant le pouvoir, la valeur

1. *Revue critique* 1856, p. 14.

reçue en échange prend la place occupée par la chose aliénée, en vertu de la maxime : *in judiciis universalibus pretium succedit loco rei et res loco pretii*.

Il en est ainsi notamment en matière d'hérédité.

Le possesseur d'une hérédité ne peut garder pour lui la créance du prix moyennant lequel il aurait vendu un objet héréditaire. Quand la séparation des patrimoines existe, le prix des biens vendus volontairement par l'héritier, avant les poursuites des créanciers, représente pour ces derniers le gage qu'ils avaient du vivant de leur débiteur.

« La dot, dit M. Labbé¹, présente le même
» caractère. Supposons que, pendant le mariage,
» l'immeuble dotal ait été aliéné, conformément à
» une clause du contrat de mariage ou pour une
» des causes autorisées par l'article 1558 du Code
» civil le prix en est dotal et, même quand le prix
» entier, ou ce qui en restera après la satis-
» faction de l'intérêt qui a motivé l'aliénation, aura
» été employé, suivant son importance, à l'achat
» d'un immeuble ou d'effets mobiliers, le nouveau
» bien acheté, en emploi ou en remploi du prix,

1. Loc. cit.

» sera dotal; et il est certain que le créancier qui
» a traité avec la femme mariée, devra respecter cette
» subrogation réelle, que transmet d'un bien à un
» autre la dotalité et, par suite, l'inaliénabilité.

» D'où vient cette décision? De ce que ce qui
» compose la dot ce sont les biens moins considérés,
» *in specie*, que pour leur valeur, ce qui constitue
» la dot, c'est un ensemble de biens ayant une
» destination commune et qui sont susceptibles
» d'être remplacés par d'autres biens recevant la
» qualité ou la destination des premiers. Le législa-
» teur, dans les dispositions qu'il prend relative-
» ment à la dot, s'occupe d'une abstraction, d'une
» infinité de biens divers, de nature et d'origine,
» plus ou moins nombreux et importants, suivant la
» volonté des parties ou les circonstances, mais
» qu'il considère sous le rapport d'une qualité uni-
» que, d'une *affectation commune* aux charges du
» ménage. C'est là le trait distinctif d'une universa-
» lité (*universitas facti si non juris*). »

Voilà pourquoi, durant le mariage, par échange, par vente, dans les cas prévus par la loi, la dot peut se transformer, d'immobilière devenir mobilière, et, néanmoins, le caractère dotal se perpétue avec

ses conséquences d'inaliénabilité et d'insaisissabilité¹.

La dot constitue donc une universalité juridique, comme l'établit, on ne peut plus clairement, la dissertation de M. Labbé, que nous avons reproduite ci-dessus. Nous ne pouvons invoquer une meilleure autorité que celle de l'éminent jurisconsulte, dont s'honore, à juste titre, l'Université de Paris, et dont le nom est une des gloires de la science du Droit.

La dot est un patrimoine d'affectation

La dot est un patrimoine spécial, doué dans une certaine mesure de ce que l'on appelle la personnalité morale. Elle est un patrimoine d'affectation. Elle répond à un but, elle a une destination. Elle nous rappelle ces patrimoines légués ou donnés aux établissements publics en vue d'une œuvre à soutenir. En réalité, les biens sont légués, non point à l'établissement lui-même, mais bien à l'œuvre qu'ils

1. La jurisprudence a tiré de ce principe toute la théorie de la *dot renfermée*, dont nous aurons plus tard l'occasion de parler.

ont eu pour but de constituer ou de soutenir. On peut dire qu'ils appartiennent, non à l'établissement chargé de les administrer et d'en distribuer les revenus, mais plutôt à leur but, à leur destination.

D'après Brinz, un patrimoine peut être érigé en patrimoine séparé, sans pour cela appartenir à un individu ou à une collectivité. Le patrimoine lui-même devient une personne morale, ou plutôt, dit Brinz, c'est sa propre destination, son but, qui lui sert de fondement juridique et qui lui donne l'indépendance et la vie juridique. La fondation devient un patrimoine existant en vue d'un but à remplir ¹.

Dans une théorie idéale, on devrait pouvoir dire que la dot est une fondation faite, en vue du mariage, qu'elle appartient à son but et à sa destination. Mais, nous ne croyons pas que notre Code civil soit allé jusqu'à la conception d'une pareille théorie en matière de propriété.

Le patrimoine dotal présente de telles particularités, tant en raison des larges pouvoirs du mari, qu'en raison des nombreuses restrictions des droits

1. Cf. M. Saleilles. *Essai d'une théorie générale des obligations*, d'après le projet de Code civil allemand, p. 146 et s.

de la femme, que dans notre ancien droit les auteurs se sont souvent demandé quel était le propriétaire de la dot. Tandis que les uns attribuaient la propriété au mari, d'autres l'attribuaient à la femme, et la majorité y voyait plutôt deux droits égaux, au profit de chacun des époux, et deux propriétés superposées l'une à l'autre. Le Code civil n'a point éclairci la question, et la dot a conservé de nos jours ces mêmes particularités, qui divisaient autrefois nos auteurs. D'un côté, le mari ayant presque tous les droits du propriétaire et, cependant, ne l'étant point ; de l'autre, la femme, propriétaire de sa dot, et dont les droits sont tellement restreints que l'on peut dire qu'ils ne consistent plus qu'en une créance en restitution. La femme n'a d'autre droit sur sa dot que celui de la retrouver et de la reprendre intacte à la dissolution du mariage.

En réalité et d'après le but du mariage, il y a un patrimoine frappé d'affectation, qui ne doit appartenir d'une façon exclusive et individuelle à aucun des époux ¹.

Toute propriété, même appartenant à des particuliers, peut se trouver limitée dans son étendue par les nécessités d'une affectation spéciale de l'objet

1. M. Saleilles à son cours 1899-1900.

sur lequel elle porte. Nous croyons que, dans notre droit actuel, la femme reste propriétaire de sa dot ; mais son droit de propriété est limité par une double affectation de la dot : *subvenir aux besoins du ménage et constituer un patrimoine de réserve*. Les nécessités de la première affectation exigent que le mari ait sur la dot les pouvoirs les plus larges et les plus étendus, comme chef du ménage, absolument indépendant de sa femme ; le régime dotal est, en effet, essentiellement un régime de séparation et d'indépendance pour le mari.

La seconde affectation exige que la dot survive au mariage, en vue duquel elle a été constituée et qu'elle arrive intacte et libre de toute obligation à la fin de l'union conjugale. Ainsi, le droit de propriété de la femme se trouve limité par les nécessités pour les choses sur lequel il porte (patrimoine dotal) de servir à leur but et à leur destination ¹.

Tel est, selon nous, le principe qui domine le régime dotal et qui doit donner la solution de tous les problèmes qu'il soulève et particulièrement dans la partie qui nous occupe, de l'insaisissabilité des biens dotaux.

1. La théorie du patrimoine d'affectation a été enseignée pour la première fois par M. le professeur Saleilles à son cours de droit civil (année 1899-1900. C'est à lui que nous l'avons empruntée.

**L'affectation de la dot est le fondement
de l'inaliénabilité et de l'insaisissabilité
des biens dotaux**

Les époux devront respecter cette affectation qui grève la dot, et il faudra déclarer nul et de nul effet à l'égard de la dot, tout acte émanant de la femme et du mari qui aurait pour conséquence de détourner la dot de sa destination. C'est pour cela que la loi déclare la dot inaliénable, c'est pour cela que la femme ne peut affecter sa dot à la garantie de ses obligations et que ses créanciers n'ont aucun droit de gage sur la dot.

Du reste, sous le régime dotal, la femme reste pleinement capable. Elle pourra, avec l'autorisation de son mari, ou de justice, contracter des obligations valables et ses créanciers pourront saisir ses biens paraphernaux. La femme reste entièrement capable, même si la constitution de dot comprend tous ses biens présents et à venir, sauf pour les créanciers à ne pouvoir se faire payer, mais cela n'empêchera point les obligations d'être valables. Il restera encore un dernier espoir aux créanciers, c'est qu'après la dissolution du mariage la femme acquiert

des biens à titre gratuit ou onéreux ; ces biens, en effet, n'entrent point dans le patrimoine dotal et partant peuvent toujours être saisis.

On ne peut donc pas dire que la femme dotale soit incapable. Sans doute ses obligations ne pourront être exécutées sur la dot, mais, pour justifier cette solution, il n'est point nécessaire d'invoquer une incapacité spéciale. Si la femme ne peut engager sa dot, c'est par suite de l'affectation qui grève cette dot, c'est pour un motif tiré non point de la personne de la femme, mais bien de la nature et de la destination du patrimoine dotal. Si la femme ne peut aliéner sa dot, si ses créanciers ne peuvent la saisir, c'est parce qu'il faut que la dot soit conservée à la famille et non point parce que la femme est incapable. Ce n'est donc pas une question de *pouvoirs* c'est une question de *droit*. La femme doit respecter l'affectation qui porte sur la dot.

La femme ne peut aliéner sa dot, parce qu'en l'aliénant elle la détournerait de son but, qui est de constituer un patrimoine de réserve en vue d'assurer la subsistance de la famille. Les créanciers de la femme ne pourront saisir la dot, car la saisie, aboutissant nécessairement à une adjudication, la dot serait détournée de son but. Les créanciers

n'auront aucun droit de gage sur la dot, car un pareil droit serait contraire à l'affectation dont est grevée la dot, et partant la femme n'a pu le leur donner. La nécessité pour la femme de respecter l'affectation dont est grevée la dot, tel est, selon nous, le fondement juridique de l'inaliénabilité et de son corollaire l'insaisissabilité dotale.

L'affectation des biens dotaux n'a point seulement pour effet de soustraire la dot aux poursuites des créanciers durant le mariage; si son effet s'arrêtait là, il faut convenir que le but ne serait pas atteint. Il faut donc que l'insaisissabilité dotale survive dans une certaine mesure et qu'elle persiste après la dissolution du mariage; car tel est l'effet de la dotalité que l'inaliénabilité et l'insaisissabilité lui survivent et se retrouvent encore à une époque, où il ne peut plus être question de biens dotaux. Il faut donc décider que, pendant toute la durée du mariage, la femme ne peut donner à ses créanciers aucun droit de gage sur sa dot, même pour l'avenir, pour le temps où les biens dotaux rentreront libres et disponibles dans son patrimoine; s'il en était autrement, si après le mariage l'insaisissabilité n'était pas opposable aux créanciers contemporains du mariage, la dot serait détournée de son but et de sa destination. La dot, en effet, doit, comme

patrimoine de réserve, se retrouver intacte à la dissolution du mariage. Tous les actes des époux seront nuls et de nul effet quant à la dot, lorsqu'ils auront pour conséquence de détourner la dot de sa destination. Or, nous croyons que donner à la femme le droit d'affecter, pour l'époque qui suivra la dissolution du mariage, ses biens dotaux à la garantie des obligations par elle contractées durant le mariage, ce serait permettre à la femme d'accomplir un acte contraire à l'affectation de la dot. La femme n'ayant donc pu constituer en faveur de ses créanciers un droit de gage sur ses biens dotaux, même pour l'avenir, il faut donc refuser aux créanciers contemporains du mariage le droit de saisir les biens dotaux après le mariage. Ces biens, en effet, ont été exclus de leur gage, non seulement pour la durée du mariage, mais aussi pour la période qui suivra la dissolution de l'union conjugale.

Sans doute la dissolution du mariage aura bien pour effet de rendre à la femme la libre disposition de ses biens dotaux, mais non de faire entrer ces biens dans le gage des créanciers contemporains du mariage. Après le mariage, la dot n'existe plus, les biens n'ont plus la même destination, et ils sont régis par les principes ordinaires de la propriété,

pour tous les actes de leur propriétaire ; après la dissolution du mariage, celui-ci peut s'exposer à voir exproprier les biens, qui ont constitué la dot en contractant de nouvelles obligations. Mais en est-il de même pour les actes accomplis par la femme durant le mariage ? Non, car ces actes sont de nul effet à l'égard de la dot. Ils n'ont jamais pu l'atteindre. La dot est exclue, dès le principe, du droit de gage des créanciers et la dissolution du mariage ne saurait avoir pour effet de leur donner un droit qu'ils n'avaient pas avant.

Nous avons, avec M. Labbé, comparé le patrimoine dotal à une hérédité ; ce sont là, en effet, deux universalités juridiques. Or, qu'arrive-t-il à l'ouverture d'une succession ? Quoique les biens successoraux aillent, pour l'avenir, se confondre avec le patrimoine de l'héritier, grâce à la séparation des patrimoines, l'hérédité conservera son caractère d'universalité en faveur des créanciers de la succession. Le même fait se produira à la dissolution du mariage ; mais tandis que la séparation des patrimoines du défunt et de celui de l'héritier est toute en faveur des créanciers de la succession, la séparation du patrimoine dotal et du patrimoine paraphernal de la femme subsistera contre les créan-

ciers, qui auront traité avec la femme durant le mariage¹.

La dot est une universalité juridique. Elle ne perd ce caractère que par la dissolution du mariage. Alors seulement, les biens deviennent disponibles et la femme ou ses héritiers peuvent les aliéner. Mais la séparation de corps, pas plus que la séparation de biens, ne saurait produire un pareil effet. Par la séparation de biens, la femme succède au mari comme administrateur, et rien de plus. Ce n'est que comme administrateur qu'elle reprend le patrimoine dotal et non point comme propriétaire. C'est qu'en effet l'affectation ne disparaît point par la séparation de biens. L'affectation a été faite non point dans le seul intérêt de la femme, mais bien dans l'intérêt de la famille; fondé en vue du mariage, le patrimoine dotal subsiste tant que dure le mariage et ne cesse qu'avec lui.

Mais après la séparation de biens, il est nécessaire, pour la conservation de la dot, qu'à l'inaliénabilité générale garantie par l'hypothèque légale de la femme sur les biens du mari, succède une inaliénabilité spéciale et individuelle, qui sera désormais la seule garantie efficace de la conservation de la dot.

1. M. Saleille à son cours.

L'affectation du patrimoine dotal persiste. C'est ainsi que les revenus dotaux ont toujours la même destination : subvenir aux charges du ménage ; et de même que cette affectation a pour effet de rendre insaisissable, entre les mains du mari, la part de revenus indispensables à l'entretien de la famille, de même, après la séparation de biens, cette même part des revenus sera insaisissable entre les mains de la femme.

La dot, constituant un patrimoine spécial, frappe d'affectation ; la femme et le mari sont tenus de respecter cette affectation. Tel est, selon nous, le principe qui doit nous donner la solution des diverses questions qui se posent au sujet de l'insaisissabilité. Nous aurons à examiner, dans la suite de cet ouvrage, les conséquences qui découlent de ce principe. Nous passerons successivement en revue les diverses obligations de la femme, et nous aurons à examiner quel est par rapport à chacune d'elles l'effet de l'affectation. Il est, en effet, des obligations dont l'exécution peut être poursuivie sur les biens dotaux. Il est des cas où le principe de l'insaisissabilité doit fléchir. Les biens dotaux ne sont point, en effet, des biens mis hors du commerce, ce sont seulement des biens grevés d'affectation. Les nécessités de l'affectation déterminent les limites de l'insaisissabilité. Il est,

en effet, des hypothèses (art 1555, 1557, 1558 code civil) où les époux peuvent hypothéquer les biens dotaux : pour l'établissement des enfants, pour tirer le mari ou la femme de prison, pour faire des grosses réparations nécessaires à la conservation de l'immeuble dotal, pour fournir des aliments à la famille. Enfin l'immeuble, dotal étant indivis avec des tiers, on peut le liciter, et il est reconnu que la femme, devant une soulte à son co-proprétaire, par suite d'un partage, peut être obligée, même sur ses biens dotaux, à payer cette soulte. De même, on reconnaît aux créanciers antérieurs au mariage le droit de saisir les biens dotaux. C'est donc que, dans toutes ces hypothèses, l'insaisissabilité n'existe pas. On remarquera que pour les deux dernières, l'affectation ne peut avoir aucun effet sur le sort des obligations qui existaient lors de la constitution de dot. Ces biens dotaux ne sont, en effet, rentrés dans le patrimoine dotal que grevés d'un droit de gage, et l'affectation n'a pas pour effet de les faire disparaître. L'affectation exige bien, qu'une fois le patrimoine dotal constitué, les époux ne puissent le détourner de sa destination, mais cela n'est vrai que pour le temps qui suivra le mariage et la constitution de dot ne saurait avoir aucun effet dans le passé, pour une époque où le patrimoine dotal n'existait point.

Quant aux obligations que la femme a contractées durant le mariage, et pour l'exécution desquelles la saisie des biens dotaux est autorisée, on remarquera que ces obligations ont été contractées dans l'intérêt de la famille et que, comme telles, elles sont réellement à la charge du patrimoine dotal. Si ce patrimoine a été constitué dans l'intérêt de la famille, quoi de plus naturel que lorsque les nécessités l'exigent, lorsqu'il s'agit de venir en aide à la famille, de lui procurer des aliments, d'établir les enfants, de rendre les époux à la liberté, quoi de plus logique que de permettre aux époux d'obliger valablement la dot ? N'est-ce point là, en effet, la destination spéciale du patrimoine dotal ?

Il nous faut donc rechercher quelles sont, parmi les obligations de la femme, celles qui ne pourrions s'exécuter sur la dot ; mais avant, nous devons examiner les diverses opinions, qui ont été émises au sujet de l'inaliénabilité des biens dotaux.

Nous venons d'exposer le système qui nous paraît le plus simple et en même temps le plus conforme à l'esprit de la loi.

Et, en effet, si la dot répond à un besoin, à un but, il est nécessaire qu'elle atteigne le but, en vue duquel elle a été constituée. Point n'est besoin

d'aller chercher plus loin le principe qui doit nous guider en notre matière.

Nous croyons avoir suffisamment établi que la dot est un patrimoine, une universalité juridique. Ce patrimoine est affecté aux charges du ménage, et il doit, à ce titre, assurer la subsistance du ménage tout le temps que durera le mariage. De plus, il est un patrimoine de réserve, que la femme ou les enfants doivent trouver intact à la dissolution du mariage. La conséquence est donc que ce patrimoine doit être déclaré inaliénable et insaisissable. C'est donc de l'affectation que dérive l'inaliénabilité et son corollaire l'insaisissabilité.

Telle n'est point cependant l'opinion généralement enseignée. Selon les uns, l'inaliénabilité dérive d'une incapacité spéciale de la femme dotale. Selon les autres, elle découle d'une indisponibilité des biens dotaux. Examinons successivement ces deux théories.

Examen du système qui fonde l'inaliénabilité sur l'incapacité de la femme dotale

La théorie qui, de nos jours, a le plus de partisans, est celle de l'incapacité de la femme dotale.

Cette doctrine a pour elle la presque unanimité des auteurs. D'après M. Labbé¹ : L'immeuble dotal est inaliénable par un motif tiré de l'incapacité de la femme. C'est parce que la femme est sous l'ascendant de son mari, c'est parce qu'en fait elle a confiance en son mari, qu'elle ne veut pas troubler la paix de son intérieur ; c'est parce qu'elle aliène, promet, oblige sous la seule inspiration de son mari ; c'est parce qu'on a voulu que la femme ne fut pas victime de sa confiance ou de sa faiblesse, voilà pourquoi le fonds dotal a été déclaré inaliénable. Cette incapacité est, il faut l'avouer, d'une nature spéciale. Elle n'est relative qu'à certains biens de la femme. Cette dernière sera incapable d'aliéner tel domaine, tandis qu'elle pourra, au contraire, aliéner tel autre.

« C'est pour protéger la femme contre sa propre
» faiblesse. C'est pour mettre les immeubles dotaux
» à l'abri des conséquences des actes que l'influence
» de son mari pourrait l'amener à consentir, que
» la femme a été mise dans l'impossibilité de les
» aliéner et de les engager pendant la durée du
» mariage. Ce n'est ni par la nature du bien, ni par
» la destination que lui a donnée la volonté des

1. *Revue critique*, 1856, p. 5.

» parties, mais par des considérations déduites de
» la personne de la femme et de sa faiblesse, que se
» justifie la règle de la loi. Les motifs de la règle
» sont analogues à ceux pour lesquels le mineur et
» l'interdit sont atteints d'incapacité. Le législateur
» laisse du reste à la femme et à la famille le soin
» d'apprécier les circonstances et de fixer l'étendue
» de cette incapacité, soit en modifiant les règles,
» soit en déterminant, par la constitution de dot, les
» biens dont la femme ne pourra pas disposer ¹. »

Notons tout d'abord que ce droit, laissée aux parties de fixer l'étendue d'une incapacité et d'en modifier les règles édictées par la loi est une chose inouïe dans notre droit où les questions de capacité et d'incapacité sont toujours réglées par le législateur, qui, dans aucun cas, n'a laissé aux individus le droit de restreindre leur capacité par leurs conventions. « Cette incapacité, dit M. Guillouard², » n'est pas absolue, elle est relative seulement au » bien dotal. Mais nous croyons que c'est la femme » que la loi a voulu atteindre, en diminuant sa capacité et que le fonds est inaliénable par voie de » conséquence. » Ce que le législateur a voulu, c'est

1. De Loynes. *Revue critique*, 1882, p. 553.

2. *Contrat de mariage*, t. IV, p. 162.

défendre la femme contre ses propres entraînements, contre son ignorance des affaires, contre l'abus de l'autorité maritale. Le législateur a voulu protéger la femme contre son désir d'assurer la paix du ménage, même au prix du sacrifice de sa dot.

Il est à remarquer que presque tous les partisans de l'incapacité fondent cette incapacité sur la faiblesse de la femme et sur la crainte qu'elle ne se laisse persuader par les mauvais conseils de son mari, l'engageant à aliéner sa dot. Il est cependant un cas, où l'on n'a point à craindre l'influence maritale, c'est celui de la séparation de corps. Personne ne peut prétendre qu'ici la femme se laisse dominer par son mari et suive ses conseils. La femme n'a plus besoin d'être protégée contre sa faiblesse et son désir d'assurer la paix du ménage, car il est bien certain que cette paix n'existe plus. Mais alors, pourquoi le législateur maintient-il l'inaliénabilité après la séparation de corps ?

Enfin, la théorie de l'incapacité se base encore sur l'histoire et prétend que l'inaliénabilité dotale a toujours eu le caractère d'une incapacité spéciale, qui frappe la femme dotale.

Les uns rattachent l'inaliénabilité dotale au sénatus consulte Velleïen et comme M. Demangeat,

prétendent qu'en consentant à l'aliénation de l'immeuble dotal, la femme ferait une *intercessio*, qui, en fait, tomberait sous le coup du Velléen.

M. Gide reconnaît que les deux institutions sont distinctes; mais d'après lui, elles partent de la même idée : protéger la femme contre l'influence du mari. Après la chute de l'empire romain, la loi Julia et le Velléen restèrent attachés et comme incorporés l'un à l'autre, de telle manière que, lorsque l'une de ces deux institutions s'introduisit dans une coutume, l'autre ne tarda point à la suivre de près ¹.

Nous croyons que cette théorie de M. Gide n'est pas exacte, car nous voyons dans l'histoire du droit que la jurisprudence des Parlements admet de bonne heure que, dans les actes où la femme s'oblige, elle peut renoncer au bénéfice du Velléen, tandis que la jurisprudence finit par considérer comme nulle et de nul effet l'aliénation du fonds dotal, alors même que la femme s'est engagée par serment à ne jamais se prévaloir de l'inaliénabilité.

Une autre différence entre les deux institutions vient du caractère de la nullité qui en découle. La femme, qui se prévaut de la nullité d'une obligation

1. Gide. *Condition de la femme*.

en se basant sur le Velléen, est obligée de prendre des lettres de rescision, pour faire prononcer la nullité et doit formuler sa demande dans le délai de 10 ans.

Après la vente du fonds dotal, la vente est nulle *de plano* et la femme peut exercer la revendication de son bien pendant 30 ans, après la dissolution. Le Parlement de Paris, dans un arrêt du 18 mai 1657, décida que l'abrogation du Velléen, pour le Lyonnais, n'entraînait point abrogation de la règle de l'inaliénabilité. Il fallut alors que le pouvoir législatif intervint à nouveau; et c'est ainsi que la déclaration du 21 août 1664, abrogea la loi Julia pour le Lyonnais.

Enfin, le sénatus-consulte Velléen ne fit que s'affaiblir; et Justinien, qui augmenta l'inaliénabilité dotale, restreignit considérablement la portée du sénatus-consulte Velléen. Dans la jurisprudence des anciens Parlements, le Velléen perd de son efficacité, tandis que l'inaliénabilité dotale reste toujours intacte. Le Code civil a conservé cette inaliénabilité, tandis que nous n'y voyons aucune trace du Velléen.

Une autre doctrine, sans s'attacher au Velléen, prétend fonder la règle de l'incapacité spéciale de

la femme dotale sur les traditions de l'ancien droit. Cette thèse a été très nettement exposée par M. Deloynes ¹.

D'après cet auteur, l'inaliénabilité est fondée sur la faiblesse, la dépendance, le défaut de liberté de la femme mariée, c'est-à-dire sur les considérations tirées non de la nature des biens, mais de la personne du propriétaire. C'est le motif que nous en donne Justinien : *ne sexus muliebris fragilitas in perniciem substantiæ earum converteretur*.

Le paragraphe 15, loi unique au code : *De rei uxoriæ actione* ² » nous donne la même explication : *ne uxor fragilitate naturæ suæ in repentinam deducatur inopiam*. Enfin la Nouvelle 61 dit également : *mulieri quipp̃ mariti seductionibus facile decepta et propria negligente jura*. Justinien veut donc protéger la femme. Or, les mesures de protection se traduisent par des incapacités édictées par le législateur pour protéger les faibles.

Les règles Romaines passèrent dans l'ancienne jurisprudence de nos pays de Droit écrit et les auteurs en donnent la même explication. On cite

1. Femme mariée sous le régime dotal. *Revue critique*, 1882, p. 550 et s.

2. C. V. 13.

un texte de d'Olive qui, lui aussi, fonde l'inaliénabilité sur le même motif : faiblesse d'esprit de la femme :

« Il importe à la femme, par une heureuse impuissance, d'être empêchée de disposer de sa constitution dotale et qu'elle soit mise en un état dans lequel la fragilité de son sexe se trouve à couvert des inductions que l'on pourrait exercer sur son esprit imbecile pour la porter à se dépouiller de sa dot ».

A notre avis, cette doctrine ne remonte pas assez loin dans l'histoire. Elle s'arrête à l'époque de Justinien, époque où la dotalité est arrivée à la fin de son évolution ; mais, pour bien saisir la portée de l'innovation de Justinien, il faut aller jusqu'aux sources de l'institution de la dot.

La dot, on le sait, dans les premiers temps du droit Romain appartenait en pleine propriété au mari, qui était libre d'en disposer à sa guise. La femme n'y avait aucun droit. La dot était apportée par la femme, pour contribuer à soutenir les charges du ménage. Aussi, pour remplir ce but, il semblait nécessaire que le mari eût sur la dot les droits les plus étendus, qu'il en fût pleinement propriétaire.

A côté de cette destination de la dot, nous voyons sous Auguste, apparaître un second caractère. Il nous est indiqué par la loi Julia : *Reipublicæ interest mulieres dotas salvas habere*. La dot doit servir à faciliter les seconds mariages. On sait qu'Auguste voulant, par tous les moyens possibles, combattre la dépopulation de Rome, ne voyait pas le célibat d'un bon œil. Aussi, pour favoriser les mariages à une époque où les divorces étaient si fréquents, il crut que l'un des meilleurs moyens était de laisser aux femmes leur argent. Pour arriver à son but, Auguste décida que, lors de la dissolution du mariage, la femme aurait toujours droit à la restitution de sa dot. Pour donner plus d'efficacité à cette restitution, il décida que dorénavant le mari, bien que restant toujours propriétaire de la dot, ne pourra plus l'aliéner sans le consentement de sa femme.

Nous ne croyons point que, dans cette mesure l'on puisse voir une atteinte à la capacité de la femme. La conservation de la dot est donc maintenant entrée dans le droit. C'est pour la conserver qu'Auguste a fait la loi Julia ; mais, la loi Julia n'a pas paru suffisante à Justinien : trop souvent la femme céda à l'influence de son mari. Aussi Justinien, qui a vu dans la conservation de la dot

l'intérêt de la famille et non plus celui de la femme, est allé plus loin qu'Auguste ; et ce que ce dernier avait encore permis : l'aliénation avec le concours de la femme, Justinien le prohibe. Le résultat de cette prohibition est-il de frapper la femme d'incapacité ? Non, pas plus, croyons-nous, que la loi Julia n'avait eu pour effet d'atteindre le mari dans sa capacité. A notre avis, c'est un droit que Justinien a enlevé du patrimoine des deux époux. Ce droit d'aliéner avait été restreint d'abord par Auguste. Il est complètement annihilé par Justinien. Il nous semble que cette inaliénabilité repose plutôt sur une affectation. La dot a un but déterminé, soutenir les charges du ménage et favoriser les seconds mariages sous Auguste, sous Justinien, ce second caractère a disparu pour faire place à une idée plus élevée : assurer l'avenir de la famille. Pour permettre à la dot d'atteindre son but, on l'a rendue inaliénable. Tel est, selon nous, le fondement de cette inaliénabilité. Justinien, qui restreint les pouvoirs du mari sur la dot, ne va pas jusqu'à lui enlever la propriété¹. Il dit bien que la dot n'appartient plus au mari que par une subtilité du

1. Cf Girard, *Précis de Droit Romain*, p. 939.

droit et qu'elle appartient à la femme de droit naturel.

En effet, le mari a encore de tels pouvoirs sur la dot, qu'il n'est pas possible de dire qu'il les tire de son droit d'usufruit. Il y a là une propriété flottante et cela nous explique l'hésitation de nos anciens auteurs, qui s'accordaient assez généralement à dire que les époux étaient copropriétaires de la dot. Cette hésitation s'explique par le caractère spécial de la dot, qui fait que c'est un bien à part tel qu'on n'en rencontre point d'autres dans le droit. Il nous semble que l'idée d'un patrimoine d'affectation nous donne bien l'idée exacte de ce qu'est la dot.

Nous ne parlerons que pour mémoire de l'argument que l'on prétend tirer de la loi de 1850, ajoutant un paragraphe à l'article 1391, ainsi conçu :
« Toutefois, si l'acte de célébration du mariage
» porte que les époux se sont mariés sans contrat,
» la femme sera réputée, à l'égard des tiers, capable
» de contracter dans les termes du droit commun,
» à moins que, dans l'acte qui contiendra son engagement, elle n'ait déclaré avoir fait un contrat de
» mariage. » Les partisans de la théorie de l'inca-

pacité y voient une consécration de leur doctrine. Nous pensons que l'argument est sans portée. Le législateur de 1850 n'a jamais eu l'idée de prendre partie pour l'une ou l'autre doctrine, et les mots « être capable » ont été employés dans le sens d'avoir le droit. La femme ne pourra se prévaloir de l'inaliénabilité dotale, tel est le sens dans lequel doit être interprété cet article.

Du reste, à l'article 1391, nous pouvons opposer l'article 1554 du Code civil, où il est dit : « Les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ni hypothéqués. » Ce texte est bien plus dans le sens d'une indisponibilité. Cette théorie de l'incapacité de la femme dotale a été imaginée, pour permettre aux créanciers antérieurs au mariage, de saisir la dot et pour interdire aux créanciers postérieurs au mariage de poursuivre sur la dot l'exécution de leurs obligations, même après la dissolution de l'union conjugale. Nulle part, le Code n'y fait allusion. Il était déjà téméraire d'inventer de toutes pièces une incapacité. Il l'est encore plus d'en imaginer une, contraire aux règles générales de l'incapacité, comme on l'a fait pour la femme dotale. Nous savons que jamais le législateur n'a laissé aux particuliers le soin d'étendre ou de restreindre leur capacité. De plus, toutes les fois qu'un incapable

contracte des obligations valables, il engage tout son patrimoine. Or, personne ne conteste que la femme dotale peut, tout comme la femme commune, contracter des obligations parfaitement valables. Son incapacité n'a pas d'effet sur ses obligations. Elle n'en a que sur l'exécution de ces obligations ; c'est une nouvelle dérogation aux principes généraux. Comment expliquer ces dérogations en faveur de la femme mariée sous le régime dotal ?

Il ne suffit pas de dire que c'est une incapacité tout à fait spéciale. Il faudrait encore justifier que cette incapacité spéciale repose sur un texte de loi. Nous savons qu'il n'en existe pas. Cela suffit pour nous faire repousser cette théorie.

Système de l'indisponibilité des biens dotaux

La théorie de l'incapacité de la femme dotale écartée, nous avons à examiner celle de l'indisponibilité. Elle a été exposée par Demolombe d'abord, et elle a été reprise, dans ces derniers temps, par M. Mongin ¹.

D'après M. Mongin, à qui nous empruntons

1. *Revue critique de 1886*, p. 52 et s.

l'exposé de cette théorie, le droit d'aliéner a été retiré du patrimoine. La femme n'a plus, dans sa fortune, pendant le mariage, qu'une propriété démembrée, privée d'une de ses prérogatives ordinaires : le droit de disposer ; son droit lui est restitué seulement dans les circonstances exceptionnelles où l'aliénation est permise.

La conséquence de cette inaliénabilité, c'est que si la dot a été aliénée, la nullité de l'aliénation ne sera plus relative, comme dans la théorie de l'incapacité. La sanction de la loi sera plus énergique, l'aliénation sera inexistante dans le principe ; la nullité sera une nullité absolue.

D'après M. Mongin, la dot, après la dissolution du mariage, échappera aux poursuites des créanciers antérieurs à cette dissolution, car, la femme ne saurait l'aliéner indirectement, pas plus qu'elle ne peut le faire directement. La femme n'a aucun droit de disposition sur son immeuble inaliénable. On ne peut pas comparer la dot à un bien à venir qui, d'après l'article 2092, entre dans le gage général des créanciers. Si les biens à venir font partie de ce gage, c'est que le débiteur a certains droits de disposition vis-à-vis de ces biens. Il peut les céder à titre onéreux, sous la condition d'en devenir plus tard

propriétaire. Cela nous explique pourquoi ils peuvent être saisis par les créanciers, quand ils rentrent dans le patrimoine de leur débiteur.

Pour la dot, rien de semblable, car la femme n'a pas le droit d'en disposer, même pour le temps qui suivra la dissolution du mariage. Ce droit lui est retiré par la loi. La théorie de M. Mongin protège donc la dot après la dissolution du mariage ; elle n'en empêche pas la saisie, durant le mariage, par les créanciers antérieurs au mariage. M. Mongin arrive à peu près aux mêmes solutions que les partisans de l'incapacité ; nous le verrons dans le cours de cet ouvrage.

Nous préférerions cette théorie, car elle n'est contraire à aucune des règles générales du Code. L'indisponibilité est bien près du patrimoine d'affectation. Si l'affectation était individuelle, c'est-à-dire s'appliquait à chaque bien pris à part, elle se confondrait avec l'indisponibilité. Elle est générale, au contraire, elle s'étend à un ensemble de biens, à tout un patrimoine, considéré dans son ensemble. C'est le patrimoine considéré dans sa valeur économique et abstraite (droits et actions qui le représentent), qui est inaliénable, et non les objets qui le composent. En principe, il y a affectation générale de la

.

dot et, par exception, affectation individuelle quant aux immeubles.

La raison de l'inutilité du concours de la femme pour l'aliénation des meubles (théorie de la jurisprudence), c'est le principe d'indépendance du mari sous ce régime. Dans le régime dotal, il n'y a aucune idée de collaboration. Le mari a pleins pouvoirs (art. 1549), sans avoir besoin du concours de sa femme comme sous la communauté. La jurisprudence est dans l'erreur, quand elle s'abrite sous l'incapacité de la femme pour dispenser le mari de son concours ; car il est un principe certain, c'est que la femme est capable. La loi s'est chargée d'apporter des limites au pouvoir du mari, mais, ces limites, il faut les chercher, non dans l'intervention de la femme, mais dans les dispositions de la loi. Si les créanciers du mari ne peuvent saisir les meubles dotaux, c'est que le mari n'en est point propriétaire. Si les créanciers de la femme ne peuvent les saisir non plus, c'est en raison de l'affectation de la dot.

DEUXIÈME PARTIE

Droits de poursuite des créanciers de la femme sur les biens dotaux

CHAPITRE I

Droits des créanciers de la femme quand la créance est antérieure au mariage

On s'accorde assez généralement à leur reconnaître un droit de saisie. La femme, dit-on, n'a pu, du jour au lendemain, soustraire aux poursuites de ses créanciers certains des biens qui formaient déjà leur gage. Du reste, ce qui le démontre suffisamment, c'est l'article 1558, qui permet d'aliéner les immeubles dotaux, pour le paiement des dettes qui ont date certaine antérieure au contrat de mariage.

Une controverse s'élève sur le point de savoir si la créance doit avoir une date certaine antérieure au contrat de mariage, ou s'il suffit qu'elle ait une date certaine antérieure au mariage. La majorité de la doctrine se prononce pour la première opinion : Aubry et Rau ¹, M. Colmet de Sauterre ², M. Guillouard ³. Ces auteurs se basent principalement sur l'article 1558, qui emploie le mot : antérieur au contrat de mariage.

Ce texte, dit M. Guillouard, a la même raison d'être que l'article 1404. D'après cet auteur, il ne faut pas que l'un des époux puisse, dans l'intervalle du contrat de mariage, modifier l'effet des conventions matrimoniales qu'il a adoptées. C'est ce qui arriverait si la femme voulait anéantir les effets de la constitution de dot, en contractant des dettes pour l'acquit desquelles la dot pourrait être aliénée.

Cependant, d'autres auteurs (M. Lyon-Caen, sous-Montpellier ⁴, MM. Baudry-Lacautinerie, Le Courtois et Surville (*Traité du contrat de mariage*) ⁵,

1. V. p. 537.

2. VI. n° 230 bis, II et III, p. 469 et s.

3. *Contrat de mariage*, IV, 338.

4. S. 79, 2, 65.

5. P. 345 et s.

croient qu'il ne faut point s'arrêter à ces raisons. Le Code a employé d'autres fois (art. 2194) le mot contrat de mariage dans le sens de mariage, imitant en cela Pothier. Pourquoi, dit la Cour de Rouen, dans un arrêt du 10 janvier 1867, les rédacteurs du Code n'auraient-ils pas employé, dans l'article 1558, les mots contrat de mariage dans le même sens? L'article 1554 est le texte fondamental qui fixe la durée de l'inaliénabilité dotale et il la fait courir du jour du mariage.

Enfin, il est des personnes qui peuvent être considérablement lésées, si l'on adopte la première théorie: ce sont les tiers, qui ont traité avec la femme, surtout s'il y a un assez long espace entre le contrat et le mariage.

A cela, les partisans de la première opinion objectent que l'article 2194 est un texte assez obscur et que l'on ne saurait en tirer aucun argument, en faveur de l'autre opinion. Il est clair, en effet, que l'article 1558 vise les dettes antérieures au contrat de mariage; lui seul peut être invoqué à la matière.

Il est incontestable que les tiers pourront être lésés; mais, il ne faut point oublier que le Code civil n'avait organisé aucune mesure de publicité à l'égard de la transmission des biens, pour en préve-

nir les tiers. Il est donc logique qu'il ne se soit point occupé d'eux, quand il a traité des conventions matrimoniales. L'article 1558 est très explicite, et il faudrait un texte tout aussi précis pour en modifier la portée. Or, c'est ce qui manque.

Si l'on consulte la jurisprudence, on voit, qu'à l'origine, elle adopte la première théorie (Montpellier, 7 janvier 1830)¹ Les arrêts ultérieurs semblent se prononcer pour la seconde, mais sans beaucoup de netteté (Montpellier. 13 novembre 1878², Pau, 18 mars 1862³, Requêtes, 2 février 1852⁴). La Cour de Rouen (10 janvier 1867⁵) s'est cependant bien nettement prononcée pour la deuxième opinion, en décidant que la dot peut être aliénée pour payer les dettes de la femme, antérieures à la célébration du mariage, encore qu'elles n'aient acquis date certaine qu'après le contrat de mariage.

Les dettes doivent avoir une date certaine antérieure au contrat de mariage. Ainsi s'exprime l'arti-

1. S. 1830, 2, 69.

2. S. 1879, 2, 65.

3. S. 1864, 2, 139.

4. S. 1852, 1, 94.

5. S. 1867, 2, 109.

de 1558. Il n'y a donc pas lieu de distinguer, comme le fait l'article 1410, entre la femme et le mari. L'article 1322 ne recevra point ici son application, sera l'article 1328 qui sera appliqué. La date certaine devra être acquise par l'un des modes indiqués par cet article.

D'après l'article 1410, lorsque les dettes de la femme n'ont point date certaine antérieure au mariage, elles n'entrent point en communauté, et les créanciers ne peuvent en poursuivre le paiement que sur la nue-propriété des immeubles de la femme.

Pour le régime dotal, il faut refuser le droit de saisie, même pour la nue-propriété, lorsque la dette n'aura point date certaine antérieure au contrat de mariage. D'après l'article 1322, l'acte sous-seing privé a, entre les parties contractantes, la même foi que l'acte authentique, lorsqu'il a été reconnu par celui auquel on l'oppose, ou légalement tenu pour reconnu. Il ne suffirait point, pour que la créance ait date certaine contre la femme dotale, que celle-ci reconnaisse comme sincère la date énoncée dans un acte sous-seing privé. Il faut, pour que la date soit certaine, que l'acte ait été enregistré ou que sa substance ait été constatée dans un acte dressé par un officier public, et que l'une de ces deux formali-

tés ait été remplie antérieurement au contrat de mariage.

On admet généralement que, pour les dettes inférieures à 150 francs et les dettes commerciales, la date peut être établie par tous les moyens de preuve. Cependant, la Cour de Caen (9 juin 1856) a décidé que, pour ces dernières, il est nécessaire que la femme soit marchande publique avant son mariage, pour que l'on puisse établir leur date par la preuve testimoniale.

Il n'est point nécessaire que les créanciers aient un titre exécutoire, ni que leur créance soit constatée par un acte authentique antérieur au mariage. Il suffit que le principe de la dette existe avant le mariage, alors même que la liquidation, ou le fait qui la rendrait exigible, ne surviendrait que postérieurement au mariage.

Ce point réglé, il nous faut voir maintenant sur quoi l'on se base pour reconnaître aux créanciers antérieurs le droit de saisie.

Il est d'abord une première classe de créanciers auxquels on ne peut contester ce droit ; ce sont les créanciers hypothécaires ou privilégiés. Armés de leur droit de suite, ils peuvent saisir le bien dotal, qui est resté leur gage, sans qu'on puisse leur oppo-

ser la constitution de dot. Cependant, à l'égard de ceux-ci, il peut se présenter une question de procédure. Contre qui devra être dirigée la saisie ? Le mari sera-t-il traité comme un tiers détenteur, et sommé de payer, de purger ou de délaisser ? Nous ne le croyons pas. Nous savons, en effet, que le mari n'est pas propriétaire de la dot. Il n'a pas, non plus, un droit réel d'usufruit sur la dot. Le droit de jouissance qu'il exerce n'est pas un droit réel constituant un démembrement de la propriété. Il l'exerce comme chef de ménage. C'est donc contre la femme et le mari que devront être dirigées les poursuites.

Si la femme s'est constitué en dot tous ses biens présents, nous croyons que les créanciers chirographaires de la femme antérieurs au mariage, pourront saisir la dot en pleine propriété, et cela en vertu de la vieille maxime de droit Romain ; qu'il n'est de biens que les dettes déduites : *Bona non intelliguntur nisi deducto ære alieno*.

Mais, où la controverse commence, c'est lorsque la femme ne s'est constitué en dot que certains biens déterminés et qu'il s'agit de dettes qui n'ont point été mises à la charge de la dot. Quels sont alors les droits des créanciers chirographaires ?

Pour les partisans de l'incapacité de la femme,

rien de plus facile à justifier qu'un droit de saisie, accordé aux créanciers antérieurs au mariage. Les obligations que la femme contracte pendant le mariage ne sauraient être exécutées sur la dot, parce que la femme est incapable d'engager sa dot. L'obligation sera nulle, parce que la femme est incapable d'affecter sa dot à l'exécution de ses engagements. Mais cette incapacité ne date que du mariage, par conséquent, les dettes qu'elle a contractées avant son mariage, seront pleinement valables et les créanciers pourront en poursuivre le paiement sur les biens dotaux après le mariage ; car, à l'époque où ils ont contracté avec la femme, celle-ci était pleinement capable d'engager tous ses biens. Les créanciers pourront saisir ces biens durant le mariage, car le droit d'aliéner est resté dans le patrimoine de la femme ; et si la femme ne peut l'exercer, c'est à cause de son incapacité. Mais les créanciers, qui ne sont frappés d'aucune incapacité, peuvent exercer leurs droits et faire vendre la dot.

Cependant ces auteurs font une réserve. Ils reconnaissent que les créanciers antérieurs au mariage ne peuvent saisir les biens, que la femme aurait reçus en dot d'un tiers donateur. Ces biens sont grevés d'inaliénabilité dès leur entrée dans le patrimoine de la femme, et partant, ils n'ont pu à

aucun moment faire partie du gage des créanciers de celle-ci.

Cette exception n'est pas en harmonie avec l'idée d'incapacité. Comme le dit la Cour de Bordeaux (29 août 1850)¹ : « quiconque s'oblige est tenu de » remplir ses engagements sur tous ses biens présents et à venir, conformément à l'article 2092. » A la vérité, la stipulation de dotalité, a immédiatement frappé le bien d'inaliénabilité ; mais cette stipulation ne concerne que l'avenir et ne protège les biens de la femme que contre les engagements qu'elle contracte dans le cours du mariage, parce qu'on suppose qu'elle a subi l'influence maritale, qu'elle ne peut s'en couvrir vis-à-vis des créanciers, avec lesquels elle a contracté, dans la pleine liberté de sa personne et de ses droits. »

On sait que, d'après les partisans de l'incapacité, cette incapacité spéciale de la femme est basée sur sa faiblesse et sur l'abus de l'influence que son mari pourrait exercer sur elle, en l'amenant facilement à sacrifier ses biens. La Cour de Bordeaux n'a donc fait que tirer les conséquences nécessaires du principe de l'incapacité et de son fondement.

1. S. 56. 2. 679.

Cependant la majorité de la doctrine repousse cette solution. Comme le remarque M. Mongin¹, cette restriction est une concession faite à la théorie de l'indisponibilité, car on suppose, en effet, que le droit d'aliéner l'immeuble n'existe pas.

La théorie de l'indisponibilité accorde aussi un droit de saisie aux créanciers de la femme antérieurs au mariage. On sait que, d'après M. Mongin, les biens dotaux soit inaliénables, parce que le droit de les aliéner a été enlevé à la femme. Rigoureusement, les créanciers antérieurs ne pourraient point faire vendre le bien dotal, car ils ne pourraient avoir plus de droits que leur débitrice et ne pourraient exercer un droit qui n'existe pas. Lorsqu'un débiteur aliène sa propriété, ses créanciers n'ont plus le droit de saisir le bien aliéné, à moins de pouvoir invoquer l'article 1167. Il faudrait donc dire que les créanciers de la femme n'auront d'autre ressource que d'attaquer la constitution de la dot par l'action Paulienne. C'est la théorie de Troplong.

La solution est bien rigoureuse; elle est, de plus, contraire à l'équité et aussi à la tradition. Mais on peut échapper à cette solution.

1. *Revue critique*, 86, p. 100.

Et, en effet, l'art. 1558 permet à la femme d'aliéner son immeuble dotal, pour payer ses dettes ayant date certaine antérieure au contrat de mariage. Ici donc, le droit d'aliéner est rendu à la femme. Comme ce droit ne lui est pas exclusivement personnel, rien ne s'oppose à ce que les créanciers ne l'exercent, conformément à l'article 1164 du Code civil. Mais ce droit, ils ne pourront l'exercer qu'en se conformant aux formalités de l'art. 1558, et par tant, ils devront d'abord demander au tribunal l'autorisation nécessaire pour vendre les biens. Cette formalité sera fort utile, comme le remarque M. Mongin, car les créanciers devront aussi établir que leur créance a date certaine antérieure au mariage, et, de plus, que les biens paraphernaux, sont insuffisants pour les payer.

Enfin, l'exception établie par l'article 1558 ne permettra pas aux créanciers de la femme de saisir les biens à elle donnés en dot par un tiers. Ces biens, en effet, n'ont jamais pu faire partie de leur gage. Par conséquent, l'esprit de justice, qui a dicté l'article 1558 au législateur, n'existe plus. Ce qu'a voulu le législateur, en effet, c'est que les créanciers, qui ont traité avec la femme avant son mariage, ne voient point, par la stipulation de dotalité, soustraire à leur gage des biens sur lesquels ils avaient

pu compter. Ils n'ont pu légitimement compter sur les biens, que la femme a reçus à l'époque de son mariage, et en vue de ce mariage. Par conséquent, ils ne pourront point exercer sur eux leurs créances.

Nous nous sommes déjà expliqué au sujet du droit de saisie des créanciers antérieurs au mariage. On ne saurait leur opposer l'affectation des biens dotaux, intervenue à une époque où ils avaient déjà un droit de gage sur ces biens. Ces biens sont restés leur gage, car la femme en a conservé la propriété.

Du reste, nous ne repoussons point la théorie de M. Mongin qui, oblige les créanciers à obtenir l'autorisation du tribunal, pour pouvoir saisir les biens dotaux. C'est une garantie de plus pour la conservation de la dot.

Etendue du droit de saisie des créanciers antérieurs au mariage

Les créanciers antérieurs au mariage peuvent donc saisir les biens dotaux. Il nous reste à fixer l'étendue de leurs droits. Peuvent-ils saisir la pleine propriété ou doivent-ils respecter le droit de jouissance du mari, et partant, faut-il limiter leur droit de saisie à la nue-propriété des biens dotaux ?

Il est bien entendu que la question ne se pose point à l'égard des créanciers privilégiés ou hypothécaires. Leur gage porte sur la pleine propriété et on ne saurait leur opposer la constitution de dot, pour l'usufruit, pas plus que pour la nue-propriété. Lorsque la constitution de dot comprend tous les biens présents de la femme, les créanciers chirographaires de celle-ci pourront encore saisir la pleine propriété, en vertu de la maxime : *Bona non intelliguntur nisi deducto ære alieno*. Une telle constitution comprend, en effet, la charge de dettes.

Il faut donc supposer que la femme s'est constitué certains biens en dot et qu'elle a des créanciers chirographaires

La doctrine, en général, restreint à la nue-propriété le droit de saisie de ces créanciers. En effet, dit-on, il est impossible de ne pas tenir compte du contrat intervenu entre la femme et le mari, et des droits que ce contrat a fait naître au profit du mari. Sans doute, le mari n'est pas usufruitier, mais la dot lui a été apportée pour subvenir aux charges du ménage, selon l'expression de l'article 1540 code civil. Il est impossible que les créanciers, qui ont suivi la foi de leur débitrice, puissent saisir les biens dotaux, comme si le contrat de constitution de dot n'était pas intervenu. Cette solution a pour elle M. Colmet

de Santerre, M. Lyon Caen¹, M. Guillonard², M. Mongin, et en général la majorité de la doctrine.

D'autres auteurs permettent aux créanciers de la femme de saisir la pleine propriété des biens dotaux³. En effet, disent-ils, le mari n'a sur la dot aucun droit réel, son droit de jouissance ne constitue pas un usufruit et n'est pas un démembrement de la propriété. Ce droit n'est pas opposable aux tiers, il n'y a aucune raison de limiter ainsi à la nue-propriété des biens dotaux, le droit de saisie des créanciers de la femme.

Nous nous rallions à cette seconde doctrine. A notre avis, si le mari perçoit les revenus dotaux, ce n'est point dans un intérêt propre et exclusif. En réalité, le mari est plutôt un caissier, un comptable, qui n'est soumis à aucun contrôle, sans doute, mais qui administre le patrimoine dotal, en touche les revenus; mais c'est pour les affecter à l'entretien du ménage. En réalité, le destinataire des revenus dotaux, n'est pas le mari, mais la famille. Ce n'est

1. *Sous Montpellier*, 13 novembre 1878, S. 1879, 2, 65

2. *Loc. cit.*, p. 378.

3. MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville. *Traité du contrat de mariage*, 3^e vol. p. 337 et suite.

pas pour le mari que la dot a été constituée, c'est pour la famille, c'est dans l'intérêt de la famille également que la dot est frappée d'inaliénabilité et d'insaisissabilité. Si donc, la seconde affectation qui grève la dot, n'est point opposable aux créanciers antérieurs au contrat de mariage, nous ne voyons point pourquoi la première le serait davantage. Si l'intérêt de la famille exige que les revenus dotaux soient insaisissables, comme destinés à son entretien et à sa subsistance, pourquoi la nue-propriété des biens dotaux, destinés à constituer un patrimoine de réserve, ne serait-elle pas aussi insaisissable ?

Du reste, l'article 1558, qui permet à la femme d'aliéner sa dot, pour le paiement de ses dettes antérieures au contrat de mariage, ne fait pas la distinction que l'on trouve dans l'article 1555 ; d'après ce dernier article, la femme peut donner ses biens dotaux, pour l'établissement des enfants qu'elle aurait eus d'un précédent mariage, à la condition d'y être autorisée par son mari ou par les tribunaux, mais en cas de refus de la part du mari, elle doit réserver la jouissance à ce dernier.

La jurisprudence s'est prononcée dans le sens de l'opinion que nous avons soutenue.

Si la femme a reçu sa dot d'un tiers donateur, nous avons dit qu'il faut refuser à ses créanciers, le droit

de saisir les biens dotaux. En effet, si les créanciers de la femme ont le droit de saisir les biens, que leur débitrice s'est constitué en dot, c'est parce que ces biens ont fait et font encore partie de leur gage. On ne peut donc, sans aller contre toutes les règles de la justice, leur refuser ce droit de saisie, sous prétexte que la femme a stipulé le régime dotal dans son contrat de mariage. Mais lorsque la dot a été donnée par un tiers, les biens donnés entrent dans le patrimoine dotal, libres de toute charge. Ils sont frappés d'inaliénabilité dès le principe. Du reste, les créanciers de la femme n'ont jamais pu compter sur ces biens, et le motif d'équité qui existait, lorsque la constitution de dot émane de la femme, n'existe plus dans notre cas.

Que faudra-t-il décider, à l'égard des créanciers du tiers qui a constitué la dot, lorsqu'ils ont une créance, antérieure au contrat de mariage? Si ce sont des créanciers chirographaires, ils ne peuvent saisir les biens dotaux, parce qu'ils ne sont point créanciers personnels de la femme. On ne doit leur accorder le droit de saisie que lorsque les créances, dont ils sont titulaires, ont été mises expressément à la charge des biens dotaux, par une stipulation expresse du contrat de mariage, ou lorsque ces créanciers ont un privilège ou une hypothèque sur

les immeubles compris dans la dot, ou enfin lorsque la constitution de dot a été faite à titre universel. Hors ces trois hypothèses, ces créanciers n'ont d'autre ressource que d'invoquer l'article 1167, et de faire tomber la donation, comme faite en fraude de leurs droits.

Jusqu'ici nous n'avons envisagé que l'hypothèse où la dot comprend des immeubles. Il est clair que les mêmes solutions s'imposent au cas où la dot est composée de meubles. Si donc, le patrimoine dotal comprend une créance, au nom de la femme, les créanciers de celle-ci pourront, s'ils sont dans l'une des hypothèses, où ils peuvent saisir les biens dotaux, saisir arrêter le montant de cette créance, entre les mains du débiteur de la femme¹.

Ceux qui refusent, aux créanciers antérieurs, le droit de saisir l'usufruit des biens dotaux, décident que, dans cette dernière hypothèse, les créanciers ne pourront pratiquer la saisie-arrêt, entre les mains du débiteur de la femme. D'après ces auteurs, ces créanciers n'ont d'autre ressource que de saisir arrêter, entre les mains du mari, la somme que celui-ci devra rembourser à sa femme, lors de la

1. En ce sens, Montpellier, 13 novembre 1878, s. 79, 2, 65.

séparation de biens ou de la dissolution du mariage, et qui est représentée, durant le mariage, par la créance en reprise de la femme contre son mari¹. Les créanciers doivent, en effet, d'après ces auteurs, respecter l'usufruit du mari.

1. En ce sens, note de M. Lyon-Caen, sous Montpellier, précitée.

CHAPITRE II

Créanciers postérieurs au mariage

Nous savons que les créanciers, avec lesquels la femme a contracté durant le mariage, n'ont pas le droit de saisir les biens dotaux. Nous savons aussi qu'ils n'en ont pas davantage le droit, après la séparation de biens ou après la dissolution du mariage. D'après l'opinion que nous avons soutenue, on refuse le droit de saisie à ces créanciers, parce que les biens dotaux ne font point partie de leur gage ; et cela est vrai, quelle que soit la source d'où est née l'obligation à la charge de la femme, que ce soit d'un contrat, d'un quasi contrat, d'un délit ou d'un quasi délit. A notre avis, aucun créancier n'a pu acquérir de droit de gage sur les biens qui constituent le patrimoine dotal. Ces biens, en effet, ont une destination dont ils ne peuvent être détournés

et ne sont point affectés à la garantie des obligations de la femme, quelle que soit l'origine de ces obligations.

La dot a sa destination, elle doit être employée à l'entretien de la famille, elle doit constituer un patrimoine de réserve et à ce titre elle doit être mise à l'abri des poursuites des créanciers de la femme. Celle-ci ne peut engager son patrimoine dotal par aucun de ses actes volontaires ou involontaires, licites ou illicites.

La femme est, du reste, entièrement capable de s'obliger et ses obligations sont valables à la condition, pour ses obligations contractuelles, qu'elle ait été autorisée par son mari ou par la justice. Mais ces obligations ne pourront être exécutées sur les biens dotaux. Les créanciers de la femme n'ont comme gage que ses biens paraphernaux et les biens qui lui adviendront après la dissolution du mariage.

Cependant les biens dotaux peuvent être aliénés dans certaines hypothèses. Ils peuvent, dans les mêmes cas, être hypothéqués. Mais on sait que ces aliénations ne sont exceptionnellement permises que lorsque l'intérêt de la famille est en jeu. Dans ces cas, l'aliénation de la dot est le seul moyen de

réaliser le but, pour lequel elle a été constituée ; par conséquent les nécessités de l'affectation ne sauraient s'opposer à l'aliénation. Or, nous savons que c'est l'affectation des biens dotaux qui limite les pouvoirs de la femme. Il faut donc conclure que toutes les fois que les nécessités l'exigent, quand il s'agit de faire vivre la famille, la femme pourra obliger valablement sa dot. Mais ce sera là une solution extrême, à laquelle elle ne pourra recourir qu'en cas de besoins pressants et faute d'autres ressources suffisantes. Dans ce cas, le principe de la dot, constituée en patrimoine de réserve, fléchira en faveur du principe de la dot affectée aux besoins actuels de la famille.

De même, lorsqu'il s'agira de la conservation du patrimoine dotal, on permettra à la femme d'en sacrifier une partie pour assurer la conservation du patrimoine.

Il nous faut donc passer en revue les diverses obligations de la femme et, à propos de chacune d'elles, nous nous demanderons si les créanciers ont action sur les biens dotaux. Pour l'établir, nous nous demanderons si ces obligations sont, ou ne sont pas, contraires à l'affectation ; si oui, nous refuserons le droit de saisie ; si non, nous l'accorderons. C'est le principe que nous avons adopté,

qui nous fournira la solution à propos de chacune de ces obligations.

Les partisans de l'incapacité, qui fondent l'inaliénabilité et l'insaisissabilité sur une incapacité spéciale de la femme dotale, décident que seules les obligations, résultant d'un acte volontaire et licite de la femme, sont sans effet sur les biens dotaux.

On sait que, d'après ces auteurs, l'incapacité de la femme dotale résulte de sa faiblesse, de sa subordination à son mari. On craint que le mari, n'abusant de son influence sur sa femme, ne la décide trop facilement à sacrifier sa dot, et c'est pour parer à ces inconvénients que le législateur a frappé la femme d'incapacité. On a craint que, pour ne pas troubler la tranquillité de son intérieur, elle ne se laisse trop facilement entraîner à sacrifier sa fortune.

Si donc le seul danger à craindre est l'influence néfaste du mari, les seuls actes de la femme que l'on doive déclarer nuls, à l'égard de la dot, seront les actes de volonté. Quant aux obligations résultant d'une autre cause, soit d'un délit, soit d'un quasi-délit, et en général toutes celles qui n'ont point leur source dans un acte volontaire et licite de la femme, toutes ces obligations engagent les

biens dotaux. Il ne peut être ici question, en effet, de protéger la femme contre les abus d'influence de son mari.

A notre avis, les partisans de l'incapacité de la femme restreignent un peu trop les effets de l'inaliénabilité des biens dotaux. Nous ne croyons pas que, si le législateur a inscrit le régime dotal au nombre de nos lois, ce soit uniquement pour protéger la femme contre son mari. Nous sommes persuadé que, de ce côté là, le danger n'est pas si grand qu'on veut bien le dire. Sans doute, la femme est *en droit* sous l'autorité du mari, mais nous avons une idée plus haute que nos adversaires du caractère de la femme et nous pensons qu'il est souverainement injurieux et injuste pour elle d'éréditer les paroles de d'Olive, que nous avons reproduites plus haut. Ce sont là de vieilles théories, justes peut-être, il y a plusieurs siècles, mais aujourd'hui elles ne sont plus acceptables ; l'état de nos mœurs ne nous permet pas de concevoir la femme subordonnée et soumise à tel point à son mari, qu'il soit impossible d'espérer, de sa part, la moindre énergie et la plus petite force de caractère.

En réalité, le législateur a eu des visées beaucoup plus hautes que semblent vouloir le dire les parti-

sans de l'incapacité. Nous avons reproduit les paroles du tribun Duveyrier, invoquant l'intérêt de la famille et même l'intérêt de l'Etat. Si la femme peut, avant le mariage, se constituer un patrimoine de réserve, c'est tout autant dans l'intérêt des enfants, qui naîtront du mariage, que dans son intérêt personnel. Avant le mariage, la femme peut envisager l'avenir et redouter des moments critiques pour la famille. Elle peut craindre que la fortune ne soit point toujours prospice; et c'est pour parer aux revers et aux désastres, qui sont toujours possibles, qu'elle a constitué et mis en réserve une partie de son avoir. Avec ce petit patrimoine elle pourra, du moins, assurer la subsistance de ses enfants, les élever et leur permettre de s'établir convenablement. Tel est, croyons nous, le but qu'elle s'est proposée en stipulant le régime dotal.

Par conséquent, est-il juste de protéger la dot contre les seuls mauvais conseils du mari ? Est-ce de ce côté seulement que peut venir le danger ? Nous ne le croyons pas. Nous sommes persuadé qu'il faut protéger la dot contre tous les actes volontaires ou involontaires, licites ou illicites de la femme. Quels qu'ils soient, en effet, ils ne doivent jamais avoir pour conséquence d'arracher à sa destination ce patrimoine dotal, qui doit être un patri-

moine sacré, car il répond à un besoin, à une nécessité.

Qu'on ne vienne point nous reprocher d'étendre outre mesure les conséquences du régime dotal; ce régime, dit-on, produit des conséquences désastreuses et souverainement injustes à l'égard des tiers, il importe donc d'en limiter les effets. Nous répondrons que ce n'est point là la tâche de l'interprète.

Nous ne nierons pas que, étendu à tous les biens de la femme, le régime dotal a des inconvénients sérieux. Mais, dans ce cas, il est tout aussi désavantageux et gênant pour les époux que pour les tiers. Aussi ne rencontre-t-on que bien rarement des contrats de mariage stipulant la dotalité à l'égard de tous les biens de la femme. En réalité, ce n'est qu'une faible partie de la dot que l'on fait entrer dans le patrimoine dotal. Dès lors, il semble que ce petit patrimoine de réserve doit être protégé avec le plus de sollicitude et nous croyons qu'en le mettant à l'abri des poursuites de tous les créanciers de la femme indistinctement, nous ne faisons qu'appliquer les volontés du législateur et en déduire les conséquences.

SECTION I

Obligations légales

On enseigne généralement que l'immeuble dotal peut être saisi pour l'acquittement des obligations qui dérivent de la loi. Comme le dit M. de Loynes ¹, ces obligations naissent sans aucun acte de volonté de la femme, par conséquent elles sont à la charge des biens dotaux. Ces biens peuvent être saisis pour le paiement de la contribution foncière, à laquelle ils sont assujettis, et généralement de tous les impôts, droits de mutation dûs par la femme à l'occasion d'une succession à elle échue, ou de donations qu'elle a reçues durant le mariage. La jurisprudence est en ce sens ².

1. *Revue Critique* 1882, p. 569.

2. V. Cass. 18 juin 1880 J. P. 80. 1. 79 et la note de M. Labbé.

Les biens dotaux peuvent de plus être saisis pour l'exécution des obligations résultant d'une tutelle. V. g. la femme a été nommée durant le mariage tutrice de son mari interdit ; du fait de cette tutelle, ses biens sont grevés par l'hypothèque légale de l'interdit. Selon M. de Loynes, cette hypothèque portera également sur les immeubles dotaux et par suite ceux-ci seront saisissables pour l'exécution des obligations nées à la charge de la femme, de faits relatifs à la tutelle.

Cette dernière solution n'est pas admise par tous les auteurs.

Enfin, dit-on, assez généralement les créanciers de la femme, pour cause d'aliments, en vertu des articles 203, 205 et 206 du Code civil, peuvent saisir les biens dotaux, en cas de refus de la part de la femme, de leur servir la pension alimentaire à laquelle ils ont droit.

Nous croyons que les biens dotaux peuvent être saisis pour le paiement des impôts, dont ils sont grevés, car tel n'est point l'effet de l'affectation de soustraire les biens qu'elle atteint aux charges de l'impôt. Personne ne peut contester cette solution. Tout bien, en effet, est soumis à l'impôt et il n'appartient jamais aux citoyens d'y soustraire leur patrimoine.

Pour ce qui est des droits de mutation, dûs par la femme à l'occasion d'une succession à elle échue, nous ne saurions décider que l'Etat n'a aucun droit de saisie sur les biens dotaux, car il est de principe que tout patrimoine est tenu d'acquitter les droits de mutation dûs au Trésor, à l'occasion d'une succession ou d'une donation, qui a pour effet d'augmenter ce patrimoine. Du reste, le Trésor a un privilège sur les revenus des biens à déclarer pour le paiement des droits ¹.

Quant aux obligations nées d'une tutelle, nous appliquerons les principes que nous avons adoptés et refuserons tout droit de saisie pour obligations nées de ce fait.

1. L. 22 frimaire an VII, art. 32.

SECTION II

Obligations contractées par la femme dans l'un des cas où la loi permet l'aliénation des biens dotaux

(Art. 1555, 1556, 1558)

L'article 1558 autorise l'aliénation des biens dotaux, pour tirer de prison le mari ou la femme, pour fournir les aliments à la famille, dans les cas prévus par les articles 203, 205, 206, pour payer les dettes de la femme ou de ceux qui ont constitué la dot, lorsque les dettes ont date certaine antérieure au contrat de mariage, pour faire de grosses réparations indispensables pour la conservation des immeubles dotaux et, enfin, lorsque un immeuble dotal se trouve indivis avec des tiers et qu'il est reconnu impartageable.

Nous avons déjà parlé des créanciers antérieurs au mariage. Nous ne reviendrons pas sur ce sujet.

Supposons que la femme ait contracté un emprunt, soit pour établir ses enfants, soit pour fournir des aliments à la famille, soit pour faire de grosses réparations, les créanciers de la femme auront-ils le droit de saisir les biens dotaux ?

On se demande d'abord si, dans les cas où l'aliénation des biens dotaux est autorisée par la loi et en se conformant aux formalités imposées par le législateur, la femme peut hypothéquer ses immeubles dotaux. La majorité de la doctrine et la jurisprudence se prononcent pour l'affirmative.

M. Colmet de Santerre s'est cependant prononcé contre cette opinion. L'hypothèque, dit cet auteur, présente plus de danger que l'aliénation et, dans le silence du code, il est impossible d'étendre à cette dernière les dispositions concernant l'aliénation. L'hypothèque est plus dangereuse, car le créancier peut faire revendre l'immeuble au moment où il le veut, et souvent cela peut arriver en temps inopportun, dans les temps de crise financière ou politique. L'immeuble peut être aliéné pour un prix bien inférieur à sa valeur réelle. La vente volontaire par les époux est plus sûre, parce que les tribunaux

ne l'autoriseront qu'à une époque favorable, où le prix de vente peut atteindre la valeur réelle, tandis que, s'ils autorisent l'hypothèque, le choix du moment ne leur appartient plus ¹.

Avec la majorité de la doctrine et la jurisprudence, nous repousserons cette doctrine.

M. Guillouard ² dit fort justement : « Lorsque la » loi accorde un droit plus étendu, ce droit com- » prend les droits moins étendus qui y sont surbor- » donnés, qui font partie du droit plus fort, que la » loi concède; or, tel est le caractère de l'aliénation » par rapport à l'hypothèque. L'aliénation, c'est le » mode le plus étendu, par lequel un propriétaire » peut disposer de sa chose, puisque l'aliénation » anéantit le droit de propriété, tandis que l'hypo- » thèque l'amoindrit, l'entrave, mais laisse subsis- » ter certains attributs. »

La vente sur saisie, que devra pratiquer le créancier hypothécaire, offrira les mêmes garanties que la vente volontaire par les époux, puisqu'elle se poursuit sous le contrôle de la justice. Enfin les tribunaux, quand ils autoriseront la femme à hypo-

1. VI, n° 230 bis, XIII.

2. Contrat de mariage, t. IV, p. 320.

théquer, sont à même de juger les dangers que l'hypothèque peut offrir. Du reste, les tribunaux détermineront les conditions de l'emprunt, principalement le montant, le taux, la durée.

Enfin, nous ne croyons pas que les tribunaux soient maîtres de différer l'aliénation, pour la raison que le moment n'est pas favorable ; et si la famille est dénuée de ressources, faut-il la laisser dans l'extrême misère et différer la vente sous un pareil prétexte ? L'hypothèque sous ce rapport n'offre pas plus de danger que l'aliénation.

Supposons qu'à une époque de trouble et de baisse sur la valeur de la propriété immobilière, la femme dotale soit dans la nécessité d'aliéner son immeuble, le tribunal devra l'autoriser, mais l'immeuble ainsi vendu n'atteindra point un prix égal à sa valeur. Est-ce que, s'il est possible de se procurer de l'argent par hypothèque, on va l'interdire à la femme, alors que l'hypothèque lui permettrait d'attendre des temps meilleurs et lui ferait ainsi réaliser un sérieux bénéfice sur la plus-value, qu'elle est en droit d'espérer.

Supposons que la justice ait autorisé l'aliénation ; la femme dans ce cas, au lieu d'aliéner, peut-elle

emprunter avec hypothèque ? La Cour de cassation ¹ s'est prononcée pour l'affirmative. Nous ne la suivrons pas dans cette voie. Nous croyons que les tribunaux peuvent bien autoriser l'hypothèque, mais nous ne croyons point que cette autorisation soit implicitement contenue dans l'autorisation d'aliéner, car les tribunaux sont juges du point de savoir, si l'hypothèque, dans tel cas peut présenter plus d'avantages que l'aliénation ou, au contraire, être plus désastreuse. L'autorisation doit être spéciale et les tribunaux ne doivent l'accorder qu'en connaissance de cause.

Quelle est l'autorité de l'autorisation de justice permettant l'emprunt hypothécaire ? Deux hypothèses sont à prévoir :

Les tribunaux ont pu se tromper en fait, c'est-à-dire qu'ils ont été induits en erreur par les époux, qui, en fait, n'étaient pas dans l'un des cas prévus par l'article 1558. Par exemple, ils n'étaient point dans la gêne. La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour décider que l'hypothèque est valable-

1. 30 décembre 1850. S. 50, 1. 29.

ment constituée et que le créancier est à l'abri de toute nullité. Décider le contraire serait décider que le contrôle des tribunaux n'a aucun effet.

S'agit-il au contraire d'une erreur de droit ? Le tribunal a-t-il accordé l'autorisation d'hypothéquer le fonds dotal, en dehors des cas prévus par la loi ? Le prêteur est exposé à voir annuler son hypothèque, en vertu du principe que, hors les cas des articles 1555, 1556 et 1558, il n'est pas d'hypothèque possible. Il ne peut ici être question de chose jugée, car le jugement d'autorisation, rendu sur requête et sans contradicteur, appartient à la juridiction gracieuse et, partant, n'a point l'autorité de la chose jugée.

La jurisprudence est en ce sens ¹ : « Attendu, « dit la Cour, que l'exposé même contenu dans la » requête aurait dû mettre le tribunal en garde » contre l'erreur où il est tombé ; attendu que, dans » ces circonstances, l'arrêt attaqué a déclaré à bon » droit l'autorisation inefficace, comme ayant été » donnée en dehors des cas prévus par la loi, et » n'ayant pu d'ailleurs acquérir l'autorité de la » chose jugée, à l'encontre de la femme....

1. Arrêt de la Cour suprême du 25 janvier 1887. S. 90. 1. 435.

C'est pour parer aux dangers résultant des aliénations des biens dotaux, que les Sociétés financières, malgré le jugement d'autorisation d'aliénation des valeurs dont elles sont débitrices, se font généralement condamner contradictoirement à remettre le montant de ces valeurs. Le jugement, ayant alors force de chose jugée, on ne peut venir, plus tard, leur opposer qu'il ne s'agissait point de l'aliénation pour l'une des causes rentrant dans les cas prévus par la loi.

Les tiers, qui ont prêté aux femmes, doivent-ils encore surveiller l'emploi qui est fait des deniers ? En général, il faut répondre oui, dans tous les cas où les deniers prêtés ont une destination prévue et déterminée. Cependant, s'il s'agit de procurer des aliments à la famille et de faciliter de menus achats, il est, dans ce cas, absolument impossible aux tiers d'exercer aucun contrôle, il faut alors les en dispenser. Cette dispense peut même être accordée par le juge qui autorise l'aliénation, dans les cas où il est particulièrement impossible de pouvoir vérifier.

« Attendu que, dit la Cour de cassation, dans un » arrêt du 23 novembre 1898¹, l'emprunt sollicité » par les époux était destiné, non seulement à la

1. J. P. et S. 99, 1, 93.

» reconstitution de leurs vignobles, mais encore à
» l'éducation de leurs enfants ; attendu qu'en cons-
» tatant la double impossibilité de déterminer la
» portion de l'emprunt afférente à chaque objet et
» d'imposer au prêteur la surveillance des deniers,
» les dépenses à faire, devant, par leur nature
» même, se répartir sur un grand nombre d'années,
» la Cour d'appel a justifié sa décision et n'a violé
» aucun texte de loi. »

« Attendu, dit encore la Cour de cassation dans
» un arrêt du 13 décembre 1897 ¹, que si, lorsque
» une femme dotale est autorisée à emprunter et à
» hypothéquer sur ses immeubles dotaux, dans l'un
» des cas prévus par l'article 1558, les prêteurs sont
» responsables de l'emploi des deniers prêtés et
» doivent veiller à ce qu'ils reçoivent la destination,
» en vue de laquelle l'emprunt lui a été permis, ce
» principe reçoit exception, lorsqu'il est établi qu'il
» y a pour eux impossibilité d'en surveiller l'em-
» ploi. »

La femme, qui contracte un emprunt avec hypo-
thèque, pour établir l'un de ses enfants, doit-elle
obtenir l'autorisation de justice, ou bien, seulement,
se contenter de l'autorisation maritale ? Nous ne

1. S. 99. 1, 119.

voyons aucune raison d'exiger cette autorisation de justice. C'est ce que décide la Cour suprême le 1^{er} août 1845 ¹. Cependant, la solution est contestée. Les prêteurs agiront sagement en faisant autoriser la femme par la justice. La femme peut bien promettre à son enfant une somme d'argent pour lui permettre de s'établir. Elle peut même, pour la sûreté du paiement de cette somme, constituer une hypothèque sur sa dot ; mais, certains auteurs prétendent que la femme ne peut, avec la seule autorisation de son mari, contracter un emprunt avec hypothèque sur ses biens dotaux, afin d'affecter la somme provenant de l'emprunt à l'établissement de son enfant. Ces auteurs prétendent que, pour pouvoir ainsi hypothéquer son immeuble au profit du prêteur, elle doit, au préalable, avoir obtenu l'autorisation de justice, conformément à l'article 1558 ².

Examinons successivement les droits des créanciers qui peuvent se prévaloir de l'art. 1558.

1. D., 45, 1, 197.

2. Voir en ce sens MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, op. cit., 399 et s.

§ I

Le mari ou la femme sont en prison

Il est incontestable que le créancier, qui a requis l'incarcération, n'a aucun droit de saisie sur les biens dotaux. Mais, les époux peuvent être autorisés à hypothéquer leurs biens pour désintéresser ce créancier, comme nous l'avons vu ci-dessus.

§ II

Fournitures d'aliments à la famille

La femme peut hypothéquer son immeuble avec autorisation de justice pour assurer la subsistance de la famille. Mais, un créancier, qui a fait une fourniture alimentaire aux deux époux et qui a obtenu jugement, les condamnant solidairement au paiement du montant de ces fournitures, a-t-il le droit, si le mari est insolvable, de saisir les biens dotaux de la femme pour paiement de sa créance alimentaire ?

La Cour de cassation¹, le 10 décembre 1897, a

1. J. P. et S., 98, 1, 353, et Pand. fr. 1900, 1, 305.

résolu la question dans le sens de la négative. La Cour d'Alger s'était prononcée pour l'affirmative :

« Attendu, dit la Cour d'Alger, que c'est la
» nécessité de pourvoir aux besoins de la famille et
» des époux eux-mêmes, qui a décidé le législateur
» à déroger au principe de l'inaliénabilité; qu'il est
» de jurisprudence constante que l'autorisation de
» justice, permettant l'aliénation, peut intervenir
» aussi bien après les fournitures faites que préalablement à ces fournitures; qu'en effet, il eût été
» excessif et contraire au but à atteindre de subor-
» donner toujours la fourniture des aliments immé-
» diatement, nécessaires à l'obtention d'une autori-
» sation soumise à de longues formalités; attendu
» que cette jurisprudence a créé, *ipso facto*, une
» situation nouvelle, non prévue, mais ainsi jugée
» comme nécessairement comprise dans l'article
» 1558, de laquelle découle, par une conséquence
» naturelle, le droit du créancier fournisseur, droit
» égal, ou plutôt identique, à celui de la femme....
» Attendu qu'il suffit au créancier (pour avoir droit
» de saisir) que l'autorisation de justice, soit pour lui
» comme pour la femme, intervienne, assurant, par
» son contrôle préalable ou postérieur à leur alié-
» nation, le bon emploi des deniers dotaux. »

Nous faisons nos réserves sur l'argument de la

Cour d'Alger. Nous ne croyons pas que la femme puisse être autorisée à aliéner un immeuble pour acquitter des dettes alimentaires contractées antérieurement. Certains auteurs ¹ admettent un tempérament à cette solution, en décidant que l'autorisation peut être accordée pour dettes récemment contractées et pour des besoins si urgents, que les époux n'auraient pu, sans inconvénient, attendre l'autorisation de justice. Nous n'admettons pas ce tempérament, car, il créerait l'arbitraire pur en la matière. Quelles limites, en effet, assigner dans le passé ?

D'autre part, nous refusons cette aliénation, parce que ce serait supprimer le contrôle utile de la justice. Les époux se présentant devant le juge avec des dettes anciennes, et les créanciers, qui avaient pu compter sur cette aliénation, que peut-être les époux leur avaient promise, leur paraissant dignes d'intérêt, le juge aurait peut-être la main forcée. L'autorisation de justice n'est pas si longue à obtenir que semble bien vouloir le dire l'arrêt d'Alger. C'est aux époux à ne pas attendre d'être complètement dénués de ressources, pour solliciter cette autorisation. Du reste, l'article 1558, qui autorise l'aliénation pour

1. M. Guillouard, tome IV, 2027.

subvenir aux besoins de la famille, ne fait allusion qu'aux besoins futurs.

Après s'être prononcée pour la validité d'une aliénation pour dette antérieure, si toutefois le caractère alimentaire n'est pas contesté (Nîmes, 26 juillet 1853) ¹, la jurisprudence tempéra cette solution dans le sens indiqué par M. Guillouard (Nîmes, 12 12 décembre 1872) ². La Cour suprême, dans son arrêt du 10 décembre 1897, décide que la femme ne peut se faire autoriser à aliéner, qu'en présence des besoins actuellement justifiés et en obtenant l'autorisation préalable du tribunal.

Dans une note ³ sous cassation précitée, M. Boudaud accorde le droit de saisie aux créanciers pour aliment, et, en général, à tous les créanciers dont la créance rentre dans l'un des cas prévus par l'article 1558. D'après cet auteur, en général, la femme n'a point le droit d'engager, par ses contrats, ses biens dotaux, mais, cependant, certaines créances particulièrement favorables, peuvent être exécutées sur ses immeubles. Quand la femme les aura valablement contractées, les créanciers sont autorisés à

1. S., 53, 2, 208.

2. S., 73, 2., 103.

3. S., 98, 1, 363.

saisir, sauf à la femme ou au mari à contester le véritable caractère de la créance devant le tribunal, en soutenant qu'elle ne rentre point dans le cas de l'article 1558. Le tribunal fera alors cesser la saisie. La femme, d'ailleurs, a un moyen d'arrêter la saisie, c'est d'aliéner ses biens (article 1558). Mais, dans ce cas, l'autorisation de justice lui est nécessaire, pour éviter que les époux n'éludent le principe de l'inaliénabilité.

Nous repoussons cette doctrine. A notre avis, la femme, pouvant contracter des obligations, dont l'exécution peut être poursuivie sur la dot, doit être autorisée au préalable par les tribunaux, et ceux-ci ne doivent l'autoriser à aliéner ou s'obliger sur sa dot, qu'après avoir contrôlé la nécessité où sont les époux à en arriver à cette extrémité. Il ne faut pas que, sous prétexte de nécessité plus ou moins urgente, les époux puissent se soustraire à ce contrôle du tribunal.

§ III

Obligations résultant des grosses réparations nécessaires à la conservation de l'immeuble dotal

On sait que la femme peut aliéner et hypothéquer les immeubles dotaux pour faire de grosses réparations indispensables à la conservation de l'immeuble dotal.

La jurisprudence a une façon très large d'interpréter le § 4 de l'article 1558. Elle l'étend à toutes les dépenses ayant pour but la conservation de la dot. Dans tous les cas où la femme est autorisée à aliéner, elle peut, si elle le préfère, et en obtenant l'autorisation du tribunal, hypothéquer les biens dotaux ; par conséquent, les tiers, qui auront ainsi obtenu hypothèque, auront le droit de saisir l'immeuble.

Les tiers, qui ont fait des réparations à l'immeuble

dotal, peuvent-ils saisir l'immeuble pour se payer des frais qu'ils ont faits? Nous ne le croyons pas. Peuvent-ils solliciter du tribunal l'autorisation d'exercer les droits que l'article 1558 accorde à la femme d'aliéner un bien dotal, pour faire des réparations nécessaires à la conservation d'un immeuble? Nous ne le croyons pas davantage. En effet, l'article 1558 exige que l'autorisation soit préalable et intervienne au commencement des travaux. Le tribunal doit se rendre compte de la nécessité de ces travaux, et ce serait supprimer ce contrôle, et, en tous cas, le rendre singulièrement inefficace que de permettre aux créanciers de le solliciter après coup.

Obligations résultant d'une augmentation apportée au fonds dotal par un tiers

Modifiant un peu l'hypothèse prévue par l'article 1558, supposons qu'un tiers ait amélioré le fonds dotal, par exemple ait élevé des constructions sur cet immeuble; aura-t-il le droit de saisir cet immeuble, pour la plus-value résultant des constructions? La question est très discutée.

D'après la majorité de la doctrine, les améliorations faites à la dot participent à la dotalité et les

créanciers qui ont fait ces améliorations n'ont aucun droit, même sur la plus-value donnée à l'immeuble. M. Guillouard refuse à ces créanciers le droit de saisie, même sur la plus-value. En effet, dit-il, l'immeuble dotal est inaliénable hors des cas prévus par les articles 1555, 1556 et 1558. Or, dans aucun de ces textes on ne trouve le droit d'aliéner le fonds dotal, pour élever des constructions afin d'en augmenter la valeur. Par conséquent on ne saurait autoriser la femme à aliéner la dot, pour faire des améliorations, car cela ne rentre point dans l'hypothèse de l'article 1558, lequel ne prévoit que l'aliénation pour conserver l'immeuble dotal, et non pour l'améliorer. Si on ne peut autoriser la femme à aliéner pour élever des constructions, on ne peut logiquement autoriser la personne qui aura élevé ces constructions, sans autorisation de justice, à saisir ensuite l'immeuble dotal qu'il a amélioré. Il serait en effet trop facile d'éluder les prohibitions de la loi. La femme n'aurait qu'à faire construire sans en demander l'autorisation au tribunal et, une fois les constructions élevées, l'architecte n'aurait qu'à faire saisir l'immeuble pour se faire payer. Le femme aurait ainsi le droit de faire directement ce qu'il lui est défendu de faire indirectement. Une telle conséquence est inadmissible.

MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville¹ décident que les tiers, qui ont augmenté le fonds dotal, peuvent acquérir sur ce fonds un privilège, en se conformant aux articles 2103 et 2110 du Code civil. Le vendeur d'un immeuble acquis, pour servir de remploi à un fonds dotal, peut, de l'aveu de tout le monde, saisir le bien vendu, en vertu de son privilège, pour se payer du prix ou d'une partie du prix qui lui reste dû, et non seulement pour le capital, mais aussi pour les intérêts (Rouen, 8 août 1894)². De plus, l'échangiste, créancier d'une soulte, a un privilège, de l'aveu général, pour le recouvrement de la soulte. On lui accorde, en effet, le droit d'invoquer l'article 2103, § 1. C'est la doctrine de la Cour de Montpellier (24 janvier 1895)³.

Ces auteurs croient devoir étendre, pour les mêmes motifs, aux architectes le droit de saisie pour la plus-value, à la condition pour eux de se conformer aux articles 2103, 2110. C'est ce qui a décidé la Cour d'Aix, le 11 janvier 1900⁴.

Nous croyons que, dans tous les cas où la dot

1. Loc. cit., p. 356.

2. S. 95, 2, 179.

3. S. 95, 2, 179.

4. D. 1900, 2, 241, et note de M. Deloynes.

aura été augmentée ou améliorée, on doit accorder une action de *in rem verso*, à la personne qui a fait les améliorations ou augmentations. En effet, nous avons dit que la dot était un patrimoine, une *universitas juris*, et à ce titre, nous croyons qu'elle doit répondre des améliorations, dont les biens qui la composent ont été l'objet ¹.

C'est, en effet, la règle pour tous les patrimoines, et nous croyons que le patrimoine dotal n'y échappe pas. En effet, l'affectation exige bien que la dot soit conservée à la famille, mais non point qu'elle soit augmentée aux dépens des tiers.

C'est à cette conséquence que l'on arriverait en refusant, à ceux qui ont augmenté le patrimoine dotal, la saisie des biens dotaux pour la plus-value. Il est entendu que c'est à la plus-value que nous limitons les droits de saisie ; par conséquent, la femme devra d'abord prélever, sur le montant du prix payé par l'adjudicataire, une somme égale à la valeur de son immeuble, et ce n'est qu'après que le créancier pourra être payé à son tour. Ainsi, nous respectons le principe de conservation de la dot, tout en respectant les droits des tiers.

1. M. Saleille à son cours.

§ IV

**Obligations résultant d'un échange ou d'un
partage**

Si, profitant des dispositions de l'article 1559, la femme a échangé son immeuble dotal contre un autre d'une valeur plus élevée et qu'elle n'ait point payé à son coéchangiste la soulte qu'elle lui devait, celui-ci conserve son privilège et peut, en conséquence, saisir l'immeuble dotal.

On doit admettre la même solution, lorsque la femme se trouve débitrice d'une soulte envers son copartageant, à la suite d'un partage.

SECTION III

Obligations résultant des délits de la femme

Nous avons déjà indiqué les diverses opinions émises à ce sujet. Les partisans de l'incapacité accordent aux créanciers, victimes des délits de la femme, le droit de saisir les biens dotaux. Nous avons donné les raisons qui nous empêchaient de nous rallier à cette doctrine.

Les partisans de l'incapacité prétendent que la femme doit être protégée contre les abus d'influence de son mari, mais que là doit s'arrêter la protection de la loi. Il est donc tout naturel que les obligations, résultant des délits de la femme, engagent les biens dotaux. Cependant, tous ces auteurs admettent que les créanciers, pour cause de délit, doivent respecter le droit de jouissance du mari.

Nous avouons que nous ne comprenons guère pourquoi l'on apporte cette restriction aux droits des créanciers. Nous savons, en effet, que le mari n'a pas de droit réel sur les biens dotaux ; par suite, à quel titre peut-il s'opposer à ce que les créanciers saisissants respectent ce droit de jouissance, dont il n'a que l'exercice ? Nous verrons plus tard que la majorité des auteurs, qui limitent ainsi, à la nue-propriété, le gage des créanciers victimes des délits de la femme, enseignent que le mari ne peut céder, par avance, son droit aux fruits de la dot, et que ses créanciers personnels n'ont aucun droit de saisie sur ces revenus. N'est-ce pas avouer que les revenus ont une destination : subvenir aux charges du ménage, et que si le mari les perçoit ce n'est que pour les employer au but en vue duquel la dot a été constituée ? Si l'on refuse, aux créanciers de la femme, le droit de saisir ces revenus, c'est que l'on reconnaît que l'affectation, dont est grevée la dot, y met obstacle, c'est donc qu'il est nécessaire de respecter cette affectation. Mais nous savons que la dot n'est pas seulement destinée à subvenir aux charges du ménage durant le mariage, mais qu'elle doit, de plus, se retrouver intacte lors de la dissolution de l'union conjugale, et constituer un patrimoine de réserve, non seulement pour la femme, mais aussi

pour les enfants¹. Si donc l'intérêt de la famille exige que la dot ne soit point détournée de son premier but, qui est de subvenir aux besoins actuels de la famille, il exige aussi que la dot soit conservée. Comment dès lors expliquer que, de cette double affectation, l'une soit opposable aux créanciers de la femme et que l'autre ne le soit point ?

A notre avis, si l'intérêt de la famille exige que les créanciers de la femme respectent l'usufruit de la dot, il exige non moins impérieusement la conservation de la nue-propriété.

Troplong, qui enseigne que les biens dotaux sont mis hors du commerce, croit cependant que la femme oblige sa dot par ses délits et, pour justifier sa solution, il invoque l'intérêt général, qui exige que les forfaits ne restent point impunis.

C'est du reste pour le même motif que nos anciennes Coutumes avaient fini par accorder aux créanciers, pour délits de la femme, le droit de saisir les biens dotaux².

1 Tout le monde le reconnaît, même les partisans de la doctrine que nous combattons.

2. Remarquons que la théorie du patrimoine d'affectation, n'exige pas nécessairement l'*insaisissabilité* des biens dotaux pour les délits de la femme. Il suffit pour justifier la solution de la saisissabilité, de dire que l'in-

M. Mongin refuse le droit de saisie à ces créanciers. Cependant, il ajoute que la théorie de l'indisponibilité peut très bien se concilier avec la théorie de la jurisprudence, laquelle a fini, après quelques hésitations au début¹, par admettre au profit des créanciers, pour cause de délit de la femme, de saisir les biens qui composent la dot.

Nous croyons que l'insaisissabilité des biens dotaux persiste même en face des délits de la femme et, à notre avis, l'intérêt de la famille doit passer avant l'intérêt social que l'on invoque, et surtout avant l'intérêt des créanciers. Sans doute, ceux-ci sont dignes d'intérêt, mais nous croyons que la famille ne l'est pas moins. Nous pouvons regretter que le législateur n'ait point étendu, au cas de délit, les dispositions de l'article 1558 ; mais nous ne pouvons le faire à sa place, car ce n'est point là le rôle de l'interprète. Il connaissait, en effet, les diverses opi-

térêt général prime l'intérêt de la famille. Mais, si l'on accorde aux créanciers le droit de saisir les biens dotaux, il faut leur permettre de les saisir en pleine propriété. On ne peut justifier aucune distinction entre l'usufruit et la nue-propriété, car l'un et l'autre sont grevés d'affectation.

1. Voir dans le sens de l'insaisissabilité, Montpellier, 4 février 1842, S. 42, 2, 253. Cet arrêt a été cassé par la Cour suprême, et, depuis, la jurisprudence s'est toujours prononcée pour la possibilité de la saisie.

nions émises à ce sujet par nos anciens auteurs, lesquels étaient loin, quoiqu'on le prétende, d'être unanimes à permettre la saisie pour les délits de la femme. La règle qui domine le régime dotal est, qu'en dehors des cas où l'aliénation est autorisée, le patrimoine dotal est insaisissable. Nous devons appliquer les principes de l'interprétation restrictive et, dans le silence du législateur, il nous est impossible d'accorder à ces créanciers le droit de saisir les biens dotaux.

Nous ne nions point que de graves et puissantes considérations de moralité publique militent en leur faveur ; mais il faut l'avouer, des arguments non moins puissants et tirés de la même source, militent en faveur de la famille. Ce n'est point, en effet, dans le seul intérêt de la femme, que le patrimoine dotal doit être conservé, c'est surtout dans l'intérêt des enfants, véritables destinataires de la dot. Or, les délits sont personnels ; il importe que les fautes de la mère ne rejaillissent point sur ses enfants.

C'est, du reste, la solution de la jurisprudence au début du siècle dernier. Elle refuse toute action sur la dot aux créanciers de la femme, dont les droits sont nés d'un délit ¹.

1. Voir en ce sens : Agen, 26 janvier 1833, S. 33, 2, 159.
Cass. 28 février 1834, S. 34, 1. 208.
Montpellier, 4 février 1842, S. 42, 2, 253.

Le dernier arrêt, en ce sens, est celui de Montpellier, 4 février 1842¹. Il fut cassé par la Cour de cassation, le 4 mars 1845, et depuis cette époque, une jurisprudence constante a toujours proclamé le droit de saisie, accordé aux créanciers, pour délit. Il est à remarquer que les seules considérations qui ont décidé la jurisprudence, sont des considérations d'ordre public.

Les tribunaux ne s'en sont point tenus à permettre la saisie des biens dotaux aux créanciers lésés par les délits (infractions de la femme). Ils ont étendu la même solution aux frais des poursuites qui sont la conséquence du délit. Ils sont même allés plus loin, et ont accordé la saisie aux créanciers, victimes des délits et quasi-délits civils de la femme. Ils ont été encouragés à persévérer dans cette voie par la grande majorité de la doctrine, par tous les partisans de l'incapacité. Ceux-ci comparent la femme à un mineur. La conséquence, c'est que, une incapacité résultant de conventions privées, ne saurait avoir plus de force que l'incapacité résultant de la loi. Or, il est de principe, que tout fait dommageable oblige son auteur à réparer le préjudice causé. Ce principe doit recevoir son application au cas de stipulation

1. S. 1845. 1. 513.

de régime dotal, car on l'applique aux mineurs et, en fait, la responsabilité de ces derniers est moins complète que celle de la femme mariée sous le régime dotal.

Il faut donc l'étendre à la femme mariée. Peu importe, disent ces auteurs, que le fait illicite constitue une infraction à la loi pénale, comme délit ou contravention, ou qu'il ne soit qu'un délit, ou même un quasi-délit civil (1382, 1383, code civil) ; dans tous les cas, la solution est identique.

Il importe donc essentiellement de définir le délit et le quasi-délit civil. Nous en emprunterons la définition à MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville¹. « Il n'est pas suffisant, pour qu'il » y ait délit, qu'un devoir purement moral et de » conscience, ait été méconnu. Il faut qu'il s'agisse » d'un manquement à la loi positive. Ce qui nous » paraît constituer essentiellement le délit, c'est la » faute intentionnelle ou la pratique de manœuvres » frauduleuses vis-à-vis des tiers. Quant au quasi- » délit, il résulte d'une imprudence ou d'une négligence, comme en l'absence de toute intention de » nuire. Le délit n'engage la dot que s'il apparaît

1. Op. cit. p. 351.

» bien nettement, sans se confondre avec une
» simple faute contractuelle civile. »

Pothier définit le délit civil : « le fait par lequel
» une personne, par dol ou malignité, cause du
» dommage ou quelque tort à un autre ¹.

» En droit civil, disent Aubry et Rau², le délit
» désigne toute action illicite, par laquelle une per-
» sonne lèse sciemment et méchamment, les droits
» d'autrui. Le délit consiste dans le fait de l'homme.
» Ce peut être un fait négatif ou d'omission aussi
» bien qu'un fait positif et de commission. Toute-
» fois, une personne qui, par quelque omission, a
» occasionné un dommage à autrui, n'en est res-
» ponsable qu'autant qu'une disposition de la loi
» lui imposait l'obligation d'accomplir le fait
» omis. »

Les délits diffèrent des quasi-délits par l'inten-
tion de nuire. « Un quasi-délit ³ est un fait d'omis-
» sion ou de commission par lequel l'on porte
» préjudice à autrui, mais sans avoir l'intention de
» nuire. L'omission ne donne lieu à responsabilité

1. Traité des obligations, n° 116.

2. Op. cit., tome iv, n° 443.

3. Aubry et Rau, tome iv, f° 446.

» qu'autant qu'il y avait, pour celui auquel on
» l'impute, l'obligation d'accomplir le fait omis ».

Ces principes posés, on est loin de s'entendre sur ce point de savoir dans quels cas ils s'appliquent à la femme dotale. Ce n'est point étonnant; l'ancien droit est muet sur la question, et le droit actuel n'en parle pas davantage.

M. Labbé, dans le bulletin bibliographique ¹ de Sirey, limite ainsi l'obligation de la femme, pour ses délits et quasi-délits civils : « Celui qui contracte » avec une femme, qu'il sait ou peut savoir » dotale, doit subir les conséquences de l'inaliénabilité, eût-il à demander contre la femme la » réparation d'un dol. Celui qui, en dehors de » tout contrat, est victime d'un délit commis par la » femme dotale, n'est pas tenu de respecter l'inaliénabilité des biens dotaux, n'eût-il à se plaindre » que d'une simple faute. Il n'a pas contracté, il » n'avait pas à s'enquérir de la condition d'une » personne qui, par dol ou par faute, lui a causé un » dommage. »

M. Guillouard repousse cette distinction ², pré-

1. S., 1888, p. 17.

2. *Contrat de mariage*, t. IV, p. 404 et s.

textant qu'elle n'est écrite nulle part, et que la maxime : *fraus omnia corrumpit*, doit être appliquée, tout aussi bien aux obligations nées d'un contrat, où la femme a employé des manœuvres dolosives pour dissimuler sa qualité ou pour cacher la totalité du bien objet du contrat, qu'au délit, ou quasi-délit commis par la femme en dehors de tout contrat. C'est la doctrine adoptée par l'arrêt de la Cour suprême (16 février 1880)¹ : « Attendu, dit la » Cour, que le principe de l'inaliénabilité de la dot, » n'a pour objet que les contrats et les quasi-con- » trats ; qu'il ne s'applique pas aux délits, ni quasi- » délits ; que, tout fait quelconque de dol ou de » fraude, par lequel une personne cause du tort à » une autre, constitue un délit ; que la femme est » donc tenue de réparer, même sur ses biens » dotaux, le tort causé par son dol ou sa fraude ; et » qu'il n'y a point à rechercher, en pareil cas, si » ceux qui ont souffert du délit *n'auraient pas pu,* » *avec plus d'attention et de clairvoyance, éviter le* » *dommage éprouvé.* »

MM. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville repoussent également la solution de M. Labbé.

1. S., 1881, I, 351.

Nous l'avons dit, la jurisprudence déclare la femme responsable, sur sa dot, de ses quasi-délits ou délits civils. Elle ne s'en tient point aux condamnations prononcées contre la femme à l'occasion de ses délits. Elle permet à la femme autorisée du mari de s'engager pour la réparation du préjudice causé par ses délits et quasi-délits, et ses engagements sont exécutoires sur ces biens dotaux, tout aussi bien que les condamnations qui auraient été prononcées contre elle pour les mêmes causes. Cependant, on lui reconnaît le droit de prouver, devant le juge, que son engagement n'a pas eu pour but la réparation d'un délit ou qu'il a excédé la mesure du préjudice causé. La Cour suprême a fait une application de ce principe, dans une espèce où il s'agissait de l'engagement d'une femme envers son mari et ses enfants, à titre de réparation du préjudice résultant d'un délit d'adultère, par elle commis, et de la naissance d'un enfant adultérin, et en vue d'obtenir le désistement d'une plainte qui eût amené contre elle une condamnation certaine. (Cassation, 20 juillet 1870) ¹.

Nous ne voulons point examiner en détail les

1. J. P., 1871, 1, 192. S., 1871, 1, 69.

divers arrêts condamnant la femme dotale à réparer, sur ses biens dotaux, les préjudices qu'elle a causés par ses délits. Nous nous bornerons à en indiquer quelques-uns, résolvant les cas qui, dans la pratique, peuvent le plus souvent se présenter.

En général, la jurisprudence condamne la femme toutes les fois qu'elle a commis une fraude et qu'elle a été de mauvaise foi.

La femme dotale, qui néglige d'obéir aux prescriptions des articles 67, 68, 69 du Code de commerce, commet un quasi-délit, engageant sa responsabilité, même sur ses biens dotaux, dont le syndic de la faillite peut poursuivre la vente (Cassation, 29 mars 1893) ¹. La femme, soumise au remploi en immeubles, qui a acquis des meubles en remploi et les a ensuite détournés, commet un quasi-délit, dont elle est responsable sur ses biens dotaux (Cassation, 4 décembre 1854) ².

Le créancier, qui a traité avec une femme dotale, la croyant commune, mais, sans avoir vérifié le régime matrimonial de celle-ci, alors qu'il en avait la possibilité, ne peut poursuivre les biens dotaux.

1. S., 93, 1, 288.

2. S., 55, 1, 333.

Mais, il y a quasi-délit, engageant la dot, lorsque la réticence ou la fausse déclaration de la femme ont été accompagnées de manœuvres dolosives, pratiquées afin d'induire en erreur les tiers avec lesquels elle contracte.

La femme est responsable sur sa dot lorsque, pour déterminer un tiers à faire un prêt à son mari sur la garantie de la cession de son hypothèque légale, elle lui a déclaré faussement qu'ils étaient mariés sans contrat de mariage, donnant ainsi à entendre au prêteur qu'ils étaient soumis au régime de la communauté légale et que, par suite, elle avait le pouvoir d'aliéner ses propres (Grenoble, 26 avril 1890. Cassation, 5 février 1894)¹.

La femme répond vis-à-vis des acquéreurs de son mari des manœuvres dolosives, destinées à leur dissimuler son contrat de mariage (Paris, 30 août 1868)².

En règle générale, la femme est, d'après la jurisprudence, responsable sur sa dot, lorsqu'elle a employé des manœuvres frauduleuses pour faire

1. D., 94, 1, 416.

2. *Revue notariat*, n° 2288.

regarder, comme non frappés de dotalité, les immeubles soumis au régime dotal, vendus ou hypothéqués par elle comme non dotaux.

Enfin, la Cour d'Orléans décide même que, pour apprécier les délits et quasi-délits de la femme, il n'y a à tenir compte, en aucune manière, de ce que celui auquel des actes de cette nature ont porté préjudice, aurait pu, avec plus de prudence, éviter le dommage causé (Orléans, 13 mars 1884). C'est la doctrine de l'arrêt de Cassation précité.

La jurisprudence décide, généralement, que l'inexécution, *même dolosive*, d'un engagement contractuel, n'a pas pour but d'autoriser à saisir les biens dotaux (Cassation, 23 décembre 1885) ¹. Elle n'admet d'exception à l'insaisissabilité dotale que, lorsque la femme a commis une fraude, pour amener les conclusions d'un contrat.

On se demande, en lisant ces arrêts, ce que devient la règle de protection à l'égard des biens dotaux. C'est, qu'une fois admis, le principe, que la femme, par ses délits et quasi-délits civils, engage ses biens dotaux, il est difficile de s'arrêter, et on

1. S., 86, 1, 5.

s'expose, comme le fait la jurisprudence, à permettre aux époux d'éluder la règle, parfois gênante, de l'inaliénabilité. La loi n'a point prévu le cas de quasi-délit. Nous sommes donc dans l'arbitraire le plus pur, et la jurisprudence, en cette matière, encouragée par la doctrine, a fait complètement la loi. Ce n'est, malheureusement, pas le seul exemple, que nous ayons, de l'empiètement des tribunaux sur le domaine du législateur.

SECTION IV

Obligations résultant de quasi-contrat

Nous avons vu plus haut quels étaient les droits de celui qui a augmenté le patrimoine dotal. Nous avons exposé la controverse, qui s'élève sur le point de savoir si l'on doit lui accorder, sur le patrimoine dotal, une action pour la plus-value, et nous avons conclu pour l'affirmative. Nous avons étendu cette solution au quasi-contrat, dérivant d'une gestion d'affaire, lorsque la dot a été gérée par un tiers, qui a fait des améliorations. Le créancier aura une action *de in rem verso*, en vertu du principe que, lorsque un patrimoine est érigé en patrimoine indépendant, il répond des améliorations dont il est l'objet¹.

1. M. Saleilles à son cours.

Il semble que, lorsqu'en dehors de toute manifestation de volonté de la femme, un tiers a amélioré la dot, les partisans *de l'incapacité* devraient accorder à ce tiers une action sur les biens dotaux. Cependant, ils la lui refusent ¹.

A l'inverse, il peut arriver que la femme ait géré l'affaire d'autrui. Obligera-t-elle sa dot par suite des obligations qui peuvent résulter pour elle de ce quasi-contrat?....

Nous ne le croyons pas. La femme, en général, ne peut obliger sa dot, car ce serait la détourner de son but. Si, exceptionnellement, nous avons autorisé le créancier, qui gère les affaires de la femme et améliore le patrimoine dotal, à réclamer sur la dot le montant de la plus-value, c'est, en vertu du principe que la dot ne peut être augmentée aux dépens des tiers ; mais, dans la deuxième hypothèse, ce principe ne peut plus être invoqué. Nous étendrons cette solution à toutes les obligations nées à la suite d'un quasi-contrat.

1. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, p. 357. Guillouard, n° 1734 et s. et 1860. Lyon, 11 mars 1886. S. 88. 2, 6.

SECTION V

De la condamnation de la femme aux dépens et de l'exécution de cette condamnation sur les biens dotaux

A notre avis, la femme ne sera jamais tenue sur sa dot pour les dépens, auxquels elle aura été condamnée dans un procès engagé par elle ou contre elle. Tout au plus, ferons-nous une exception lorsqu'il s'agit d'un procès, intéressant la conservation de la dot, comme une demande en séparation de biens.

Mais, nous croyons que, pour autoriser le droit de saisie sur les biens dotaux, il est nécessaire que la femme ait gagné son procès. En effet, il faut que la procédure engagée ait eu *pour but* et *pour résul-*

tat de conserver la dot. Si donc, la femme a succombé dans l'instance, nous refusons le droit de saisie à l'avoué, puisque l'instance, mal soutenue ou mal engagée, peu importe, n'a pas eu le résultat proposé. La Cour suprême, dans un arrêt du 19 juillet 1887 ¹, n'a point fait cette distinction et a même décidé que les tribunaux pouvaient autoriser l'aliénation des biens dotaux, pour paiement de l'avoué de la femme et de celui du mari, défendeur à l'instance en séparation de biens. Cet arrêt a été très justement critiqué par M. Labbé.

Si la séparation de biens a été prononcée, la femme doit rembourser à son avoué les frais avancés par lui et le paiement de ces honoraires. Dans ce cas, l'avoué a une action sur la dot. Il s'agit ici, en effet, des frais occasionnés par la nécessité de conserver la dot, et, cette hypothèse rentre dans les prévisions de l'article 1558, al. 4 ; du moins, tel que l'interprète la jurisprudence. C'est, du reste, l'opinion de la jurisprudence et de la majorité des auteurs.

Mais, ici se limite l'exception. Nous n'admettons pas, contrairement à la majorité de la doctrine, que,

1. J. Palais, 1888, 1, 721.

lorsque la femme a engagé un procès de mauvaise foi, ou seulement à la légère, et qu'elle ait été condamnée aux dépens envers son adversaire, nous n'admettons point que cette condamnation soit exécutoire sur la dot.

En règle générale, la jurisprudence admet que les dépens ne peuvent être recouvrés sur les biens dotaux ; mais, outre l'exception que nous avons admise en matière de séparation de biens, la jurisprudence fait fléchir le principe de l'insaisissabilité, lorsque la femme a engagé ou soutenu un procès de mauvaise foi et a été condamnée aux dépens à titre de dommages-intérêts. La femme a commis un délit ou un quasi-délit.

D'après la jurisprudence, quand la femme a succombé dans un procès, intenté de mauvaise foi ou à la légère, la condamnation aux dépens dérive moins du contrat primitif, que du procès témérement soutenu ou engagé.

M. Guillouard pense que, hors ces deux cas, le principe d'insaisissabilité doit être maintenu. En effet, du moment que la femme a plaidé de bonne foi, la source de l'obligation de payer les dépens naît d'un quasi-contrat. Or, de telles obligations, d'après certains auteurs, ne peuvent point être exécutées sur la dot, la jurisprudence est en ce sens.

II

Dépens résultant d'une instance en séparation de corps

§ I

La femme est demanderesse

La séparation de corps ayant pour résultat indirect et nécessaire, la séparation de biens, la Cour de cassation, dans son arrêt du 19 juillet 1887 précité, a assimilé, quant aux dépens, la séparation de corps à la séparation de biens.

Si la femme a obtenu gain de cause, la dot répondra des frais avancés par l'avoué de la femme; si, au contraire, la femme a été déboutée de sa demande, la dot répondra de tous les dépens, même de ceux faits par le mari défendeur. La jurisprudence raisonne de la façon suivante : La femme, qui a engagé un procès en séparation de corps qu'elle a perdu, a intenté un procès téméraire et calomnié son mari. Elle peut être considérée comme ayant commis un quasi-délit. La condamnation,

qu'elle a encourue et qui met les dépens à sa charge, résulte d'un quasi-délit et comme telle, peut-être exécutée sur ses biens dotaux.

Il peut se faire que la femme, en intentant un tel procès, ait agi avec quelques raisons. Elle peut avoir des griefs, lui paraissant de nature à faire prononcer la séparation de corps, mais ces griefs n'ayant pas été jugés suffisants par le tribunal, sa demande a été repoussée. Ici, il ne peut être question de quasi-délit. C'était précisément le cas qui se présentait dans l'espèce soumise à la Cour suprême (arrêt ci-dessus). La femme qui avait succombé avait été condamnée aux dépens. La Cour suprême autorisa la saisie des biens dotaux, pour le paiement de ces dépens. Voici l'argument qu'elle invoque. Après avoir posé en principe, que la séparation de corps, entraînant nécessairement séparation de biens, destinée à conserver la dot, les règles relatives à la séparation de biens doivent s'appliquer à la séparation de corps : « Attendu, dit la Cour, que » l'insuccès de la demande ne saurait nuire aux » droits de l'avoué poursuivant, que ce même » insuccès est la base du droit, ouvert au profit de » l'avoué, du mari défendeur, sur la dot, dont la » conservation se trouve indirectement engagée » dans le débat; qu'il suit de là, qu'en autorisant

» l'aliénation des biens dotaux, non seulement,
» pour les frais de l'avoué de la femme, mais
» encore pour ceux de l'avoué du mari, défendeur
» à la demande en séparation de corps et de biens,
» l'arrêt attaqué n'a point violé l'article 1558, et en
» a fait, au contraire, une juste application. »

La Cour de Riom (dont l'arrêt avait été attaqué) après le tribunal d'Ambert, avait invoqué, comme motif, qu'il fallait dans ce cas faire fléchir le principe d'inaliénabilité pour permettre aux femmes, qui n'ont que des biens dotaux, de trouver facilement des avoués. La Cour suprême n'a pas reproduit l'argument.

Nous croyons que l'argument, invoqué par la Cour suprême, ne vaut guère mieux que celui de la Cour de Riom. Dans sa critique de cet arrêt, M. Labbé en a démontré la faiblesse, comme le dit le savant jurisconsulte, « la demande en séparation de biens a toujours, quelle que soit son » issue, pour objet la conservation de la dot en » péril. Il n'en est pas ainsi de la demande en séparation de corps. La séparation de corps entraîne » après elle, il est vrai, la séparation de biens ; » mais c'est uniquement parce que la séparation » de corps ne permet pas la persistance de la com-

» munauté, ni la persistance de l'administration,
» par le mari, des biens de sa femme. Ce n'est pas
» que la dot soit en péril, mais la Cour se con-
» tente de cette circonstance, que l'état, plutôt que
» la conservation de la dot, est engagé dans le
» débat d'une séparation de corps, pour appliquer
» aux remboursements des frais, l'exception à
» l'inaliénabilité, édictée par la loi, en vue d'une
» dépense vraiment conservatrice de la dot. La fai-
» blesse de l'argumentation, est manifesté. »

La Cour parle des droits de l'avoué de la femme et de l'avoué du mari. Quels sont ces droits ? La Cour ne le dit point. Elle ne nous dit point surtout, quel est le texte de loi, ou au moins le principe de droit, qui fait de ces créances d'avoués des créances privilégiées exécutoires sur les biens dotaux. Nous ne contestons point que les avoués soient créanciers de la femme, lorsque celle-ci a été condamnée aux dépens. Mais ce que nous contestons, c'est le droit de saisie accordée à ces avoués sur les biens dotaux. Il ne suffit point pour le leur accorder, d'assimiler, comme le fait la Cour, la séparation de corps à la séparation de biens.

Admettrions-nous que lorsque, dans une instance de séparation de biens où la femme a succombé et a été condamnée aux dépens, le paiement de ces

dépens, puisse être poursuivi sur la dot, nous ne saurions admettre la même conséquence pour la séparation de corps. En effet, ici nous ne croyons point que l'on puisse invoquer l'article 1558, car il ne saurait être question de conserver la dot. Tel n'est point le but de la séparation de corps.

A plus forte raison, nous repoussons la théorie du tribunal d'Ambert, suivie aussi par la Cour de Riom. La crainte de ne pouvoir trouver un avoué qui veuille occuper pour la femme dotale, ne nous paraît pas un argument suffisant pour déroger à la règle générale de l'insaisissabilité dotale. Cet arrêt de la Cour suprême est contraire à la jurisprudence antérieure. La doctrine, en général, se prononce contre cette solution.

§ II

La femme est défenderesse

Nous avons supposé jusqu'ici que la femme était demanderesse. Que décider, si la femme défenderesse a été condamnée aux dépens, par jugement prononçant la séparation de corps au profit du mari ?

La condamnation sera-t-elle exécutoire sur les biens dotaux ? Nous ne le croyons pas, et cela pour les motifs d'ordre général expliqués plus haut : c'est qu'aucune obligation de la femme ne peut engager la dot. La condamnation aux dépens est une dette comme une autre, elle n'a pas pour but la conservation de la dot.

Dans un arrêt du 10 décembre 1898¹, la Cour d'Amiens décide que, dans ce cas, la condamnation aux dépens peut être poursuivie sur les biens dotaux, cette condamnation prenant, comme celle que prononce la séparation de corps, sa source dans un délit ou quasi-délit.

Il nous semble que les partisans de la théorie de l'incapacité, doivent admettre la solution de cet arrêt. En effet, la source de l'obligation pour la femme, de payer les dépens, ne prend point naissance dans un fait volontaire. Or, nous savons que, seules, les obligations volontaires et licites de la femme n'engagent point la dot. Cependant les auteurs ne paraissent point admettre cette solution.

1. D. 1900, 2, 207.

SECTION VI

Dettes des successions échues à la femme et des legs ou donations par elle recueillis durant le mariage

Nous supposerons que la femme s'est constituée en dot tous ses biens présents et à venir, et que, durant le mariage, il lui est échu une succession grevée de dettes. Nous avons à déterminer les droits des créanciers de cette succession.

Il est incontestable que ces derniers ne peuvent élever la prétention que sur les biens héréditaires, car les biens de la femme, étant frappés de dotalité, sont, de par leur insaisissabilité, hors d'atteinte de leurs poursuites. Alors même que la femme aurait purement et simplement accepté la succession. Il faut encore supposer que les créanciers de la suc-

cession n'ont pas demandé la séparation des patrimoines ; car dans ce cas, et en faisant inscrire leur privilège ¹, les biens héréditaires restent affectés à leurs créances.

Mais les créanciers n'ayant pas demandé la séparation des patrimoines, peuvent-ils, quand même saisir les biens provenant de la succession ?

On leur a contesté ce droit ². D'après M. Labbé, les créanciers héréditaires, pour conserver leurs droits, doivent avoir recours à la séparation des patrimoines, autrement ils n'auront sur les biens de la succession ni plus ni moins de droits que sur les biens propres de leur débitrice. Les biens héréditaires, en effet, en vertu de la maxime : *le mort saisit le vif*, entrent dans le patrimoine de la femme frappés de dotalité, et la conséquence forcée de la confusion de ces biens avec ceux de la femme, sera qu'ils seront insaisissables au même titre que les autres biens composant le patrimoine dotal.

La doctrine et la jurisprudence repoussent en général cette opinion. M. Guillouard ³ accorde aux

1. Art. 2112, code civil.

2. M. Labbé, note sous Caen, 18 juin 1880. S. 81. 2. 1.

3. Op. cit., p. 407.

créanciers héréditaires le droit de se faire payer sur les biens composant la succession, en vertu de la maxime : *Bona non intelliguntur nisi deducto ære alieno*. MM. Baudry-Lacantinerie ¹, Le Courtois et Surville se rangent à l'opinion de M. Guillouard, en repoussant celle de M. Labbé, comme contraire au droit et à l'équité. Les biens héréditaires, disent ces auteurs, étaient et restent le gage des créanciers de la succession. Ils ne sont entrés dans le patrimoine de la femme que grevés et sous la déduction des charges (dettes et legs). A l'égard des biens de la succession, les créanciers héréditaires sont dans la même situation que les créanciers de la femme antérieurs au mariage à l'égard des biens de celle-ci.

C'est à cette opinion que nous croyons devoir nous ranger. Sans doute, les biens héréditaires font partie du patrimoine dotal aussitôt après la mort du *de cujus*. Dès ce moment, par l'effet de la constitution en dot de tous les biens présents et à venir, ces biens sont grevés de l'affectation, ce lien commun qui unit tous les biens composant la dot et en fait un patrimoine indépendant.

1. Op. cit., 382.

Mais nous savons que si les nécessités de l'affectation empêchent la femme d'engager sa dot par ses obligations durant le mariage, elles n'ont point cependant pour effet de nuire aux droits, déjà acquis par des tiers, à une époque où cette affectation n'existait pas, ou du moins n'atteignait point les biens en question. C'est, en vertu de ce principe, que nous avons accordé aux créanciers de la femme le droit de saisir, durant le mariage, les biens dotaux, lorsqu'ils étaient porteurs d'une créance ayant date certaine antérieure au mariage. Or, les créanciers héréditaires avaient un droit de gage sur les biens de la succession (2092 code civ.).

L'affectation qui grève ces biens, aussitôt leur entrée dans le patrimoine dotal, n'a point pour effet de faire disparaître ce droit. En d'autres termes, ces biens n'entrent dans le patrimoine dotal que, déduction faite, des charges.

En vertu du même principe, nous autoriserons les créanciers d'une succession, recueillie par la femme, comme légataire universelle ou à titre universel, à saisir les biens qui composent cette succession.

Enfin, lorsque la femme reçoit, durant le mariage, une donation avec charge de payer certaines dettes

désignées, dans l'acte de donation, les créanciers ainsi désignés peuvent saisir les biens donnés alors même qu'ils deviendraient dotaux, mais ces seuls biens peuvent être saisis par eux. Les autres biens, composant la dot sont, pour eux, insaisissables.

SECTION VII

De l'insaisissabilité des revenus dotaux

La dot est frappée d'une double affectation ; elle doit subvenir aux besoins du ménage ; elle doit constituer un patrimoine de réserve à la famille. Jusqu'ici nous n'avons envisagé la dot que comme patrimoine de réserve et, de ce principe, nous avons tiré la règle de l'insaisissabilité des biens dotaux. Cette règle est générale, avons-nous dit, et s'applique à toutes les obligations de la femme, quelles que soient leurs sources ; mais nous avons vu que, dans certaines hypothèses, il faut accorder le droit de saisie à certains créanciers et faire fléchir en leur faveur la règle de l'insaisissabilité. Nous avons vu quels sont les créanciers qui peuvent poursuivre sur la dot l'exécution de leurs créances.

Nous allons maintenant nous occuper de l'affectation des revenus dotaux aux charges du ménage et rechercher les conséquences qui découlent de cette affectation.

La dot est apportée au mari pour subvenir aux charges du ménage. Vous savez que le mari n'est point un usufruitier ; sans doute, il perçoit les revenus dotaux, mais ce n'est point dans son intérêt personnel et exclusif. Il est un caissier, chargé de la perception des revenus, mais il n'est pas libre d'en disposer à sa guise, il doit les employer aux besoins du ménage. C'est là leur destination, et le mari n'a point le droit de les en détourner. Ce n'est que dans le cas où les revenus seraient en excédent et ce n'est qu'après avoir payé les dépenses du ménage, qu'il est maître de l'excédent et peut en faire l'usage qui lui convient.

La règle ainsi posée, il nous est facile d'en déduire les conséquences. Les revenus dotaux, étant affectés aux besoins du ménage, sont indisponibles dans la mesure où ils doivent servir à leur destination. La portion de ces revenus, qui sera nécessaire pour l'entretien et la subsistance de la famille, est insaisissable. L'excédent étant libre entre les mains du mari, qui peut en disposer à sa guise, on doit

accorder à ses créanciers le droit de les saisir¹. Quant aux créanciers de la femme, ils ne pourront élever aucune prétention à leur sujet, car la femme n'a pas plus le droit d'aliéner les revenus que la nue-propriété de la dot. Celle-ci n'est point à sa disposition.

Par l'effet de la séparation de biens, la femme succède au mari dans l'administration des biens dotaux comme nous l'avons vu ; c'est elle qui désormais est chargée de la perception des revenus de sa dot, mais la séparation de biens n'ayant aucun effet sur l'affectation et ne la faisant point disparaître, il s'ensuit que les revenus dotaux seront indisponibles, entre les mains de la femme, dans la mesure où ils l'étaient dans les mains du mari. La femme sera maîtresse de l'excédent, et ses créanciers pourront saisir cet excédent ; mais comme avant la séparation de biens, la femme n'a point le droit d'engager ses biens dotaux à l'exécution de ses obligations, et par là il faut entendre, non seulement la nue-propriété, mais encore la jouissance ; il faut en conclure que les créanciers de la femme, dont le titre est antérieur à la séparation de biens, ne peuvent saisir cet excédent. Après la séparation

1. M. Saleilles à son cours.

de biens, les droits de la femme sur la dot sont modifiés. La nue-propriété reste insaisissable comme avant, mais la femme acquiert, comme administrateur de la dot, *le droit* de disposer d'une certaine portion de ses revenus; cette portion, elle pourra désormais l'affecter au paiement des obligations qu'elle contractera, et partant les créanciers avec lesquels elle traitera, auront le droit de saisir la partie disponible.

Ces conséquences découlent, naturellement, des principes généraux que nous avons établis au début de cet ouvrage. Notre solution en la matière est celle qu'admettent les tribunaux.

« Attendu, dit la Chambre des requêtes ¹ que
» les revenus de la dot ne participent à l'inaliénabilité du fonds dotal que pour la portion nécessaire aux besoins de la famille; que le superflu
» resté libre peut être saisi par les créanciers du
» mari jusqu'à la séparation de biens et qu'ensuite
» il devient le gage de ceux envers lesquels la femme
» s'oblige postérieurement à la séparation et peut
» être saisi par eux entre ses mains. »

Dans les nombreux arrêts rendus en la matière,

1. 14 août 1883. S. 86. 1. 37.

nous n'avons jamais trouvé de distinction établie entre les revenus échus et les revenus à venir.

Le premier arrêt de la Cour suprême qui consacre l'opinion aujourd'hui admise est du 26 février 1834 ¹. La Cour restreint à l'excédent les droits de saisie des créanciers de la femme postérieurs à la séparation de biens : « Attendu que si tous les » revenus dotaux peuvent être saisis par les créanciers de la femme comme des biens libres, même » lorsqu'ils seraient indispensables à fournir des » aliments à la famille, la femme pourrait être forcée immédiatement de recourir à la justice et d'en » obtenir l'autorisation de vendre l'immeuble » dotal, autorisation que la nécessité de pourvoir » aux besoins de la famille ne permettrait pas de » refuser. Il suffit d'une obligation contractée par » la femme pour la forcer, par la saisie de tous les » revenus, à la vente du bien dotal et rendre illusoire la protection accordée aux biens dotaux par » les articles 1554 et 1558 ce qui serait absolument contraire à ces articles. »

Depuis cet arrêt la jurisprudence s'est toujours prononcée dans le sens de l'indisponibilité des reve-

1. J. P. 1834, p. 208.

nus dotaux pour la part nécessaire aux besoins de la famille ; tout le superflu est saisissable ¹.

Les créanciers, envers qui la femme s'est engagée avant la séparation de biens, n'ont aucun droit sur les revenus après cette séparation ².

Il peut arriver que par contrat de mariage la femme se soit réservé la jouissance de sa dot³ ou des revenus de certains biens dotaux. La jurisprudence déclare alors saisissables ces revenus pour toute la partie qui excède les besoins du ménage ⁴. La Cour suprême a appliqué ce principe dans l'arrêt du 14 août 1883 rapporté ci-dessus. Elle a décidé que les créanciers envers qui la femme s'est engagée avant la séparation de biens peuvent, après comme avant cette séparation, saisir l'excédent des revenus dotaux, lorsque la femme s'était par contrat de mariage réservé la disposition d'une quotité déterminée de ses biens dotaux.

1. Voir en ce sens, Cassation 7 juin 1864. S. 64. 1. 201. — Cass. 27 août 1880. S. 80. 1. 360. — Cass. 14 août 1883. S. 86. 1. 37. — Limoges 16 février 1839. S. 39. 1. 583. — Caen 17 mai 1854. D. 55. 5. 160. — Agen 1^{er} février 1870. S. 70. 2. 311.

2. Cass. 14 août 1883. S. 86. 1. 37.

3. La jurisprudence admet la validité de la clause par laquelle la femme se réserve l'administration et la jouissance de ses biens dotaux. Voir en sens contraire Lyon-Caen, note sous cassation S. 86. 1. 161.

4. Cassation 17 mars 1856. S. 56. 1. 515.

Si la jurisprudence ne varie point et adopte toujours la solution que nous avons proposée, les auteurs en revanche sont moins d'accord.

Selon M. Laurent, le mari est maître des fruits dotaux, il peut en disposer comme il l'entend, sans qu'il y ait à distinguer entre les fruits nécessaires au ménage et le superflu. « A notre avis, dit-il, le mari » peut céder son droit aux fruits, quelle que soit la » qualification qu'on veut lui donner, que ce soit un » usufruit ou une jouissance d'une nature particulière. Tout droit peut être cédé, à moins que la » loi ne le déclare incessible ; par application de ce » principe, la loi dispose que l'usufruitier peut céder » son droit (art 595) ; le preneur peut céder son bail » (art. 1717) ; le mari doit avoir le même droit, » puisque aucune loi ne le lui défend »¹.

Quant à l'inaliénabilité, elle ne peut résulter de l'article 1554, car cet article a pour but de défendre à la femme d'aliéner ses biens et la jouissance n'est point dans son domaine, mais dans le domaine du mari. L'article 1554 est étranger à la jouissance. « Il » y a, dit M. Laurent, confusion dans les idées de » de la doctrine que nous combattons ; on suppose

1. XXIII, N° 484.

» que l'inaliénabilité a été introduite pour garantir
» *la destination de la dot*. Il n'en est rien ; la loi a
» voulu protéger la *femme contre sa propre faiblesse*
» et contre la puissance maritale. Cela n'a rien de
» commun avec les fruits qui appartiennent au mari,
» dont il dispose comme il veut. Les dissipe-t-il ?
» la dot est en péril et la femme peut demander la
» séparation de biens, c'est-à-dire reprendre la
» jouissance des biens dotaux. »

° On objecte que la dot est apportée au mari pour supporter les charges du ménage, comme le dit l'article 1540. Mais, répond M. Laurent, cette loi existe aussi pour la communauté. En induira-t-on que le mari, seigneur et maître, ne peut disposer de son droit aux fruits ?

L'argument de M. Laurent est juste. Cet auteur, en effet, part de ce principe que l'inaliénabilité dotale a été introduite pour protéger la femme contre l'influence du mari ; il faut donc en conclure que cette inaliénabilité ne peut frapper le mari, et partant que les revenus dotaux peuvent être cédés par lui et que ses créanciers peuvent les saisir. Décider le contraire, n'est-ce point un peu oublier le fondement de l'inaliénabilité dotale ? Si cette inaliénabilité repose sur l'incapacité de la femme, pourquoi

étendre cette incapacité au mari? On n'ose point aller jusqu'à dire que le mari est aussi frappé d'incapacité et alors comment justifier la solution proposée? C'est donc qu'à lui seul le système de l'incapacité de la femme dotale ne peut servir de fondement à l'inaliénabilité. Il ne peut expliquer les diverses parties du régime dotal. Cela suffit à nos yeux pour nous le faire repousser.

Tous ses partisans doivent reconnaître qu'il est impuissant à protéger efficacement la dot pour la nue-propriété et pour l'usufruit. Aussi reconnaissent-ils généralement que si les revenus dotaux sont insaisissables, c'est par suite de leur destination.

« La dot est apportée au mari pour soutenir les
» charges du mariage, dit M. Guillouard ¹, mais
» sous le régime dotal, elle est apportée avec le
» caractère d'inaliénabilité que proclame l'article
» 1554; et voici la conséquence qui découle de ces
» deux idées: c'est que les fruits de la dot sont
» inaliénables comme la dot elle-même, au moins
» dans la mesure où ils sont nécessaires aux
» besoins du ménage. »

1. T. IV, n° 1817, p. 146. — M. Guillouard repousse la solution de M. Laurent pour se rallier à celle de la jurisprudence.

Mais le savant auteur ne fait-il pas une pétition de principe ?

Quand il recherche quel est le fondement de l'inaliénabilité¹, M. Guillouard nous dit : « l'incapacité est la cause, et l'inaliénabilité le résultat². »

Si c'est la seule incapacité de la femme qui entraîne l'inaliénabilité, comment expliquer l'inaliénabilité des revenus entre les mains du mari ? Est-ce par l'incapacité de la femme ? Ce serait absurde et jamais personne n'a songé à le soutenir. Il est donc certain que l'inaliénabilité dotale résulte de quelque autre chose que l'incapacité de la femme dotale. Quel est ce quelque chose ? M. Guillouard nous le dit à la page 147, n° 18183. « Les revenus » des biens dotaux doivent d'abord servir aux » besoins du ménage ; c'est *dans ce but* qu'ils sont » apportés au mari, c'est *dans cette mesure* qu'ils » sont vraiment inaliénables. Mais lorsque le mari a » fait face à ces besoins, l'excédent lui appartient, » et nous ne voyons pas à quel titre, il serait inalié- » nable. Les revenus de la dot *sont donnés* au » mari et en dehors *de la destination*, que l'article

1. P. 162 et s. Loc. cit.

2. P. 164. Loc. cit.

3. Op. cit.

» 1540 leur assigne, le surplus entre dans son
» patrimoine. »

Si donc le mari ne peut aliéner les revenus dotaux pour la partie nécessaire aux besoins du ménage, c'est donc que leur *destination* y met obstacle. Si le mari peut aliéner le surplus, c'est que la destination n'y fait plus obstacle. Il faut donc en conclure que le fondement, la base de l'inaliénabilité des revenus dotaux est *leur destination*. C'est une grande concession que nous fait M. Guillouard; venant d'une telle autorité, nous ne pouvons l'enregistrer qu'avec la plus vive satisfaction.

MM. Baudry-Lacantinerie, le Courtois et Surville¹, admettent, eux aussi, la même solution que M. Guillouard. Ils ne se basent point sur l'incapacité de la femme, ils n'y font même pas allusion. La raison de l'insaisissabilité des revenus dotaux, c'est leur destination.

« Il suffit de dire² pour expliquer ce principe,
» que le mari n'a la jouissance des immeubles
» dotaux que sous la condition de subvenir aux
» charges du ménage, si bien qu'il lui est interdit

1. P. 374, n° 1690, op cit.

2. P. 375, op. cit.

» de détourner les revenus de ce but. S'il ne peut
» accomplir un semblable détournement, ses créan-
» ciers ne le peuvent pas plus que lui. »

Ce n'est pas, du reste, la première fois que les auteurs expliquent l'inaliénabilité dotale par l'idée d'affectation. Nous avons pu nous rendre compte, à plusieurs reprises, pendant le cours de nos travaux, que des auteurs, après avoir exposé et soutenu la théorie de l'incapacité, la laissent parfois assez volontiers de côté, pour parler d'affectation des biens dotaux.

M. Colmet de Santerre ¹ refuse au mari le droit de céder la plus petite partie des revenus dotaux, alors même qu'ils excèderaient les besoins du ménage :

« L'inaliénabilité, dit-il, ne peut venir que de la
» convention matrimoniale; toute la dot est inalié-
» nable, alors même qu'elle est plus considérable
» qu'il n'est nécessaire pour subvenir aux besoins
» présents et à venir de la famille. Ce qui est vrai
» du fonds dotal, doit l'être de la jouissance; si
» l'usufruit de la dot est inaliénable, ce ne peut
» être qu'en vertu de l'article 1554, et cet article

1. Vol VI, n° 226 bis, IX et X.

» ne connaît pas les distinctions arbitraires entre
» l'utile et le superflu; il reconnaît aux parties, le
» droit d'avoir rendu inaliénable tout ce qu'elles
» ont voulu. »

Les auteurs que nous avons cités, s'accordent assez généralement pour décider que la solution ci-dessus ne s'applique qu'aux revenus à échoir ou à percevoir. Quant aux revenus échus, le fait de leur confusion avec les biens du mari, fait obstacle à leur insaisissabilité¹.

On s'accorde assez généralement à reconnaître aux créanciers, pour fournitures d'aliments, le droit de saisir les revenus dotaux, destinés à subvenir aux besoins du ménage². « Attendu³ que les objets
» fournis ont le caractère d'aliments.... que les revenus de la dot, devant servir aux charges du
» ménage, doivent être affectés au paiement de ce
» qui a servi à alimenter la famille, et sont le gage
» des créanciers qui ont fourni ces aliments; qu'il
» n'y a point lieu, en l'espèce, de distinguer, si les
» revenus sont ou non suffisants à l'entretien de la

1. Voir Guillouard, n° 1819 et Baudry-Lacantinerie, p. 372. Voir aussi dans Sirey, 1893, 1, 313, une note de M. Bourcart, sous cassation, 24 décembre 1890.

2. Voir en ce sens, Baudry-Lacantinerie, p. 375.

3. Grenoble, 26 décembre 1868, J. Palais, 69, 1, 689.

» famille, puisque c'est pour ce même entretien,
» qu'ils ont été engagés, lorsque la femme X... a
» acheté des marchandises à la femme Y... »

Nous ne pouvons que souscrire à la solution de
cet arrêt.

SECTION VIII

De la représentation de la dot mobilière par des paraphernaux ou de la dot renfermée¹

Supposons que la femme ait acquis un immeuble au moyen de valeurs dotales; cet immeuble est paraphernal s'il n'y a aucune disposition du contrat de mariage prescrivant l'emploi. Cela résulte expressément de l'article 1553. Mais si cet immeuble n'est pas devenu dotal et partant n'est pas frappé de

1. Bibliographie : Guillouard, *Traité du contrat de mariage*, tome iv, page 60 et suivantes.

Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *Contrat de mariage*, vol III, p. 635.

Vigie, *Revue critique*, 1897, p. 480. Labbé, note sous Cassation, 3 juin 1891, S. 93, 1, 5.

Regnault, *Représentation de la dot par des paraphernaux*. Thèse, Paris 1894.

Marcel Planiol, sous Cass., 26 novembre 1895. D. 96, 1, 313.

l'inaliénabilité individuelle, au sens de l'article 1554, ne fait-il pas partie au moins de *l'universalité juridique*, qui est le patrimoine dotal, et de ce fait, soumis à la règle de l'inaliénabilité, telle qu'on la conçoit pour la dot mobilière ? Il est indubitable que, dans une universalité juridique, un bien acquis en échange d'un autre bien prend la place du bien qu'il représente, et cela en vertu de la subrogation réelle ¹. Il faut donc conclure que, dans la mesure où l'immeuble acquis des deniers dotaux représente ces derniers dans l'universalité juridique, cet immeuble doit être déclaré inaliénable et par conséquent insaisissable. Par suite, cet immeuble ne pourra être saisi qu'à la condition, pour le saisissant, de rapporter, intacte, la somme dotale représentée par l'immeuble. En d'autres termes, au moment où la procédure d'ordre s'ouvrira, la femme ou le mari, (selon que la saisie a eu lieu avant ou après la séparation de biens) prélèvera, sur le prix de l'adjudication, le montant des deniers dotaux qui ont été consacrés à l'acquisition de l'immeuble.

En effet, comment pourrait-il se faire que cette partie de la dot mobilière qui, lorsqu'elle était en

1. Cf. M. Saleilles, sous Dijon, 30 juin 1893, S. 94, 2, 185.

nature dans le patrimoine dotal, était insaisissable, devint saisissable par le fait qu'elle s'est transformée et qu'elle a été employée à l'acquisition d'un immeuble ? Si elle pouvait être saisie, il n'y aurait plus de garantie pour la dot mobilière. Les époux n'auraient qu'à l'employer à l'acquisition d'immeubles et pourraient alors librement l'affecter au paiement des obligations que la femme contracte durant le mariage.

Il faut donc que la femme puisse, par préférence à ses propres créanciers, prélever sur le prix de l'immeuble saisi, le montant de la dot représentée par l'immeuble. C'est en ce sens que s'est prononcée la jurisprudence. Pour qu'un bien paraphernal puisse être ainsi considéré comme représentant la dot, il faut, d'après la jurisprudence ¹ :

1° Une acquisition faite par la femme, au cours du mariage ; si le bien devient la propriété du mari, la question de dotalité ou de paraphernalité ne peut se présenter.

2° L'absorption de deniers dotaux par cette acquisition, soit que ces deniers aient servi à payer le vendeur, soit que la créance dotale se trouve éteinte

1. Cf. Planiol, sous Cass., 26 novembre 1895. D. 96, 1, 313.

par confusion ou compensation. (La preuve de ces deniers doit être faite par la femme, faute de quoi l'immeuble est considéré comme paraphernal pur et simple ¹).

3° L'absence, dans le contrat de mariage, de toute obligation d'emploi, car, en présence d'une clause d'emploi, l'immeuble est dotal en vertu de l'article 1553.

Examinons les diverses hypothèses où ces principes peuvent recevoir leur application.

1° Une femme dotale a reçu de son père une dot en argent qui ne lui a point été payée. Le père meurt, la fille vient à la succession paternelle, soit seule, soit en concurrence de ses frères et sœurs, mais, après le paiement des dettes et charges de la succession, il ne reste plus que des immeubles, et la femme reçoit un immeuble en paiement de sa dot. L'immeuble est paraphernal, mais comme cet immeuble représente la dot mobilière, il s'ensuit que le prix en est frappé de dotalité jusqu'à concurrence de la dot ².

2° La dot mobilière, ayant été promise en argent,

1. Cass. Req., 29 décembre 1875. D. 76, 1, 444.

2. Cass. 1^{er} décembre 1857. D. 58, 1, 71.

la femme, avec le consentement du mari, accepte en paiement un immeuble; celui-ci est paraphernal, mais il représente encore la dot mobilière ¹.

3° Une acquisition est faite par le mari au nom de sa femme, et il paye, avec les deniers dotaux, l'immeuble acquis.

La jurisprudence décide que l'achat est valable, que l'immeuble, ainsi acquis à la femme, est paraphernal et représente la dot mobilière.

4° La femme, séparée de biens, reçoit de son mari un immeuble en paiement de ses reprises dotales.

Ici encore, la jurisprudence applique la théorie de la dot renfermée.

5° La femme se porte adjudicataire d'un immeuble de son mari, lors de l'adjudication qui a eu lieu après la saisie des biens du mari. La femme est, en vertu de son hypothèque légale, colloquée dans l'ordre et dispensée de payer le prix de l'immeuble par elle acquis, jusqu'à concurrence de sa dot. Ici, encore, l'immeuble est paraphernal, mais il représente la dot ².

6° La femme, après la séparation de biens,

1. Pau, 8 juin 1892, D. 94, 2, 315.

2. Cass., 12 avril 1870, D. 70, 1, 264.

acquiert un immeuble de ses deniers dotaux. Même solution que précédemment.

Cette théorie de la jurisprudence, à propos de la représentation de la dot mobilière, par des immeubles paraphernaux, a été vivement critiquée par la doctrine. M. Labbé, dans une note sous Cassation, 3 juin 1891, S. 95, 1, 5, fait ainsi la critique de la jurisprudence :

« L'immeuble n'est pas dotal, il est paraphernal,
» mais il contient, en quelque sorte, dans ses flancs
» une valeur dotale indisponible. Cette valeur, il la
» conserve et doit la rendre. Cette valeur communi-
» que à l'immeuble où elle est cachée, incorporée,
» une inaliénabilité restreinte au montant de la dot
» mobilière. Lorsque l'immeuble sera vendu, trans-
» formé en argent, sur le prix, la dot sera prélevée
» au profit du mari, si le droit de jouissance dure
» encore. La dot se dégagera alors de l'enveloppe
» immobilière qui la contenait. Cet immeuble,
» qui, appartenant à la femme mariée, n'est pas
» dotal, qui n'est pas inaliénable, mais qui recèle en
» son sein une valeur dotale indisponible, qui la
» garde, en répond et doit la rendre aux époux,
» est une nouveauté, presque une monstruosité
» juridique, qui a été inventée, construite par la
» jurisprudence. »

M. Guillouard distingue, selon que l'acquisition de l'immeuble, au moyen des deniers dotaux, a été faite par le mari, en son nom, ou par le mari, au nom de la femme, ou encore par les deux époux, au nom de la femme. Si la femme, dans la deuxième hypothèse, accepte l'emploi fait des deniers dotaux, nous retombons dans la troisième hypothèse.

Si le mari a fait emploi des deniers dotaux, en achetant un immeuble en son nom, l'immeuble n'appartient pas à la femme, et partant il ne peut être question de dot renfermée. En réalité, la femme reste créancière de la restitution de sa dot contre son mari.

Nous partageons cette manière de voir. L'immeuble appartient au mari, et, à ce titre, est frappé de l'hypothèque légale de la femme.

Si l'acquisition a été faite au nom de la femme, l'immeuble est paraphernal, et la femme peut l'aliéner librement. M. Guillouard ajoute, en reproduisant l'opinion de M. Colmet de Santerre ¹.

La femme doit indemniser son mari de la diminution de jouissance que l'opération entraîne pour lui. Elle doit lui payer les intérêts de la somme

1. *Traité de droit civil*, VI, 225 bis, v.

d'argent procurée par le mari. Le mari, en effet, avait la jouissance des deniers dotaux, la femme devra, en toute justice, l'indemniser, en lui donnant, chaque année, une somme égale aux revenus annuels dont il est privé. Mais, si la femme abandonne au mari la jouissance de l'immeuble acquis, le mari recevra une compensation suffisante et ne pourra rien réclamer à la femme.

M. Guillouard s'en tient à cette restriction. Il refuse énergiquement de voir, dans l'immeuble paraphernal, la représentation de la dot. Sans doute, dans les rapports du mari et de la femme, il est entendu que les immeubles paraphernaux représentent la valeur dotale, mais, à l'égard des tiers, il n'en est point ainsi. Vis-à-vis des tiers, il n'y a pas de subrogation, car, à leur égard, il ne saurait y avoir que des biens dotaux et des biens paraphernaux, les premiers, exclus de leur gage, et les seconds, garants de leurs créances. Or, l'immeuble est paraphernal, donc il est saisissable.

Nous ne contestons point la saisissabilité de l'immeuble, mais, nous nous demandons pourquoi, si l'on admet qu'il y a subrogation au regard du mari, il n'y a point cependant subrogation à l'égard des tiers. S'il y a subrogation au regard du mari, c'est que l'immeuble représente, dans le patrimoine

dotal, la somme qui a été consacrée à son acquisition. Mais, s'il en est ainsi, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout du raisonnement et dire qu'il la représente *erga omnes*. De deux choses l'une, ou il ne saurait y avoir subrogation à l'encontre des tiers, et il ne peut y avoir subrogation au profit du mari; ou bien, la subrogation se produit, et, à ce titre, elle est opposable aux tiers, et le mari peut s'en prévaloir.

Nous ne contestons point que la représentation de la dot, par des paraphernaux, constitue un grand danger pour les tiers; mais, ne peut-on conjurer le danger, en décidant que, pour que la subrogation leur soit opposable, il faut que l'acte d'acquisition mentionne que l'immeuble a été acquis au moyen de valeur dotale? C'est ainsi qu'il a été jugé que la seule dévolution héréditaire ne suffisait point à avertir les tiers; il faut que l'acte de partage leur montre que les immeubles attribués à l'épouse représentent les deniers dotaux ou la créance dotale, dont elle a dû faire le rapport.

Si l'on donne ainsi au mari un certain droit sur cet immeuble paraphernal, représentant la valeur dotale, disent MM. Baudry-Lacantinerie, Le Co ur

tois et Surville ¹, l'existence propre de cette valeur mobilière dotale renfermée dans ce bien, est par cela même reconnue. Dès lors, faut-il admettre qu'elle puisse servir à payer les créanciers de l'épouse ? Lorsque la dot est en argent aux mains du mari, la femme a, pour garantie, son hypothèque légale singulièrement efficace, lorsque le mari emploie les deniers dotaux à acquérir, en son nom, un immeuble. Au contraire, toute garantie disparaît si l'immeuble représentant cette valeur est à la libre disposition de la femme comme paraphernal et, à ce titre, peut être saisi par ses créanciers.

Enfin, si après la séparation de biens, la femme reçoit en paiement de sa dot un immeuble ; si l'on déclare cet immeuble paraphernal sans restriction, que devient la dot mobilière ? Par quoi sera-t-elle garantie ?

Si donc l'immeuble est paraphernal, il n'en est pas moins la représentation d'une valeur dotale, et le patrimoine dotal a sur ces immeubles un droit de gage, qui fera qu'à la vente de cet immeuble, la créance devra être remboursée à l'administrateur du patrimoine dotal.

Quel sera le droit de saisie des créanciers de la

1. Page 640, op. cit.

femme sur les biens que représente la dot mobilière ? Il est d'abord un principe certain, c'est que tous les créanciers de la femme, indistinctement, peuvent les saisir, car ces biens sont paraphernaux et, à ce titre, font partie du droit de gage des créanciers de la femme. Mais il est non moins certain que, si l'on accorde aux tiers les droits de saisie sans aucune réserve, le principe de la représentation de la dot mobilière ne recevra point satisfaction, car la dotalité, que ces biens renferment en puissance, comme le dit M. Planiol, ne produirait aucun effet. Il faut donc combiner les droits des tiers et ceux de la femme. D'un côté, les créanciers pourront saisir, mais de l'autre, la femme devra toujours retrouver sa dot. Le bien paraphernal, qui représente la dot, est saisissable, mais la dot est insaisissable.

Ainsi, la jurisprudence décide que les créanciers de la femme peuvent saisir librement ce bien paraphernal, qui renferme en lui la dot mobilière, mais la femme prélèvera sur le prix d'adjudication le montant de la valeur dotale renfermée dans le bien saisi, et elle prélèvera ce prix, par préférence à ses propres créanciers ; le prélèvement exercé par la femme se fait non pas par suite d'un privilège, qui lui donnerait la priorité sur les autres créanciers ; elle ne saurait, en effet avoir de privilège sur ses

propres biens, elle l'exercera parce que le prix de l'adjudication, jusqu'à concurrence des valeurs dotales renfermées, est lui-même dotal et à ce titre insaisissable. « Comme le dit M. Planiol¹, ce prélèvement est une sorte de demande en distraction, par laquelle la femme soustrait aux pouvoirs de ses créanciers une valeur qui n'est pas saisissable. »

Cela revient à dire que si le paraphernal représentant la dot peut être saisi par les créanciers, ceux-ci n'ont pratiquement comme gage que l'excédent de sa valeur sur la valeur de la dot, par exemple, s'il y a eu une plus-value fortuite ou si des constructions ont été élevées sur cet immeuble.

Si donc l'immeuble paraphernal représentant la dot mobilière, n'a point augmenté de valeur, les créanciers n'auront aucun intérêt à le saisir, parce que le prix de l'adjudication ne leur profiterait point, la femme devant le garder tout entier. Pour éviter que, par mauvaise foi, les tiers ne saisissent les biens dotaux à un moment inopportun où le prix de l'adjudication pourrait être inférieur au montant de la créance dotale, certains arrêts ont exigé que le créancier saisissant s'engage à garantir que le prix

1. Loc. cit.

d'adjudication sera au moins égal au montant des deniers dotaux ¹. Certains arrêts avaient même été plus loin. Ils avaient décidé que le créancier saisissant devait, avant de saisir, rembourser préalablement à l'épouse ou au moins consigner une somme égale au montant des deniers dotaux renfermé dans le bien saisi.

On a critiqué cette jurisprudence en disant que le saisissant n'est point tenu d'assurer à la femme le remboursement de ses reprises pour un chiffre supérieur à la valeur actuelle de l'immeuble ².

L'adjudication prononcée, les deniers dotaux devront être remboursés par le saisissant au mari avant la séparation de biens et à la femme après cette séparation. Mais le mari, qui réclame ces deniers, ne les touche point comme propriétaire, mais bien à titre d'administrateur. La conséquence en est que ses créanciers ne peuvent élever aucune prétention à leur sujet. Ces deniers iront dans le patrimoine dotal, prendre la place des deniers renfermés dans l'immeuble, et leur seront subrogés.

1. Riom, 5 août 1843. D. 45, 2, 148. S. 44, 2, 590. Agen, 13 août 1891. S. 93, 2, 97. Grenoble, 11 juillet 1857. D. 57, 2, 210.

2. Voir en ce sens Nîmes, 16 janvier 1899. Gaz. P. 99, 2, 670.

Supposons qu'une femme s'est constituée en dot tous ses biens présents et à venir, et qu'avec ses deniers dotaux il a été acquis un immeuble. En vertu de l'article 1553, cet immeuble est paraphernal ; à ce titre les créanciers peuvent le saisir. Mais après avoir remboursé à la femme la représentation de sa dot mobilière, le surplus du prix (en cas de plus value) sera-t-il distribué aux créanciers ou bien faut-il décider que la plus-value est elle-même dotale comme constituant un bien à venir ? La Cour de Montpellier s'est prononcée pour la seconde opinion ¹.

C'est se prononcer pour une insaisissabilité absolue de l'immeuble paraphernal ; car si les créanciers ne peuvent prétendre à aucune portion du prix d'adjudication, autant vaut leur refuser le droit de saisie.

Nous ne partageons point la manière de voir de la Cour, car si l'immeuble est paraphernal (la Cour le reconnaît du reste), on ne saurait dire que la plus-value est dotale. La plus-value est l'accessoire de l'immeuble et partant doit être paraphernale comme lui. Que l'on déclare dotale la partie du prix représentant la dot mobilière, nous l'admettons. Mais au

1. Montpellier 21 juin 1871. S. 71. 2. 88.

delà de cette créance, le surplus du prix doit être paraphernal.

Nous avons supposé que la femme recouvre sa créance dotale par une vente. Ne peut-elle la recouvrer par une hypothèque ? Ainsi, voilà un immeuble paraphernal acheté 7.000 francs avec des deniers dotaux. La femme, avec l'autorisation du mari, fait un emprunt hypothécaire de 7.000 francs. Le prêteur remet ces 7.000 francs au mari (qui a seul qualité durant le mariage pour toucher les créances dotales). Le prêteur plus tard fait vendre le bien. La femme pourra-t-elle produire à l'ordre en invoquant son privilège et ainsi toucher le montant de sa créance dotale avant son propre créancier ? Non, parce que cette créance dotale n'existe plus, elle a été déjà payée au mari.

La femme n'a plus qu'une créance contre son mari. La Cour de cassation dans une espèce analogue a ainsi décidé ¹.

Mais l'arrêt précité a plutôt repoussé la demande de la femme, en se basant sur ce que le titre de propriété du bien renfermant la dot n'indiquait pas au tiers qu'il représentait une dot mobilière, et comme

1. 3 juin 1891. S. 93. 1. 5.

d'autres arrêts¹ ont reconnu dans cette hypothèse le droit pour la femme de produire à l'ordre, on ne saurait trop conseiller la prudence aux personnes disposées à prêter de l'argent à une femme dotale.

La solution, admise par la jurisprudence en cette matière, est pleine de danger ; aussi l'on conçoit que la jurisprudence exige que le titre de propriété du bien paraphernal révèle aux tiers l'incorporation de la dot pour que la femme puisse le leur opposer.

Au lieu d'être représentée par des immeubles, la dot peut être représentée par des dommages-intérêts, auxquels un notaire a été condamné envers la femme, à raison d'actes qui ont entraîné la perte d'une valeur dotale lui appartenant. Ces dommages-intérêts sont la représentation de cette valeur et, à ce titre, insaisissables comme la valeur qu'ils représentent².

Peu importe que l'on considère ces dommages-intérêts comme dotaux ou paraphernaux ; ils n'en sont pas moins la représentation d'une valeur dotale. Par conséquent l'on ne devra permettre aux créanciers de la femme de les saisir, qu'à la condition de

1. Cassation 1^{er} décembre 1857. S. 58. 1. 257.

2. Cassation 5 janvier 1881. J. P. 91. 1. 250. S. 91. 1. 102.

rembourser d'abord à celle-ci le montant de la valeur dotale, dont ces dommages-intérêts sont la représentation. On doit, en effet, appliquer ici la même solution que lorsqu'il s'agit de la représentation de la dot par des immeubles.

C'est en faisant application de ces principes, que la Cour suprême a prononcé la nullité d'une saisie arrêt, portant sur les dommages-intérêts dus à la femme par un notaire, alors que les dommages-intérêts représentent une valeur inférieure au montant de la partie de la dot qui avait péri.

Si la femme acquiert un meuble certain avec les deniers dotaux, le meuble sera dotal si le contrat de mariage contient une clause d'emploi. En l'absence d'une clause d'emploi, la jurisprudence décide que ce meuble est paraphernal et représente la dot mobilière ¹. Les créanciers de la femme ne peuvent donc saisir les meubles représentant la dot mobilière qu'à la condition que, sur le prix de vente, la femme prélève une somme égale au montant du prix d'acquisition de ce meuble.

Transformation de la dot de corps certain en corps incertain

Enfin, supposons que la femme ait aliéné un

1. Cassation 17 février 1883. S. 84. 1. 85.

immeuble, dans le cas où cette aliénation est permise, ou que le mari (en vertu des pouvoirs à lui accordés par le système de la jurisprudence) ait aliéné les meubles dotaux. Le prix de ces biens, tant qu'il n'est pas payé, appartient à la femme et ses créanciers ne peuvent le saisir, car ce prix est subrogé dans le patrimoine dotal au bien aliéné dont il est la représentation, et partant est insaisissable.

Echange d'un corps certain contre un corps certain

Si un échange est fait entre deux immeubles, conformément à l'article 1559, l'immeuble acquis en échange est subrogé à l'immeuble échangé, et partant il le remplace dans le patrimoine dotal. Il est par suite inaliénable.

La même solution devra s'appliquer au cas où un meuble dotal certain a été changé contre un autre meuble certain. Le dernier meuble est subrogé au meuble échangé et le remplace dans le patrimoine dotal.

Dans ces deux hypothèses, la subrogation a lieu de plein droit, en vertu du principe que dans une universalité juridique, lorsqu'une chose est aliénée à titre onéreux, la valeur reçue en échange est subro-

gée à la valeur aliénée qu'elle remplace dans cette universalité.

La subrogation dans ces diverses hypothèses n'a pas pour effet d'augmenter le patrimoine dotal. Mais nous croyons qu'au cas où le bien, acquis en échange, aura une valeur supérieure au bien dotal, il ne représentera le bien dotal que pour sa valeur. Quant à la plus-value, nous croyons qu'elle doit être paraphernale. Cela doit résulter à notre avis du principe, que durant le mariage les époux ne peuvent augmenter la dot. C'est ce qui arriverait, si on leur permettait d'acquérir en échange d'un bien dotal un autre bien dont la valeur serait supérieure, et en payant cette plus-value avec des deniers provenant du patrimoine paraphernal.

Supposons la femme ayant reçu en dot un immeuble de son père. A la mort de ce dernier elle doit rapporter à la succession l'immeuble par elle reçu et, par suite du partage, il lui est attribué non pas le même immeuble mais un autre ; ce dernier sera-t-il subrogé au premier ?

D'après la Cour d'Agen 27 juillet 1865 ¹ l'immeuble échu à la femme en partage n'est pas dotal. Car, dit la Cour, la subrogation est de droit étroit ; sans

1. S. 66. 2. 5.

doute la loi l'admet pour le cas d'échange, mais on ne saurait étendre les dispositions de l'article 1559 aux cas qu'elle n'a point prévus. L'erreur de la Cour d'Agen est manifeste ; elle suppose que la subrogation est une fiction, partant est de droit étroit et ne doit point être étendue hors des cas prévus par la loi.

M. Saleilles, dans une savante étude sur les fondations¹, a démontré que partout où il y a patrimoine formant masse à part, créé par les particuliers, avec affectation à un but que la loi permet et autorise, la loi par le fait même admet que ce patrimoine peut se développer par voie de subrogation. « Là » où il y a affectation dans un but auquel, dit M. » Saleilles, les revenus doivent servir, les biens qui la » subissent ne sont plus envisagés qu'au point de » vue de leur valeur pécuniaire, et la conséquence » logique voulue par la loi, du moment qu'elle » accepte l'affectation elle-même, c'est que l'ensem- » ble dans sa valeur pécuniaire plutôt que dans les » individualités qui le constituent, soit conservé au » but que l'on a en vue et alors la seule garantie » de cette conservation, c'est la subrogation. »

La convention est admise à créer un patrimoine

1. V. Sous Dijon, 30 juin 1893. S. 94. 2. 185.

formant masse à part, devant se développer par voie de subrogation, là où il y a pour lui servir de base une affectation à un but que la loi reconnaît et autorise.

L'article 1559 a prévu une hypothèse où la subrogation doit se produire; mais il n'est point limitatif. Il n'a fait qu'appliquer à une espèce particulière un principe général. En réalité, la subrogation repose sur la volonté présumée des époux et sur la loi. Aussi la jurisprudence est unanime aujourd'hui, à reconnaître que l'immeuble, ainsi octroyé à la femme en partage, est subrogé dans le patrimoine dotal à l'immeuble qu'elle a reçu en dot et qu'elle a rapporté à la succession ¹.

1. Voir à ce sujet l'ouvrage très intéressant de M. Stora: *De la subrogation réelle* (thèse de doctorat, Paris 1901). Sous le régime dotal, les textes du Code civil relatifs à la subrogation sont simplement déclaratifs de la volonté des époux; c'est dans la volonté des conjoints qu'elle a son fondement (p. 368 et s.)

CHAPITRE III

Sanction de l'insaisissabilité des biens dotaux

Qu'arrivera-t-il si les créanciers, postérieurs au mariage, saisissent les biens dotaux au mépris de l'insaisissabilité ?

On est loin d'être d'accord sur la solution. La jurisprudence elle-même a suivi, en cette matière, toute une évolution pendant le cours du siècle dernier ¹.

On peut dire que les créanciers ont saisi l'immeuble qui n'est point leur gage, et les comparer à ceux qui saisissent les biens d'un tiers, étranger à la dette. Le moyen qui est aux mains des époux est la demande en distraction. Cette action, seul le mari peut l'intenter, car, pendant le mariage, il a seul le

1. M. Martin : *Des Actions dotales*. Travaux et mémoires des facultés de Lille. Année 1892, tome II, fascicule, n° VII, p. 133 et s.

droit d'exercer les actions relatives à la dot (art. 1549).

Mais comme il est impossible d'admettre que l'incurie, la négligence, voire même la mauvaise foi du mari, permettent d'aliéner valablement un immeuble dotal, il faut décider que la femme, après la séparation de corps ou la dissolution du mariage, aura le droit de revendiquer son immeuble, entre les mains de l'adjudicataire.

C'est l'opinion consacrée par la jurisprudence au début du siècle dernier ¹.

« Il s'agit, dit la Cour suprême, dans son arrêt
» du 11 juin 1828, d'une demande en distraction
» de la dot, exercée par la femme comme tierce
» personne qui, étant en puissance de mari, à l'épo-
» que de la saisie, n'a pu revendiquer la dot qu'après
» la dissolution du mariage.

» Seu! le mari a le droit de s'opposer à la vente
» du fonds dotal, » dit la Cour de Pau, le 5 mars
» 1833 ², partant, la femme ne peut point agir pour
s'opposer à la vente du fonds dotal ».

1. Cf. cass. 11 juin 1828. S. 18, 328, 30, 1, 108.

2. S. 33, 2, 423.

La même Cour¹ : « la déchéance prononcée par » l'article 728, ne peut atteindre la femme qui, » n'étant pas séparée de biens, ne pouvait ni atta- » quer la saisie poursuivie contre elle, ni former » une demande en nullité. »

Le Cour d'Agen² : « La déchéance, prononcée » par l'article 728, C. proc. civ., ne concerne que les » moyens de nullité à opposer, tant en la forme » qu'au fond, contre la procédure de saisie immo- » bilière; il s'agit, au contraire, dans l'espèce, d'une » demande en revendication d'immeuble indûment » saisi. Il est vrai que la femme aurait pu demander » la distraction des biens sans demander la nullité » de la saisie; mais ce serait permettre à la femme » d'empiéter sur les droits du mari. »

Enfin, le dernier arrêt consacrant l'opinion jus- que-là admise, est un arrêt de la Cour de Poitiers, du 20 juillet 1852³.

La Cour de Poitiers décide que, durant le mariage, le mari seul peut agir en revendication, et que ce droit n'appartient à la femme qu'après la séparation de biens : « Attendu, dit l'arrêt, que si » deux principes d'ordre public se trouvent en pré-

1. 16 juin 1849. S. 1850, 2, 129.

2. 15 décembre 1851. S. 1852, 2, 365.

3. S. 1852, 2. 619.

» sence : celui de l'inaliénabilité de la dot et celui
» de l'irrévocabilité de la vente par expropriation
» forcée, le principe conservateur de la dot doit,
» nécessairement l'emporter. Attendu que la dot
» est établie, non seulement en faveur de la femme,
» mais encore pour les enfants; que la volonté de
» la femme ne peut rien contre sa dot, défendue
» par la loi; que son silence ne peut avoir plus de
» force que sa volonté nettement exprimée, et que
» c'est cependant sur ce silence, pendant la procé-
» dure de saisie immobilière, qu'on s'appuie pour
» lui opposer l'article 728 du Code de procédure
» civile; que les déchéances ne sont jamais pro-
» noncées contre les personnes incapables d'agir;
» qu'en interprétant dans un sens aussi absolu,
» l'article 728, C. proc. civ., on ruinerait entière-
» ment le régime dotal; que l'adjudication ne
» transmet à l'adjudicataire d'autres droits à la
» propriété que ceux appartenant au saisi.

» La Cour ajoute que le législateur de 1841, n'a
» jamais voulu modifier l'art. 1554 du C. civ. »

Cet arrêt, très fortement motivé, est le dernier dans ce sens.

Un premier arrêt de Bordeaux ¹ se prononce pour

1. 1^{er} février 1839, 2, 281.

la seconde opinion que nous allons maintenant exposer. D'après cette doctrine, lorsqu'un immeuble dotal est indûment saisi du chef de la femme, la saisie est nulle et il appartient aux époux d'agir en nullité dans le délai imparti par la loi à peine de déchéance.

La doctrine de la Cour de Bordeaux, est consacrée par la Cour suprême ¹ après les Cours d'Amiens et de Caen, et depuis, toutes les Cours d'appel se sont rangées à l'opinion de la Cour de cassation.

D'après cette nouvelle jurisprudence, la femme doit s'opposer à la saisie, en demander la nullité dans les délais prévus par le Code de procédure et cela à peine de déchéance. Après l'adjudication elle ne pourra pas exercer de revendication contre l'adjudicataire.

L'action en nullité de la saisie n'est point, à proprement parler, une action. C'est une défense à la saisie. Sans aller contre les droits du mari, la femme peut défendre sa dot par tous les moyens. La demande en nullité n'est pas autre chose qu'un moyen de défense.

La demande en distraction se forme, non seulement contre le saisissant, mais encore contre le

1. 30 avril 1850. S. 50, 1, 497.

premier créancier inscrit, lequel représente tous les créanciers (art. 725. C. civ.) La demande en nullité, au contraire, ne se forme que contre le saisissant et partant n'a d'effet qu'à son égard et les hypothèques des autres créanciers ne cèderont qu'à de nouveaux jugements.

Si le créancier saisissant n'a mis en cause que le mari, la femme doit conserver son action en revendication ¹. Elle ne peut agir en nullité, car elle n'est point partie à la saisie. Selon M. Bartin, il faut cependant que la femme agisse encore en nullité à peine de déchéance. Elle a le droit de former cette demande en nullité, car pour pouvoir le faire, il suffit d'être intéressé, ce qui est bien le cas pour la femme.

D'après les articles 728, C. pr. civ., les moyens de nullité, tant en la forme qu'au fond, contre la procédure qui précède la publication du cahier des charges, doivent être opposés à peine de déchéance, trois jours au plus tard avant cette publication.

D'après l'article 729 (Code de procédure civile), les moyens de nullité, contre la procédure postérieure au cahier des charges, doivent être proposés, à peine de déchéance, trois jours, au plus tard, avant l'adjudication.

1. En ce sens, Aubry et Rau. Loc. cit., p. 536.

L'adjudication prononcée, il reste encore un moyen à la femme pour sauver sa dot, c'est de réclamer le prix payé par l'adjudicataire comme étant le prix de biens qui ne pouvaient être engagés au paiement de la dette. Ce prix est subrogé de plein droit à l'immeuble dont il est la représentation, et, par suite, il est comme lui insaisissable.

En ce sens, Cassation, 21 janvier 1856¹. C'est dans le sens des derniers arrêts que se prononce, en général, la doctrine, qui se joint à la jurisprudence pour déclarer déchue la femme qui n'a point agi en nullité de la saisie dans les délais utiles.

Les jugements d'adjudication doivent être irrévocables, dit-on ; et c'est pour assurer la sécurité des ventes judiciaires, qu'un motif d'ordre public exige que l'on applique les articles 728 et 729 du Code de procédure civile à toute personne, aussi bien à la femme dotale qu'à toute autre.

Malgré ces excellentes raisons, nous préférons la doctrine de la Cour de Poitiers, pour les motifs par elle si nettement exposés.

1. S. 1856, 1, 329. Cf. Aubry et Rau, loc. cit., p. 538.

II

Sort de l'hypothèque consentie par la femme sur ses biens dotaux

Supposons que, contrairement aux dispositions de l'article 1554, la femme ait consenti une hypothèque sur ses biens dotaux, alors que son contrat de mariage ne lui en donnait point le droit; quel sera le sort de cette hypothèque? Elle sera nulle, incontestablement, cela résulte de l'article 1560 du Code civil, lequel ne vise, il est vrai, que les aliénations de l'immeuble dotal, mais doit, *a fortiori*, s'appliquer à l'hypothèque.

D'après l'article 1560, si tous les cas d'exception exposés aux articles 1555, 1556, 1557, 1558 du Code civil, la femme ou le mari, ou tous les deux conjointement, aliènent (ou hypothèquent), le fonds dotal, la femme, ou ses héritiers, pourront faire révoquer l'aliénation après la dissolution du mariage, sans qu'on puisse leur opposer aucune prescription pendant sa durée; la femme aura le même droit après la séparation de biens. Le mari, lui-même, pourra faire révoquer l'aliénation pendant le mariage, en demeurant, néanmoins, sujet aux dommages et

intérêts de l'acheteur, s'il n'a pas déclaré, dans le contrat que l'immeuble était dotal.

L'hypothèque, ainsi consentie, est donc nulle ; mais, quel sera le caractère de cette nullité ? Sera-t-elle absolue ou seulement relative ?

Notons, tout d'abord, que si le mari a seul consenti l'hypothèque, il est clair que la seule nullité que l'on puisse appliquer est la nullité absolue, car, on ne peut hypothéquer le fonds, dont on n'est pas propriétaire et, si le Code a prévu l'hypothèse d'une aliénation faite par le mari seul, c'est en copiant l'ancien Droit, où l'on considérait assez généralement le mari comme propriétaire des biens dotaux, et, par conséquent, il était utile de décider qu'il n'avait point le pouvoir d'aliéner.

Il faut donc supposer que l'hypothèque ait été consentie par la femme autorisée de son mari. Cette hypothèque sera-t-elle frappée de nullité absolue ou seulement de nullité relative ? La solution n'est pas indifférente : en effet, si la nullité est absolue, l'hypothèque est inexistante. Si, au contraire, la nullité n'est que relative, la femme devra agir en justice pour faire prononcer la nullité. Il en sera de même que si elle eût été consentie par un incapable mineur, femme mariée non autorisée).

Par suite, la femme pourra, après la dissolution

du mariage, ratifier l'hypothèque, par elle consentie, durant le mariage. Enfin, l'action en nullité, qu'elle doit intenter pour la faire tomber, sera susceptible de se couvrir par le délai de 10 ans.

Si la nullité est absolue, elle pourra être invoquée par tout le monde. Si, au contraire, elle n'est que relative, la femme seule, ou ses représentants, pourront s'en prévaloir.

Si la femme dotale, qui a ainsi hypothéqué son immeuble durant le mariage, consent une nouvelle hypothèque à un autre créancier, après la dissolution du mariage, on conçoit qu'il est utile de savoir quelle est la nullité qui frappe la première hypothèque, si la femme, postérieurement à cette seconde hypothèque, ratifie la première.

Si la nullité est absolue, le second créancier prendra toujours rang avant le premier, alors même que la femme aurait consenti une nouvelle hypothèque, depuis la dissolution du mariage, au créancier avec qui elle avait traité durant le mariage. Si, au contraire, la nullité n'est que relative, la question se pose de savoir quel sera, à l'égard du second créancier, l'effet de la ratification ou de la prescription extinctive de l'action en nullité ou en rescision de l'hypothèque. Est-ce que cette ratification ou prescription sera opposable au second créancier, à

supposer, toutefois, que l'inscription de l'hypothèque, validée par prescription ou ratification, soit antérieure en date ?

D'après M. de Loynes, dans Baudry-Lacantinerie¹, il faut distinguer : s'agit-il d'une hypothèque validée par prescription, l'hypothèque est rétroactivement validée au jour de la constitution *erga omnes*. S'agit-il, au contraire, d'une validation à l'hypothèque par ratification, celle-ci rétroagit bien entre les parties au jour de la constitution, ce qui aura pour effet de dispenser le créancier de prendre une nouvelle inscription. Mais, à l'égard des tiers, qui ont acquis une hypothèque avant la ratification, celle-ci ne diminue en rien leurs droits. Cela résulte de l'article 1338 du Code civil.

Selon Aubry et Rau, la ratification par l'incapable est bien opposable aux créanciers hypothécaires, mais non aux tiers acquéreurs, qui ont acheté l'immeuble avant la ratification et après la cessation de l'incapacité.

Si la nullité est absolue, la femme ne peut ratifier. Elle peut bien, si elle le veut, consentir après la dissolution du mariage, une nouvelle hypothèque au créancier, avec qui elle avait contracté pendant le

1. Privilèges et hypothèques, t. II, n° 979 et s.

mariage, mais, cette nouvelle hypothèque devra être inscrite au bureau des hypothèques, et elle n'aura date que du jour où cette inscription aura été prise. Par suite, il ne pourra être question de la faire rétroagir, pas plus entre les parties contractantes qu'à l'égard des tiers.

Selon M. Mongin, la nullité est absolue. On se rappelle, en effet, que, d'après cet auteur, le droit d'aliéner, et, par suite, d'hypothéquer, est retiré du patrimoine des époux pendant le mariage. La conséquence est qu'une aliénation, consentie par eux, sera frappée de la même nullité que l'aliénation du bien d'autrui.

C'est également à cette solution que nous nous rangeons.

Mais, supposons que la nullité ne soit que relative; elle pourra être couverte par la prescription. Il s'agit de savoir quel sera le point de départ de cette prescription ?

Tous les partisans de la théorie de l'incapacité acceptent, naturellement, comme sanction, la nullité relative. C'est, en effet, la règle générale en matière d'incapacité (article 1304, C. civ.). Ils appliquent donc, quant au point de départ de la prescription, la règle contenue dans l'article 1304.

Elle court du jour où cessé l'incapacité, c'est-à-dire du jour de la dissolution du mariage.

Malheureusement, il est aujourd'hui démontré que le Code civil fait courir la prescription à dater de la séparation de biens, lorsque l'immeuble dotal a été aliéné, et la seule prescription à laquelle il fasse allusion, est celle qui est basée sur la possession et dure trente ans. On comprend, dès lors, que les partisans de l'incapacité de la femme dotale, ne veuillent point souscrire à cette solution, car, elle est la ruine de leur système.

En effet, si le Code fait courir la prescription à dater de la séparation de biens, c'est-à-dire à une époque où la femme est encore incapable, et, si d'autre part, la seule prescription que puisse invoquer l'acquéreur, est la prescription acquisitive basée sur la possession, c'est donc que l'incapacité de la femme produit des effets diamétralement opposés à ceux que produit l'incapacité, en général ; c'est donc que la femme dotale n'est pas atteinte d'incapacité spéciale ; il faut, par suite, chercher ailleurs le fondement de l'inaliénabilité des biens dotaux. Aussi, les partisans de l'incapacité prétendent-ils que les deux hypothèses, envisagées par les articles 1560 et 1561, sont tout à fait différentes.

Tandis que l'article 1560 ne fait allusion qu'à la

prescription extinctive de l'action en nullité de l'aliénation de l'immeuble dotal, l'article 1561 a en vue la prescription acquisitive, fondée sur la possession, à la suite d'usurpation ou vente consentie par un étranger. L'article 1561 fait courir la prescription de trente ans, à dater de la séparation de biens. L'article 1560, au contraire, est formel et déclare que, si une aliénation de l'immeuble dotal a été consentie, la femme peut faire prononcer la nullité de cette aliénation après la dissolution du mariage, sans qu'on puisse lui opposer *aucune prescription pendant sa durée*.

Il faut donc laisser à chaque article l'hypothèse qu'il a eu pour but de régler : l'un, l'article 1560, l'hypothèse de l'aliénation, l'autre, l'article 1561, l'hypothèse de l'usucapion.

Mais, n'oublie-t-on point l'article 2255 du Code civil ? « Néanmoins, dit cet article, la prescription ne court point durant le mariage, à l'égard de l'*aliénation* d'un fonds constitué selon le régime dotal, conformément à l'article 1561. ». » C'est donc que la prescription, la seule opposable à la femme, est celle de l'article 1561, c'est-à-dire celle qui court après la séparation de biens ; par conséquent, la prescription acquisitive ou usucapion, et

non point la prescription extinctive de l'action en rescision de la vente indûment consentie.

Pendant longtemps, on a enseigné que l'article 2255 contenait une erreur de rédaction, et M. Guillouard l'enseigne encore aujourd'hui : « L'article 2255, dit-il, se réfère en réalité, non pas à l'article 1561, mais à l'article 1560, et vient ainsi compléter l'exactitude de la thèse que nous soutenons » (*Thèse de la nullité relative*)¹.

On disait que l'article 2255 renvoyait à l'article 174, au titre du contrat de mariage, lequel est devenu, en réalité, l'article 1560, et non l'article 1561.

M. Mongin, dans la *Revue critique de 1886*, a démontré, on ne peut plus clairement, que l'article 2255 ne contenait aucune erreur, et, qu'en réalité, il renvoyait à l'article 175 du titre du contrat de mariage, c'est-à-dire à l'article 1561. Il n'y a pas de correction à faire à l'article 2255.

Les partisans de la doctrine de l'incapacité de la femme dotale acceptent difficilement la rectification faite par M. Mongin. M. Guillouard n'en tient aucun compte et même ne la mentionne pas. C'est que l'article 2244 est très gênant pour cette doctrine,

1. Guillouard, *Contrat de mariage*, t. IV, n° 1913.

puisqu'il fait commencer la prescription, à l'égard de l'aliénation, après la séparation de biens, c'est-à-dire à une époque où la femme est encore incapable. Ce ne peut donc être la prescription de l'article 1304.

En vain, les auteurs objectent que l'article 1560 est on ne peut plus explicite, et déclarent que l'on ne peut opposer à la femme aucune prescription pendant *la durée du mariage*; que l'article 1560 ne distingue pas, comme fait l'article 1561, entre la période qui précède et celle qui suit la séparation de biens. Nous répondons que, dans l'article 1560, les mots : pendant la durée du mariage, peuvent très bien signifier : avant la séparation de biens. En effet, dans le second alinéa du même article 1560, il est dit que le mari peut faire prononcer la nullité de l'aliénation et la faire révoquer *pendant le mariage*. Or, personne ne conteste, qu'après la séparation de biens, ce droit n'appartient plus au mari. L'article 1561 ne dit-il pas que les immeubles dotaux sont imprescriptibles *pendant le mariage*, et cependant, ces mots doivent être entendus dans le sens de : *jusqu'à la séparation de biens*.

L'article 2255 emploie ces mots dans le même sens. Pourquoi donc n'auraient-ils pas, dans le pre-

mier alinéa de l'article 1560, le même sens que dans le second ?

En réalité, l'article 1560 se réfère à l'article 1561 et c'est ce dernier, clair, précis et on ne peut plus explicite, qui doit régler le point de départ de la prescription.

Cette prescription ne peut donc être que la prescription acquisitive, basée sur la possession. Mais comme l'hypothèque n'est pas susceptible de s'acquérir par une telle prescription, il s'ensuit que l'hypothèque consentie par la femme sur ses immeubles dotaux ne saurait jamais avoir aucun effet.

Cette solution, qui se comprend très bien dans le système de l'indisponibilité et dans celui du patrimoine d'affectation, est inconciliable, au contraire, avec le système de l'incapacité. Un acte accompli par un incapable est, en effet, frappé de nullité relative. Or, comme les actes de la femme, à l'égard de sa dot, sont nuls et de nullité absolue, il s'ensuit que la femme dotale n'est pas incapable.

Du reste, la doctrine, qui fait courir la prescription après la séparation de biens, est conforme à l'ancien droit. C'est ainsi que la loi 30 *de jure dotium* au code v. xii fait courir toutes les prescriptions relatives à la dot, contre la femme, du jour où

elle a repris l'exercice des actions dotales, et le principe de cette loi avait été suivi dans les provinces de Droit écrit.

Dans la rédaction de l'article 1560, tel qu'il était présenté par la commission, on lisait : lorsque l'immeuble a été indûment aliéné, l'aliénation est radicalement nulle et les époux pourront la faire révoquer.

Les mots : *radicalement nulle* furent supprimés sur l'observation du tribunal, comme inutiles et comme n'ajoutant rien à une nullité légale. Il est donc certain que, dans la volonté du législateur, la nullité est absolue. C'est, du reste, la seule qu'il put envisager, car, jamais, il n'est entré dans son esprit la pensée de frapper la femme dotale d'une incapacité spéciale relativement à sa dot.

Ce que nous avons dit de l'hypothèque conventionnelle s'applique également à l'hypothèque judiciaire. Si le créancier, qui a contracté avec la femme, durant le mariage, obtient contre elle un jugement, la condamnant à payer une somme d'argent et que le jugement ne limitant pas l'étendue de l'hypothèque qui en résulte, le créancier prenne inscription sur les immeubles dotaux, la femme n'aura pas à s'en préoccuper ; car, selon nous, cette hypothèque

est nulle en tant qu'elle grève ces biens. Selon les partisans de la nullité relative, la femme devra en faire prononcer la rescision dans le délai de 10 ans après la dissolution du mariage, sous peine de voir cette hypothèque devenir pleinement valable.

La jurisprudence s'est prononcée dans le sens d'une nullité relative. Elle est aujourd'hui bien fixée. Nous ne pouvons que le regretter, car cette décision est contraire à l'esprit et au texte de la loi.

TROISIÈME PARTIE

Persistance de l'insaisissabilité des biens dotaux après la dissolution du mariage

Nous savons quel est le caractère de la nullité, qui atteint les obligations contractées par la femme pendant la durée du mariage. Elles sont nulles à l'égard des biens dotaux. Selon nous, la nullité est absolue et, selon la majorité des auteurs, la nullité n'est que relative.

Il s'ensuit que la dissolution du mariage ne peut avoir aucun effet sur ces obligations et, après comme avant, les biens dotaux restent insaisissables pour les créanciers contemporains du mariage. A l'égard de ces créanciers, la dotalité persiste et nous avons

dit qu'il se produit à leur rencontre une séparation du patrimoine de la femme. L'un, le patrimoine dotal subsiste pour *les besoins* de la liquidation avec ses conséquences d'inaliénabilité et d'insaisissabilité. L'autre, c'est le patrimoine paraphernal, qui a toujours été et qui demeure le gage de tous les créanciers de la femme indistinctement. Mais tandis que ce dernier se trouve augmenté par tous les biens qui adviennent à la femme après la dissolution du mariage, soit que la femme les ait acquis à titre onéreux ou qu'elle les ait recueillis dans une succession ou une donation, le patrimoine dotal, au contraire, doit rester tel qu'il était au moment de la dissolution et, ni la femme, ni les tiers, ne peuvent l'augmenter. Cela se conçoit, la dot ayant été constituée en vue du mariage. On comprend bien qu'en vertu des conventions matrimoniales, la femme ait pu stipuler que les biens, qui lui arrivent pendant la durée du mariage, feront partie du patrimoine dotal, et, à ce titre, participeront à l'inaliénabilité et à l'insaisissabilité, par suite du caractère de dotalité dont ils sont imprégnés dès leur entrée dans cette universalité, qui se nomme la dot; mais la femme ne peut valablement stipuler, que les biens qu'elle acquiert après le mariage entreront aussi dans le patrimoine dotal,

car, à cette époque, ce patrimoine n'existe plus et les biens, qui le composent, redeviennent libres entre ses mains ; la femme, dorénavant, pourra les aliéner comme elle l'entendra, et l'exécution des obligations qu'elle contractera désormais pourront être poursuivis sur ces biens. Ces biens redeviennent libres, mais cela n'est vrai que pour les aliénations et les obligations que la femme aura consenties après la dissolution du mariage. Quant aux obligations antérieures, elles resteront ce qu'elles étaient, c'est-à-dire nulles et de nul effet à l'égard de la dot. Pour juger de la validité des obligations, en effet, ce n'est point au moment de la poursuite qu'il faut se placer, mais bien au moment où ces obligations ont pris naissance, et nous savons que ces obligations sont nulles dès le principe, de nullité absolue, en tant qu'elles auraient pour effet d'atteindre la dot. Par suite, la nullité persiste toujours, sans que les événements, qui se sont produits, depuis le jour où ces obligations se sont formées, puissent modifier en quoi que ce soit cette nullité. Sans doute, la femme pourra, après le mariage, reconnaître aux créanciers titulaires de ces obligations, le droit d'en poursuivre l'exécution sur les biens qui composent le patrimoine dotal, mais ce ne sera point en ratifiant ces obligations, car on

ne ratifie point ce qui est inexistant, ce sera en contractant à leur égard une nouvelle obligation.

Ce n'est que justice, et les créanciers, qui ont contracté avec la femme, durant le mariage, n'auront pas à se plaindre, car, au moment où est née leur créance, ils savaient ou devaient savoir en consultant le contrat de mariage, que les biens dotaux de leur débitrice ne faisaient pas partie de leur gage et qu'ils n'avaient pu acquérir aucun droit sur ces biens; la dissolution du mariage ne modifie en rien leur situation.

L'insaisissabilité survit au mariage, car la constitution de dot a eu pour but, et la dotalité a eu pour effet, non seulement d'assurer à la femme et à la famille un patrimoine inaliénable pendant la durée du mariage, mais encore de faire qu'au jour de la dissolution de l'union conjugale, la femme, ou si elle est décédée, les enfants issus de ce mariage, trouvent ce patrimoine intact pour faire face aux nécessités de l'avenir. L'obligation, contractée par la femme, nulle dans son principe, en tant qu'elle affecte la dot, ne peut être exécutée sur les biens dotaux après le mariage, parce que à cette époque la femme n'avait pas le droit d'engager ses biens.

Mais l'insaisissabilité produit-elle ses effets,

quelle que soit la personne qui recueille les biens dotaux, ou faut-il distinguer selon que c'est la femme, ses enfants, ses héritiers ou ses légataires ? Quelques auteurs l'ont soutenu. Ainsi la Cour de Toulouse, le 29 décembre 1834¹, refuse d'étendre l'insaisissabilité de la dot après le mariage quand ce sont les héritiers et non la femme qui recueillent les biens dotaux. La Cour reconnaît le droit à la femme, après la dissolution du mariage, d'opposer l'insaisissabilité à ses créanciers, mais ses enfants n'en ont pas le droit.

» Attendu, dit la Cour, que l'action est dirigée
» contre les héritiers de la femme (en l'espèce ses
» enfants). Ceux-ci, par l'addition de l'hérédité, sont
» devenus passibles de toutes les actions qu'on
» pourrait intenter contre le défunt; peu importe
» dès lors qu'ils ne possèdent d'autres biens que
» ceux qu'ils ont recueillis dans la succession de
» celui-ci; l'origine de ces biens ne sauraient les
» soustraire aux conséquences du principe qui veut
» que les biens du débiteur soient la garantie de
» ses créanciers, attendu qu'en fait, ce n'est ni
» contre la dame Y..., ni sur ces biens dotaux, que
» les héritiers X... ont exercé leur action, mais

1. S. 35, 2, 462.

» uniquement contre les enfants de ladite dame Y...
» après qu'ils ont accepté la succession; de tout
» quoi, il résulte que les griefs d'appel sont mal
» fondés. »

La Cour de Caen, le 10 janvier 1842, décide que les héritiers de la femme ne peuvent opposer l'insaisissabilité aux créanciers qui ont contracté avec elle pendant le mariage, lorsqu'ils ont accepté purement et simplement la succession.

Ces arrêts ont oublié que la constitution de dot n'est pas faite dans le seul intérêt de la femme, mais encore dans celui de ses enfants; ils ont oublié aussi que le titre du créancier est vicié dans sa naissance, et que c'est en raison de ce vice que les biens échappent à leur saisie et, par suite, la mort de la femme n'a point pour effet de valider leur créance. Aussi, ces arrêts sont-ils restés isolés, et la jurisprudence, aujourd'hui, est définitivement fixée dans le sens de l'insaisissabilité des biens dotaux. quelle que soit la personne qui les recueille¹.

La Cour suprême repousse toute distinction entre l'héritier pur et simple et l'héritier bénéficiaire, et déclare que tous peuvent se prévaloir de l'insaisis-

1. Voir en ce sens, un arrêt de la Cour suprême, du 16 décembre 1846, cassant un arrêt de Toulouse, du 28 mars 1843. Voir J. P. 1847, 1, page 169.

sabilité de la dot, contre les créanciers contemporains du mariage. L'héritier pur et simple, dit la Cour, est tenu de payer toutes les dettes de la succession, mais il n'y est tenu que dans la même manière et sur les mêmes biens que son auteur, dont il est le continuateur.

» Attendu, dit la Cour, que si l'addition pure et
» simple a pour effet de confondre les biens dotaux
» héréditaires avec les biens personnels de l'héri-
» tier et d'obliger celui-ci au paiement des dettes
» sur tous ces biens confondus, sans distinction,
» néanmoins les biens dotaux, frappés d'inaliénabi-
» lité par leur nature et la volonté de la loi, ne sont
» pas compris dans cette confusion; que l'héritier
» les recueille affranchis des obligations de la femme
» dotale, comme ils l'étaient entre les mains de
» celle-ci; qu'à cet égard, il n'y a pas de différence
» entre l'héritier pur et simple et l'héritier bénéfi-
» ciaire. »

La Cour n'a jamais varié dans sa doctrine. Le seul effet de l'acceptation pure et simple, c'est que, continuant la personne du défunt, l'héritier sera tenu de payer toutes les dettes que la femme a contractées durant le mariage; il y sera tenu sur tous les biens de la succession, à l'exception des biens dotaux, il y sera tenu aussi sur tous ses biens per-

sonnels. En effet, les obligations de la femme ne sont pas nulles en elles-mêmes. Elles sont seulement sans effet à l'égard des biens dotaux.

Supposons que la femme, au lieu de laisser ses biens à un héritier, a institué un légataire universel. Ce dernier aura-t-il aussi le droit de s'opposer à la saisie des biens dotaux ? La difficulté vient de ce que la dot est un bien inaliénable dans l'intérêt de la femme et de ses enfants, mais non point dans celui du légataire universel de la femme.

Nous croyons qu'il faut répondre : oui. La raison de décider, en effet, est toujours la même. L'obligation de la femme est atteinte de nullité absolue, elle est inexistante en tant qu'affectant les biens dotaux. Par suite, le légataire universel aura aussi le droit de s'en prévaloir. C'est en la personne de la femme qu'est née l'exception de dotalité, elle doit donc lui appartenir ainsi qu'à ses représentants, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre ceux-ci. Car, comme le remarque M. Guillouard ¹, les légataires succèdent à la femme tout comme les héritiers, et par suite, ils ont droit d'exercer les actions et d'opposer les exceptions qui appartiennent à celle-ci.

1. P. 384, op. cit.

Effets de la persistance de l'insaisissabilité quant aux revenus de la dot

Ils participent à l'insaisissabilité. On sait, qu'après la séparation de biens, nous avons admis le droit pour les créanciers, qui, depuis cette époque, ont contracté avec la famille dotale, de saisir la part des revenus qui n'est pas nécessaire aux besoins du ménage. Devrons-nous accorder après la dissolution du mariage, ce même droit à ces créanciers, ou bien faut-il décider que les revenus sont, même à l'égard des créanciers qui ont contracté depuis la séparation de biens, complètement insaisissables.

C'est pour cette seconde doctrine que nous nous prononçons ; c'est la solution admise par M. Guilouard¹ et Aubry et Rau². A première vue, cette doctrine paraît insoutenable. Cependant, en regardant de près, on voit qu'elle est conforme aux principes. Si les créanciers postérieurs à la séparation de biens, peuvent saisir l'excédent des revenus, c'est que la femme a pu engager cet excédent pour la durée de son administration. Après la dissolution du mariage, c'est comme propriétaire qu'elle reprend

1. P. 390, op. cit.

2. P. 623, en note.

la dot et, comme telle, elle doit la retrouver absolument intacte. La nécessité de l'affectation exige que les revenus, tout aussi bien que la propriété, soient à l'abri des poursuites des créanciers. La femme n'a pu engager sa dot pour la période qui suit la dissolution du mariage ¹, comme le dit justement M. Lyon-Caen, comment fixer la partie nécessaire aux besoins du ménage, puisqu'il n'y a plus de ménage ? L'inaliénabilité admise pour assurer la restitution intégrale de la dot à la femme ou à ses héritiers serait compromise, si, par des obligations contractées par la femme, après la séparation de biens, la femme dotale conférait à ses créanciers le droit de saisir la totalité des fruits des biens dotaux, perçus après la dissolution du mariage. C'est ce qui arriverait, puisqu'il n'y a plus de ménage, il n'y a plus de revenus affectés à ce ménage; partant on devrait permettre la saisie pour la totalité des revenus, car l'excédent les engloberait tous.

1. Voir en ce sens Caen. 21 Avril 1875. J. P., 1875, 1, p. 1103 et la note de M. Lyon-Caen.

Effets de la persistance de l'insaisissabilité des biens dotaux au cas de transformation de la dot, après la dissolution du mariage

Après la dissolution du mariage, il peut se faire que la femme ou ses héritiers, aient vendu un bien dotal. Il faut se demander si l'insaisissabilité qui protégerait ce bien tant qu'il existait en nature, protégera également le prix du bien aliéné ou le nouveau bien acquis en échange contre la poursuite des créanciers contemporains du mariage. Il peut aussi se faire que la constitution de dot ayant été faite en deniers, la femme ou ses héritiers emploient ces deniers à l'acquisition d'un corps certain ou, à la liquidation, reçoivent, en représentation de ses deniers, un corps certain, appartenant au mari. Est-ce que la dot, ainsi transformée, sera insaisissable ?

La réponse à cette question se trouve dans les principes exposés plus haut. La dot est un patrimoine, une universalité juridique, composée de biens unis entre eux, par une même affectation. M. Saleilles ¹, dans l'étude précitée, a démontré que la loi autorisait les particuliers à constituer de tels

1. Dijon, S. 1894, 2, 185.

patrimoines et, de plus, que le patrimoine ainsi constitué était capable de se développer par subrogation. La subrogation est la conséquence nécessaire de la constitution de ces patrimoines. Elle est indispensable à leur persistance. Sans elle, le patrimoine ne peut exister ou du moins se conserver. Si donc, la loi autorise la constitution de ces patrimoines, il est nécessaire qu'elle ait voulu aussi leur conservation, et partant qu'elle ait voulu que les biens aliénés soient remplacés dans ce patrimoine par la valeur ou le bien acquis en échange. La subrogation n'est point nécessairement une fiction. Il ne faut point dire qu'elle est de droit étroit. Elle ne doit point être limitée aux seuls cas où la loi l'a prévue, ni aux seules hypothèses en vue desquelles elle l'a admise.

De plus, nous avons dit qu'à l'égard des créanciers contemporains du mariage, le patrimoine dotal survivait à la dissolution du mariage et qu'il se produisait à leur rencontre une séparation de patrimoine paraphernal, qui est leur gage, et de l'autre, le patrimoine dotal, qui est à l'abri de leur saisie. Si donc, le patrimoine dotal subsiste, comme cela a été voulu nécessairement par la loi (sans cela, en effet, l'inaliénabilité et l'insaisissabilité de la dot ne seraient qu'un leurre), si donc, ce patrimoine

subsiste, il doit subsister avec toutes les conséquences des subrogations d'inaliénabilité et d'insaisissabilité. Tout ce que les créanciers contemporains du mariage peuvent demander, c'est qu'il ne soit point augmenté à leur encontre, mais là s'arrête leurs droits. Ce patrimoine dotal doit rester intact à leur encontre, et s'il ne doit point être augmenté, il ne doit pas non plus être diminué. La conséquence nécessaire sera que, lorsque l'un des biens, comprenant ce patrimoine, aura été aliéné ou remplacé par un autre, la valeur de ce bien acquis ou échangé sera subrogée de plein droit au bien qu'il remplace, et par suite sera insaisissable comme lui. Si la subrogation ne produisait point ses effets après la dissolution, la dot ne serait pas valablement garantie. Ce serait obliger la femme à garder ses biens dotaux en nature, afin d'échapper aux poursuites de ses créanciers. Cette conséquence serait doublement funeste à la protection de la dot d'abord et aussi à l'intérêt social, lequel exige que les biens ne restent pas indéfiniment dans les mêmes mains.

La solution que nous admettons ne peut être considérée comme lésant les droits des créanciers avec lesquels la femme a contracté durant le mariage. Ils savent, en effet, ou doivent savoir, lors de la

naissance de leurs créances, que la dot est, pour le présent et l'avenir, soustraite à leur droit de saisie.

Qu'importe qu'après le mariage, la femme vende, échange les biens qui composaient le patrimoine dotal ? Pourquoi ces actes, auxquels ils sont restés complètement étrangers, modifieraient-ils leurs droits ? Pour eux, la dot subsiste toujours avec son caractère d'unité abstraite, susceptible de transformation dans ses éléments.

Enfin, n'y a-t-il pas quelque chose de choquant, et l'on pourrait presque dire de contraire à la logique et à la raison, dans le fait de soutenir que parce que la femme a accepté en paiement de ses deniers dotaux un immeuble du mari, ou qu'elle a acquis un immeuble avec ces mêmes deniers, cet immeuble deviendra le gage de ses créanciers, alors que ceux-ci n'ont aucun droit de saisie sur les deniers qui ont servi à l'acquérir.

Est-ce que, par le fait de cette transformation de la dot, l'on porte atteinte à leurs droits ? Est-ce qu'on diminue leur gage ? Non pas, car, avant l'acquisition, ils n'avaient pas de droits, ils ne doivent donc pas en avoir davantage après. Est-ce que cette acquisition d'un bien avec les deniers dotaux a pour effet d'augmenter le patrimoine dotal et, par la suite, de diminuer le patrimoine paraphernal ? A propre-

ment parler, il n'y a pas acquisition d'un bien nouveau, il y a échange d'un bien contre un autre. Par-tant, si le bien remplacé était insaisissable, le bien qui le remplace doit l'être comme lui.

§ I

La dot a été constituée en argent

Le mari ou ses héritiers sont débiteurs de cette somme envers la femme. Le montant de la créance ne peut être frappé de saisie-arrêt par les créanciers de la femme. Cela est incontestable, si l'on admet que la dissolution du mariage ne met pas fin à l'insaisissabilité. La femme ne voulant laisser improductifs les deniers dotaux qu'elle a recouvrés, a acheté des valeurs de bourse ou bien un immeuble, qu'elle a acheté avec les deniers provenant de sa dot.

Nous avons dit que les valeurs ou les immeubles ainsi acquis, étaient subrogés de plein droit aux deniers dotaux et nous avons admis qu'ils étaient insaisissables à l'égard des créanciers, dont l'obligation est née durant le mariage. Cela résulte du principe que nous avons exposé plus haut. La dot est une universalité juridiquement insaisissable dans

tous ses éléments mobiliers ou immobiliers, et ces biens ainsi acquis font partie du patrimoine dotal. Ils doivent donc nécessairement être frappés d'insaisissabilité.

La Cour suprême, dans un arrêt du 17 mars 1881, a décidé que, dans l'hypothèse que nous envisageons, il n'y a point subrogation des valeurs ou de l'immeuble aux deniers dotaux¹. « Attendu, dit la » Cour, que les choses acquises des deniers dotaux » ne sont point dotales, à moins d'une condition » d'emploi stipulée dans le contrat de mariage; » attendu que le régime matrimonial des époux ne » peut subsister après le mariage, à l'effet de rendre dotaux et insaisissables divers objets mobiliers, qui n'étaient devenus la propriété de la » femme que postérieurement à cette dissolution. »

Les motifs, par lesquels la Cour de Cassation rejette le pourvoi, ne nous paraissent pas résoudre la question qui se pose. Il est incontestable, en effet, que l'immeuble ou le meuble acquis, pendant le mariage, de deniers dotaux, en dehors d'une clause d'emploi, n'est pas dotal, et à plus forte raison après la dissolution. Il est non moins incontestable que les biens acquis par la femme après la dissolution du mariage ne sont point dotaux.

1. J. Palais, 1882, 1, 728.

Le mariage dissous, il n'y a plus d'immeubles ni de meubles dotaux, c'est incontestable. Mais il reste un patrimoine insaisissable à l'égard des créanciers contemporains du mariage. Il faut donc savoir si, lorsque la femme a acquis des meubles ou immeubles avec des deniers dotaux, si ces biens ne sont pas subrogés aux deniers dont ils sont la représentation.

Il s'agit de savoir si ces biens ne doivent pas être déclarés insaisissables dans la mesure où ils représentent les deniers dotaux. La jurisprudence admet la subrogation pendant la durée du mariage ; nous ne voyons aucune raison sérieuse pour ne pas étendre sa solution, au cas de transformation de la dot après la dissolution.

La dot se compose de corps certains

La femme aliène un de ses immeubles ou de ses meubles après la dissolution du mariage, les créanciers (contemporains du mariage), pourront-ils saisir, arrêter le prix entre les mains de l'acquéreur ? Nous le croyons pas, car le prix n'est que la représentation du bien aliéné ; ce prix remplace l'immeuble dans le patrimoine dotal et lui est subrogé de plein droit.

Dans un arrêt, en date du 3 juin 1856, la Cour de Paris a repoussé cette solution, se basant toujours sur ce que l'insaisissabilité n'a d'effet qu'à l'égard des biens conservés *in specie* et que la subrogation légale est une fiction, et partant, est de droit étroit. Nous avons déjà répondu à cette objection.

Enfin, si au moyen du prix ainsi obtenu, la femme acquiert un corps certain, meuble ou immeuble, ce bien sera encore insaisissable à l'égard des créanciers contemporains du mariage. La subrogation n'est pas seulement limitée à la première transformation de la dot. A l'égard de ces créanciers, le patrimoine dotal subsiste toujours et se conserve intact par subrogation du bien acquis au bien aliéné.

CONCLUSION

On vient de le voir : bien que partant d'un principe différent, tous les auteurs arrivent à peu près à la même solution. On s'accorde à reconnaître le principe de l'insaisissabilité des biens dotaux et généralement on s'accorde encore lorsqu'il s'agit d'établir des exceptions au principe. Les partisans de l'Incapacité et ceux de l'Indisponibilité déclarent insaisissables les biens qui composent la dot. C'est aussi la solution que nous avons tirée du principe, que nous avons établi au début de cette étude, et qui fait de la dot une universalité juridique, un patrimoine d'affectation. Nous avons accordé le droit de saisie aux créanciers antérieurs

au contrat de mariage et cela d'accord avec tous les auteurs. Nous avons établi que durant le mariage la femme ne peut obliger ses biens dotaux par ses contrats; tout le monde l'admet. Nous avons déclaré la dot insaisissable pour les obligations résultant des délits, quasi-délits de la femme, solution repoussée par la majorité des auteurs. Pour les revenus dotaux, nous avons adhéré à la doctrine de la jurisprudence, laquelle est encore suivie par la grande majorité des auteurs. Toutefois, nous avons remarqué que cette solution, difficile à concilier avec l'idée d'incapacité, découlait, au contraire, tout naturellement de l'affectation de la dot, qui selon nous est la base de l'insaisissabilité. Pour les quasi-contrats de la femme, nous avons adopté la même solution que pour les contrats. Cependant lorsque le patrimoine dotal a été augmenté ou amélioré par un tiers, ce tiers, avons-nous dit, doit pouvoir saisir la plus-value, par lui procurée au patrimoine dotal. Cette solution est vivement combattue par la majorité de la doctrine. Enfin nous avons soutenu, conformément à une jurisprudence constante, et à la majorité sinon l'unanimité de la doctrine, que l'insaisissabilité des biens dotaux survit du mariage, à l'égard des créanciers contemporains au mariage.

On le voit, quel que soit le principe que l'on adopte,

que l'on se prononce pour l'*incapacité spéciale* de la femme dotale, que l'on adhère à la doctrine de l'indisponibilité des biens dotaux ou que l'on fasse de la dot un patrimoine d'affectation, on arrive, pour ce qui est de l'insaisissabilité et de ses exceptions, sensiblement aux mêmes solutions. Dès lors pourquoi discuter, semble-t-il ? Pourquoi préférer une théorie à une autre et pourquoi soutenir l'une plutôt que l'autre ?

Nous croyons qu'il ne faut point s'arrêter à ces raisons et nous avons cru, dès le principe de ce traité, devoir établir que la dot est un patrimoine d'affectation, une fondation. La raison ? c'est que cette doctrine a sur les autres une grande supériorité. C'est qu'au lieu de s'attacher uniquement à l'inaliénabilité et à l'insaisissabilité, comme le font les doctrines de l'Incapacité et de l'Indisponibilité, elle a une portée plus générale : elle embrasse et domine toute la matière de la dotalité et, à notre avis, c'est de ce principe de l'affectation, que découlent à la fois et les règles posées par le législateur dans le chap. III, tit. V, du liv. III, du code civil et les solutions admises par la jurisprudence en cette matière.

Pour l'établir, nous ferons de nombreux emprunts au cours de Droit Civil de notre éminent professeur

M. Saleilles¹ à qui nous avons emprunté le principe avec ses conséquences en matière d'insaisissabilité.

La dot est, selon nous, une universalité juridique, un patrimoine indépendant doué dans une certaine mesure de la personnalité juridique. Sans doute la femme reste propriétaire de sa dot, mais c'est par une subtilité du droit. En réalité, son droit est limité à une créance en restitution de sa dot lors de la dissolution du mariage.

Dans une théorie idéale, on devrait dire que la dot est érigée en patrimoine indépendant et qu'elle appartient à son seul but et à sa seule destination : l'intérêt général de la famille.

Nous n'avons pas cru pouvoir aller jusqu'à adopter cette théorie et cependant il faut reconnaître qu'elle renferme une bien grande part de vérité. Selon nous la femme est bien la seule propriétaire de sa dot, mais son droit de propriété est étroitement limité par les nécessités de l'affectation.

Lorsqu'une personne veut faire une fondation² elle donne des biens à une personne morale, mais à la condition pour cette dernière de faire servir les

1. Cour de Droit civil. Paris année 1899-1900.

2. Consulter la très intéressante étude de M. Saleilles, note sous Dijon 1893, précité.

biens que comprend la donation à l'œuvre que le donateur a eu pour but de fonder ou de soutenir. La personne morale donataire, dit-on, est propriétaire de ces biens. Mais en réalité le vrai propriétaire n'est-ce pas plutôt l'œuvre, le but qu'a eu en vue le donateur ? C'est cette œuvre qui est le vrai destinataire de la fondation. La personne morale donataire n'est qu'un administrateur chargé de percevoir les fruits et de les employer à l'œuvre qu'a eu en vue de fonder le donateur. Il s'ensuit que cette personne ne pourra point détourner de leur destination les biens composant la fondation, sous peine d'être condamnée à restituer ces biens au fondateur ou à ses héritiers.

Il en est de même pour la dot : c'est une fondation faite aux mains du mari, qui en est l'administrateur. C'est de cette affectation du patrimoine dotal que le mari tire ses pouvoirs si larges et si étendus (article 1549). Nous l'avons déjà dit, il n'est pas juste de prétendre que le mari est un usufruitier ; il n'a aucun droit réel sur la dot. Il touche les revenus dotaux pour les employer à leur destination : les charges du ménage ; mais il ne peut les détourner de ce but sous peine d'être condamné à rendre la dot.

C'est pour que le mari puisse plus librement faire

servir la dot à sa destination, que l'article 1549 lui donne des pouvoirs si larges : il peut seul poursuivre les détenteurs et débiteurs, percevoir les fruits des biens dotaux et seul recevoir le remboursement des capitaux. Tous ces droits, il les tire de sa qualité de chef du ménage, indépendant à l'égard de sa femme ; la dot est affectée à la famille dont le mari est le chef. Cette affectation est la base des pouvoirs du mari en même temps que la limite des droits de la femme. C'est l'affectation des biens dotaux qui enlève à la femme tout droit aux revenus de ces biens dont elle est propriétaire, et qui fait qu'elle n'a aucun droit de contrôle sur la gestion du mari.

C'est encore l'affectation de la dot qui nous donne la raison d'être de l'article 1571, sur la proportionnalité des revenus. En effet les revenus du patrimoine d'affectation doivent, tant que persiste cette affectation, appartenir à leur destination : au ménage, dont le mari est le chef et le représentant.

Du principe de l'affectation, nous avons tiré la règle de l'inaliénabilité. Les biens dotaux sont inaliénables, parce que leur affectation exige qu'ils soient conservés. Ce n'est que lorsque l'intérêt de la famille l'exige que l'on doit autoriser les époux à vendre les biens dotaux. C'est là le fondement des

articles 1555, 1556, 1558 du code civil : L'aliénation est encore permise pour la conservation d'un immeuble dotal ou lorsque cette aliénation n'a point pour effet de diminuer le patrimoine dotal (article 1559).

Est-ce que toutes ces règles ne dérivent point du principe de la dot érigée en patrimoine séparé, affectée *aux besoins de la famille*? Si la dot est affectée à la famille, elle doit être conservée, pour pouvoir toujours servir à sa destination ; mais les nécessités de l'affectation exigent en outre que l'on permette aux époux de tirer de l'argent d'un bien dotal, lorsque ces mêmes intérêts de la famille l'exigent.

Qu'ont à voir au contraire les doctrines de l'Incapacité et de l'Indisponibilité, avec les règles des articles 1549, 1555, 1556, 1558 et 1559. Elles peuvent bien donner la raison de l'inaliénabilité, mais non point celle des larges pouvoirs du mari, pas plus que la raison d'être des exceptions apportées par la loi à l'inaliénabilité. Nous ne reparlerons point ici de l'insaisissabilité, de ses exceptions, et particulièrement de la doctrine de la jurisprudence sur l'insaisissabilité des revenus dotaux ; doctrine qui découle tout naturellement du principe de l'affectation, mais qui ne peut point s'expliquer avec les systèmes d'Incapacité ou d'Indisponibilité.

La séparation de biens a, sous le régime dotal, un tout autre effet que sous la communauté. Tandis qu'elle met fin à la communauté, elle n'a aucun effet à l'égard de l'affectation qu'elle ne fait point cesser. Par suite, l'inaliénabilité et l'insaisissabilité persistent après la séparation de biens, car la femme ne reprend point sa dot comme propriétaire, mais seulement comme administrateur d'un patrimoine grevé d'affectation. Elle doit, tout comme le mari, respecter l'affectation et n'a point le droit de détourner la dot de son but.

Est-ce que la doctrine de l'Incapacité peut nous donner la raison de la persistance de l'inaliénabilité après la séparation de corps ? N'oublions point en effet que c'est pour éviter les abus d'influence du mari que la femme est frappée d'incapacité, d'après les partisans de cette théorie. Mais la séparation de biens, lorsqu'elle est la conséquence de la séparation de corps, a pour effet de rendre à la femme son indépendance ; qu'a-t-on dès lors à redouter de l'influence du mari ? Logiquement l'incapacité ne peut plus s'expliquer.

Il n'en est point de même dans notre système, car le patrimoine dotal fondé en vue du mariage, ne doit finir qu'avec lui, c'est à dire par le divorce ou le décès de l'un des époux.

La femme reprenant ses biens dotaux, non pas comme propriétaire (pendant le mariage, son droit de propriété est, en effet, provisoirement efficace et dominé par l'affectation), mais comme administrateur, il s'ensuit qu'elle aura sur le patrimoine dotal les mêmes pouvoirs qu'un administrateur du patrimoine d'autrui. Elle ne pourra point aliéner les immeubles dotaux, car l'aliénation ne rentre point dans les pouvoirs d'un administrateur. Quant aux meubles, nous devons lui reconnaître le pouvoir d'aliéner toutes les fois que l'aliénation constituera un acte d'administration ¹.

Une autre conséquence que l'on doit tirer du principe de la dot patrimoine d'affectation, c'est la subrogation réelle. Nous avons étudié cette question à propos de la *dot renfermée* et nous n'avons pas à y revenir. Il est de principe que lorsque dans une universalité juridique, tout bien acquis, en remplacement d'un autre, prend dans l'universalité la place de ce bien. L'article 1559 a fait une application de ce principe, au cas d'échange d'un immeuble dotal. Mais nous l'avons vu, cet article n'est pas du tout limitatif.

1. M. Saleilles à son cours.

La jurisprudence décide à tort, selon nous, qu'après la séparation de biens, les meubles dotaux sont frappés d'*inaliénabilité individuelle*. Elle tire cette solution de l'incapacité de la femme.

Toutes ces solutions, que nous venons tirer du principe de l'affectation, sont incompatibles avec les deux systèmes que nous avons combattus : l'incapacité spéciale de la femme dotale et l'indisponibilité des biens dotaux. C'est qu'en réalité, ces deux doctrines n'ont été imaginées que pour expliquer certaines solutions, admises par la jurisprudence en matière d'insaisissabilité; sorties de cette partie de la dotalité, elles ne peuvent expliquer aucune des autres règles du régime dotal.

La théorie de M. Saleilles, que nous avons exposée au début de cet ouvrage, a une portée plus générale. Elle ne veut point seulement nous expliquer l'inaliénabilité et l'insaisissabilité. Elle nous donne la clef de tout le régime dotal. Une fois admis le principe de dot, érigée en patrimoine indépendant, en patrimoine d'affectation, rien de plus facile que d'en tirer les règles qui dominent notre matière. C'est là une incontestable supériorité qui, à nos yeux, doit suffire pour nous faire repousser les autres doctrines. Nous dirons plus : loin d'aller contre les principes généraux du droit, loin d'aller contre l'esprit de la loi, comme la doctrine de l'Incapacité; loin de se heurter, dans la pratique, à de nombreuses difficultés, comme la théorie de l'indisponibilité, la doctrine du patri-

moins d'affectation, ne fait qu'appliquer les principes du Code, se trouve en parfaite harmonie avec les dispositions du chapitre 3, titre V du livre III du Code civil, et de plus elle concorde avec les solutions admises par la jurisprudence. Telles sont les raisons qui nous l'ont fait adopter, de préférences aux deux autres.

Si l'on consulte les législations étrangères, on est frappé des progrès que font chez nos voisins les idées d'émancipation féminines. Il semble donc bien inopportun, en présence de ce mouvement, d'ajouter une nouvelle incapacité à celle de la femme mariée.

En Allemagne, dans les pays qui avaient adopté le régime dotal, on avait, par interprétation du Droit romain, frappé la femme d'une incapacité à peu près absolue. On décidait que, en dehors des exceptions prévues par la loi, tout acte fait unilatéralement par la femme mariée, est nul. La cause de l'incapacité de la femme est la faiblesse de son caractère : *propter imbecilitatem*.

Cette conséquence du régime dotal, l'incapacité absolue de la femme, produisait de si fâcheux résultats et elle était tellement en contradiction avec l'ordre naturel des choses, qui veut que la femme soit l'égale de l'homme, que peu à peu le régime

dotal a disparu de ce pays et le jour est prochain où le régime dotal ne sera plus connu en Allemagne.

L'incapacité de la femme, telle que les pays de régime dotal, la faisaient découler de ce régime, était du reste en contradiction avec les coutumes des contrées de Droit commun. Dans ces contrées le mariage n'influe pas en lui-même sur la capacité de la femme¹; son droit de disposer de ses apports n'est limité que dans la mesure où, en vertu du régime matrimonial adopté, le mari a, sur ces biens, des droits dont la femme est obligé de tenir compte; par conséquent, les actes de la femme ne sont point nuls, mais, tant que dure le mariage, on ne peut s'en prévaloir quant aux biens dont le mari a l'administration.

Le Code civil allemand, consacrant un ordre de choses établi, n'a point cru devoir régler le régime dotal dont il ne s'occupe point; à y regarder d'un peu près, on se rend compte que la déchéance de ce régime matrimonial vient de la fausse interprétation qu'on en avait faite et des conséquences qu'on en avait tirées bien à tort, au sujet de l'incapacité.

¹ E. Lehr. *Droit civil germanique*, tome 2, n° 1167 et suite.

pacité de la femme dotale, laquelle, nous le répétons, aboutissait à de fâcheux résultats, et de plus, était en contradiction absolue avec les mœurs.

En Italie, le régime dotal a subsisté, mais on en a fait disparaître toute idée d'incapacité de la femme dotale. Les biens dotaux sont insaisissables pendant le mariage, mais une fois le mariage dissous, les créanciers de la femme, qui ont traité avec elle pendant le mariage, peuvent saisir les biens qui composaient la dot.

Il est incontestable qu'une pareille conséquence est inconciliable avec toute idée d'incapacité.

Il nous semble même que le Code civil italien est allé trop loin; la dot, en effet, sous le régime dotal, a été constituée dans l'intérêt de la famille; et n'est-ce pas méconnaître ce principe, que de restreindre sa conservation à la durée du mariage ?

Si nous consultons le droit Anglais, nous voyons que, en Angleterre, la femme a complètement été émancipée par la loi de 1882 et celle de 1870. Avant 1870, le mari avait la complète propriété de tous les biens meubles appartenant à la femme, et de tous les gains qu'elle pouvait faire pendant le mariage; le mari n'avait aucun compte à rendre à la dissolution mariage. Les immeubles de la femme

étaient frappés d'inaliénabilité; l'administration et la jouissance appartenaient au mari.

Le femme ne jouissait d'aucune personnalité civile. Elle ne pouvait ni agir en justice, ni faire aucun acte, même avec le concours de son mari ¹, pas même tester.

L'acte du 9 août 1870, décida que les profits réalisés par la femme, par son commerce ou son industrie, ses travaux littéraires ou artistiques, de même que les biens meubles et les revenus des immeubles qu'elle recevrait par succession, lui appartiendraient en propre, qu'elle en aurait l'administration et la jouissance, sans contrôle de son mari.

Le loi de 1882 a complété l'émancipation de la femme mariée. D'après cette loi, la femme peut acquérir des biens, en disposer, les aliéner comme elle l'entend, sans avoir à demander aucune autorisation à son mari, tout comme si elle n'était pas mariée. Tous les biens qu'elle possède, lors du mariage, lui sont propres. Elle peut en disposer comme elle l'entend.

1. Cf. Glasson, *Histoire du droit et des institutions en Angleterre*, VI, VIII^e partie, chapitre II, § 280.

Lehr. *Éléments de droit civil Anglais*, p. 70, 80.

Ajoutons que la femme peut, par son contrat de mariage, frapper d'inaliénabilité et d'insaisissabilité tout ou partie de ses biens présents et à venir.

D'après le droit Espagnol, la dot, sous le régime dotal, est inaliénable ; mais si la dot a été aliénée, la femme n'a aucune action contre les acquéreurs, mais seulement contre son mari.

Ce régime, on le voit, n'implique l'idée d'aucune incapacité, car les conséquences qu'il produit sont absolument différentes de celles produites par l'incapacité.

Vu le Président :

R. SALEILLES.

Vu le Doyen :

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

	Pages
La dot en Droit romain	5
Epoque de Justinien	12
Le régime dotal dans l'ancien Droit français . .	15
Dot mobilière.	20

Première Partie

Fondement de l'insaisissabilité des biens dotaux	23
La dot constitue une universalité juridique . .	28
La dot est un patrimoine d'affectation	32
L'affectation de la dot est le fondement de l'inaliénabilité et de l'insaisissabilité.	36
Examen du système qui fonde l'inaliénabilité sur l'incapacité de la femme dotale	45
Système de l'indisponibilité des biens dotaux . .	57

Deuxième Partie

Droits de poursuite des créanciers de la femme sur les biens dotaux. — Créance antérieure au mariage	61
--	----

	Pagès
Etendue du droit de saisie des créanciers . . .	72
Créanciers postérieurs au mariage.	79
Obligations légales.	86
Obligations contractées par la femme dans l'un des cas où la loi permet l'aliénation	89
Le mari ou la femme sont en prison	98
Fournitures d'aliments à la famille	98
Grosses réparations pour la conservation de l'im- meuble dotal	103
Augmentation apportée au fonds dotal par un tiers	104
Obligations résultant d'un échange ou d'un par- tage	108
Obligations résultant d'un délit de la femme . .	109
Obligations résultant d'un quasi-contrat. . . .	124
De la condamnation de la femme aux dépens . .	126
Dépens résultant d'une instance en séparation de corps.	129
La femme est défenderesse	133
Dettes des successions échues à la femme et des legs ou donations recueillis durant le mariage	135
Insaisissabilité des revenus dotaux	140
Représentation de la dot mobilière par des para- phernaux.	154
Transformation de la dot de corps certain en corps incertain	170
Echange d'un corps certain contre un corps certain	171
Sanction de l'insaisissabilité des biens dotaux . .	175

	Pages
Sort de l'hypothèque consentie par la femme sur ses biens dotaux	182

Troisième Partie

Persistance de l'insaisissabilité des biens dotaux après la dissolution du mariage	195
Effets de la persistance de l'insaisissabilité au cas de la transformation de la dot après la dissolu- tion du mariage	205
La dot a été constituée en argent	209
La dot se compose de corps certains	211
Conclusion	213



